



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 29 février 1971

Québec, Saturday, February 29, 1971

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

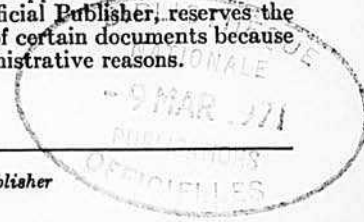
3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are apayable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.



8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883—1-52-0

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-0

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints, or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec official Gazette
Téléphone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Lettres patentes

**Agence Keet inc.
Keet Agency Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Stillman Keet, homme d'affaires, Danielle Carrier, épouse dudit Stillman Keet, tous deux de 530, boulevard Ste-Anne, Beauport, et Helen Keet, veuve de Lewis Irving, 700, 74e rue, Charlesbourg, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Exploiter des territoires et des clubs de pêche et de chasse, sous le nom de « Agence Keet inc.— Keet Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauport, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5510-1970

René Albert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: René Albert, industriel, Aline Morency, ménagère, épouse dudit René Albert, tous deux de 11, France, Villeneuve, et Marc Morency, mécanicien, 115, 42e Rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « René Albert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

97-1971

Alkay Real Estate Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: E. Samuel Berger, Abraham Slawner et Paul B. Cohen, tous trois avocats, du 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, app. 410, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Alkay Real Estate Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Letters Patent

**Agence Keet inc.
Keet Agency Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stillman Keet, businessman, Danielle Carrier, wife of the said Stillman Keet, both of 530 St. Anne Boulevard, Beauport, and Helen Keet, widow of Lewis Irving, 700, 74th Street, Charlesbourg, the latter two housewives, for the following purposes:

To develop fishing and hunting territories and clubs, under the name of "Agence Keet inc.— Keet Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Beauport, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5510-1970

René Albert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Albert, industrialist, Aline Morency, housewife, wife of said René Albert, both of 11 France, Villeneuve, and Marc Morency, mechanic, 115, 42nd Street, West, Charlesbourg, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and articles made in whole or in part of metal or wood, under the name of "René Albert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

97-1971

Alkay Real Estate Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: E. Samuel Berger, Abraham Slawner and Paul B. Cohen, all three advocates, of 1010 St. Catherine Street West, Apt. 410, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Alkay Real Estate Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5740-1970

Aluminium Fleur de Lys ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Irwin Schnaiberg, 6550 ouest, Sherbrooke, app. 618, Montréal, Hyman Laddie Schnaiberg, 7460, Kingsley, tous deux avocats, et Sam Stolovitsky, administrateur, 5751, rue Rand, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de bardeaux, fenêtres et matériaux de construction en aluminium, sous le nom de « Aluminium Fleur de Lys ltée », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5612-1970

Artisanat Idéal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gaétan Cloutier, 7321, rue des Lynx, Jacques Tanguay, tous deux hommes d'affaires, et Mireille Tanguay, femme d'affaires, épouse dudit Jacques Tanguay, ces deux derniers de 7162, Place des Renards, tous trois d'Orsainville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et de produits d'artisanat de tous genres, sous le nom de « Artisanat Idéal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Orsainville, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5616-1970

Association des enseignants diplômés de Belgique au Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Alain Stievenaert, Jeannine Rorive, épouse dudit Alain Stievenaert, tous deux de 843, Decelles, Jacques Rorive, Christianne Peltier, épouse dudit Jacques Rorive, tous deux de 1076, Dupas, tous quatre de Longueuil, Raymond Lambo-

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5740-1970

Aluminium Fleur de Lys ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irwin Schnaiberg, 6550 Sherbrooke West, Apt. 618, Montreal, Hyman Laddie Schnaiberg, 7460 Kingsley, both advocates, and Sam Stolovitsky, executive, 5751 Rand Street, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminium siding, windows and building supplies, under the name of "Aluminium Fleur de Lys ltée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,*

38854-o

5612-1970

Artisanat Idéal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Cloutier, 7321 des Lynx Street, Jacques Tanguay, both businessmen, and Mireille Tanguay, businesswoman, wife of said Jacques Tanguay, the latter two of 7162 Place des Renards, all three of Orsainville, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and handicraft foods of all kinds, under the name of "Artisanat Idéal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Orsainville, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5616-1970

Association des enseignants diplômés de Belgique au Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alain Stievenaert, Jeannine Rorive, wife of said Alain Stievenaert, both of 843 Decelles, Jacques Rorive, Christianne Peltier, wife of said Jacques Rorive, both of 1076 Dupas, all four of Longueuil, Raymond Lambo-

relle, Marie-Thérèse Collin, épouse dudit Raymond Lamborelle, tous deux de 5, St-Philippe, Saint-Jean-d'Iberville, Valentin Rienckens, 10375, St-Denis, Edmond Pauly, 11833, James Morrice, tous deux de Montréal, Jules Mazy, 1355, Châteauguay, Saint-Bruno-de-Montarville, et Jean-François Mostert, 103, avenue Mont-Bruno, Sainte-Julie, tous professeurs, pour les objets suivants:

L'entraide, la défense et le développement des intérêts culturels, intellectuels, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Association des enseignants diplômés de Belgique au Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 3312, Place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5680-1970

Association des Clubs de Motos-Neige de l'Estrie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Laliberté, vendeur, 540, Bertrant, Yves Dumont, vérificateur, 5555, rue Triquet, et Robert Boulay, notaire, 1075, rue Rouleau, tous trois de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Association des Clubs de Motos-Neige de l'Estrie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5497-1970

**Association des propriétaires de
St-Bruno de Montarville inc.**

**St. Bruno de Montarville Property Owners'
Association Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Proulx, analyste de gestion, 1275, rue Dufrost, Gilles Deslauriers, psycho-éducateur, 1225, Vignau, et Claude Limoges, vendeur, 1285, rue Dufrost, tous trois de Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Association des propriétaires de St-Bruno de Montarville inc. — St. Bruno de Montarville Property Owners' Association Inc. ».

relle, Marie-Thérèse Collin, wife of said Raymond Lamborelle, both of 5 St-Philippe, Saint-Jean-d'Iberville, Valentin Rienckens, 10375 St-Denis, Edmond Pauly, 11833 James Morrice, both of Montreal, Jules Mazy, 1355 Châteauguay, Saint-Bruno-de-Montarville, and Jean-François Mostert, 103 Mont-Bruno Avenue, Sainte-Julie, all professors, for the following purposes:

The defence and development of the cultural, intellectual, social and professional interests of the members together with mutual assistance, under the name of "Association des enseignants diplômés de Belgique au Québec inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 3312 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5680-1970

Association des Clubs de Motos-Neige de l'Estrie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Laliberté, salesman, 540 Bertrant, Yves Dumont, checker, 5555 Triquet Street, and Robert Boulay, notary, 1075 Rouleau Street, all three of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Association des Clubs de Motos-Neige de l'Estrie".

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is \$50,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5497-1970

**Association des propriétaires de
St-Bruno de Montarville inc.**

**St. Bruno de Montarville Property Owners'
Association Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Proulx, analyst in management, 1275 Dufrost Street, Gilles Deslauriers, psycho-educator, 1225 Vignau, and Claude Limoges, salesman, 1285 Dufrost Street, all three of Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "Association des propriétaires de St-Bruno de Montarville inc. — St. Bruno de Montarville Property Owners' Association Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5290-1970

**Association des vendeurs professionnels
d'automobiles de Thetford inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Rémi Roy, 628, boulevard Ouellet, Serge Drouin, 1165, Notre-Dame nord, tous deux de Thetford Mines, et Alcédor Pomerleau, Saint-Antoine-de-Pontbriand, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Association des vendeurs professionnels d'automobiles de Thetford inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5720-1970

**L'Association de tir à la Volée
de l'Est Québécois; (ATVEQ)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Faille, administrateur, 3304, Place de la Monnerie, No 1, Marcel Bouchard, représentant, 754, des Mélézes, No 1, tous deux de Sainte-Foy, et Serge Levasseur, analyste en informatique, 1125, Murray, Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport du tir à la volée, sous le nom de « L'Association de tir à la Volée de l'Est Québécois; (ATVEQ) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 754, des Mélézes, app. 1, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5420-1970

The amount to which is to be limited the real estate which the corporation may acquire or possess is \$30,000.

The head office of the corporation is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5290-1970

**Association des vendeurs professionnels
d'automobiles de Thetford inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rémi Roy, 628 Ouellet boulevard, Serge Drouin, 1165 Notre-Dame north, both of Thetford Mines, and Alcédor Pomerleau, Saint-Antoine-de-Pontbriand, all three salesmen, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of its members, under the name of "Association des vendeurs professionnels d'automobiles de Thetford inc."

The amount to which is to be limited the annual income derived from the real estate which the corporation may acquire or possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5720-1970

**L'Association de tir à la Volée
de l'Est Québécois; (ATVEQ)**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Faille, administrator, 3304 Place de la Monnerie, No. 1, Marcel Bouchard, representative, 754 des Mélézes, No. 1, both of St. Foy, and Serge Levasseur, analyst in data-processing, 1125 Murray, Québec, for the following purposes:

To promote skeet shooting, under the name of "L'Association de tir à la Volée de l'Est Québécois; (ATVEQ)".

The amount to which is to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess if \$100,000.

The head office of the corporation is at 754, des Mélézes, Apt. 1, St. Foy, judicial district of Québec.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5420-1970

Association Petrellese du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Giorgio Ruscitto, concierge, 6040, Houel, Saint-Léonard, Raffaele Viglione, épiciier, 6845, 44^e Avenue, et Alessandro Amoroso, opérateur, 7393, 6^e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

« Venir en aide à tous ceux qui pourront se trouver avec des problèmes de nature sociale, syndicale ou administrative, sous le nom de « Association Petrellese du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est 5446, Jean-Talon est, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5705-1970

Association Petrellese du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Giorgio Ruscitto, janitor, 6040 Houel, Saint-Léonard, Raffaele Viglione, grocer, 6845, 44th Avenue, and Alessandro Amoroso, operator, 7393, 6th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To help those persons with problems of a social or administrative nature or problems relating to trade unions, under the name of "Association Petrellese du Québec inc."

The amount to which is to be limited the annual income derived from the immovable property which the corporation can acquire or possess is \$40,000.

The head office of the corporation is at 5446 Jean-Talon East, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5705-1970

**Association provinciale des chevaux miniatures
Provincial Association of Miniature Horses**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Tourigny, épiciier-boucher, Paul Blanchette, briqueteur, tous deux de Bécancour, Guy Durand, entrepreneur, 291, Montée Gagnon, Herman Therrien, menuisier, 177, Ste-Marie, tous deux de Sainte-Anne-des-Plaines, Jean Lachapelle, paysagiste, 10989, Drapeau, Montréal, Jacques Lachapelle, facteur, 11036, Lamoureux, Montréal-Nord, Roméo Dulude, cultivateur, André Robidoux, gérant, tous deux de Saint-Rémi, Ange-Émile Robillard, entrepreneur, 100, rang Ste-Julie, Charles-Émile Bouchard, fonctionnaire, 105, Mandeville, tous deux de Joliette, Pierre-A. Paquin, hôtelier, 1039, avenue Théoret, Robert Prévost, commerçant, 1943, Bord du Lac, tous deux de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, Daniel Couture, vendeur, Venise-en-Québec, et James O'Cain, gérant, Saint-Grégoire, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts culturels, sociaux ou matériels des membres, sous le nom de « Association provinciale des chevaux miniatures — Provincial Association of Miniature Horses ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Grégoire, district judiciaire de Nicolet.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

38-1971

**Association provinciale des chevaux miniatures
Provincial Association of Miniature Horses**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léo Tourigny, grocer-butcher, Paul Blanchette, brick-layer, both of Bécancour, Guy Durand, contractor, 291 Montée Gagnon, Herman Therrien, carpenter, 177 Ste-Marie, both of Sainte-Anne-des-Plaines, Jean Lachapelle, landscape gardener, 10989 Drapeau, Montreal, Jacques Lachapelle, mailman, 11036 Lamoureux, Montreal-North, Roméo Dulude, farmer, André Robidoux, manager, both of Saint-Rémi, Ange-Émile Robillard, contractor, 100 Ste-Julie range, Charles-Émile Bouchard, civil servant, 105 Mandeville, both of Joliette, Pierre-A. Paquin, hotel-keeper, 1039 Théoret Avenue, Robert Prévost, merchant, 1943 Bord du Lac, both of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, Daniel Couture, salesman, Venise-en-Québec, and James O'Cain, manager, Saint-Grégoire, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the cultural, social and material interests of its members, under the name of "Association provinciale des chevaux miniatures — Provincial Association of Miniature Horses ».

The amount to which is to be limited the real estate which the corporation may acquire or possess is \$25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Grégoire, judicial district of Nicolet.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

38-1971

Association régionale de tennis de l'Estrie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Dumas, ingénieur, 482, Rachel, Réjean Boulet, vendeur, 259, rue Denison, et André Thibault, professeur, 705, rue St-François, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Former et exploiter une association sportive et promouvoir en particulier le sport du tennis, sous le nom de « Association régionale de tennis de l'Estrie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est 328, Principale, suite 25, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

117-1971

Association sportive de St-Adelme

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Gagné, cultivateur, Henri Marquis, journalier, Émilien Gagné, opérateur, Claude Marquis, aide cuisinier, et Étienne Thibeault, commis de bureau, tous de Saint-Adelme, pour les objets suivants:

Promouvoir les sports en général et en particulier les sports du ballon-balai, ballon-volant, balle-molle, et soccer, sous le nom de « Association sportive de St-Adelme ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Adelme, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

2299-1970

Astrobelix sports inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gilles Gagnon, marchand, La Sarre, Guy Rousseau, administrateur, 44, Notre-Dame est, et Roger Messier, hôtelier, 2417, Cadillac, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises et plus spécialement de tous les articles concernant les sports, sous le nom de « Astrobelix sports inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Association régionale de tennis de l'Estrie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denis Dumas, engineer, 482 Rachel, Réjean Boulet, salesman, 259 Denison Street, and André Thibault, professor, 705 St-François Street, all three of Granby, for the following purposes:

To form and operate a sports association and to promote tennis in particular, under the name of "Association régionale de tennis de l'Estrie inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at 328 Main, Suite 25, Granby, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

117-1971

Association sportive de St-Adelme

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Gagné, farmer, Henri Marquis, labourer, Émilien Gagné, operator, Claude Marquis, assistant cook, and Étienne Thibeault, office clerk, all of Saint-Adelme, for the following purposes:

To promote sports in general and broomball, volleyball, softball and soccer in particular, under the name of "Association sportive de St-Adelme."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Adelme, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

2299-1970

Astrobelix sports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Gagnon, merchant, La Sarre, Guy Rousseau, administrator, 44 Notre-Dame East, and Roger Messier, hotel-keeper, 2417 Cadillac, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of merchandise and in particular sports articles, under the name of "Astrobelix sports inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 255-1971

Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Belzile, directeur du service d'équipement, 5, Desjardins, Gilles Dubé, coordonnateur, 133, Laval, app. 31, Valère Gagnon, directeur du service aux étudiants, 116, St-André, Yvan Morin, prêtre, 154, Fraser, Yvon Morin, directeur général, 10, des Chauffailles, et Roméo Bossinotte, échevin, 35, St-Paul, tous six de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Établir un centre d'accueil de la jeunesse, sous le nom de « Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 3343-1970

Bernier, Garon & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre Garon, courtier en assurances, Yvette Paradis, ménagère, épouse dudit Pierre Garon, tous deux de 8185, 1re Avenue, Gilles Bernier, courtier en assurances, et Louise Poulin, ménagère, épouse dudit Gilles Bernier, ces deux derniers de 8525, Place du Gouverneur, tous quatre de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Bernier, Garon et associés inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8167, 1re Avenue, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 5748-1970

Harry Bloom Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Lawrence Glazer, avocat, 5753,

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 255-1971

Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Belzile, head of equipment, 5 Desjardins, Gilles Dubé, coordinator, 133 Laval, Apt. 31 Valère Gagnon, director of "service aux étudiants", 116 St-André, Yvan Morin, priest, 154 Fraser, Yvon Morin, director, 10 des Chauffailles, and Roméo Bossinotte, alderman, 35 St-Paul, all six of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To set up a welcome bureau for youth, under the name of "Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup".

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation can acquire or possess is \$500,000.

The head office of the corporation is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 3343-1970

Bernier, Garon & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Garon, insurance broker, Yvette Paradis, housewife, wife of said Pierre Garon, both of 8185, 1st Avenue, Gilles Bernier, insurance broker, and Louise Poulin, housewife, wife of said Gilles Bernier, the latter two of 8525 du Gouverneur Place, all four of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Bernier, Garon et associés inc.", with a total capital stock of \$200,000 divided into 15,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8167, 1st Avenue, Charlesbourg, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 5748-1970

Harry Bloom Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Glazer, advocate, 5753 West-

Westminster, Juidi Friedman, fille majeure, 870, Wiseman, et Jean-M. Guy, 1117, Saint-Mathieu, ces deux derniers secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles neuves et d'occasions et de véhicules de toutes sortes, d'embarcations, moteurs et de toutes sortes de moyens de transport, de même que des pièces et accessoires qui sy rattachent, sous le nom de « Harry Bloom Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 9125, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5763-1970

**Bon Ton Cleaners Inc.
Nettoyeurs Bon Ton inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour d'août 1970, constituant en corporation: James H. Denmead, Aline Denmead, épouse dudit James H. Denmead, tous deux administrateurs, du 875, rue Cardinal, et Germain Demers, commis, 877, rue Cardinal, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et faire la réparation de vêtements, tissus, articles et ameublement de maison, sous le nom de « Bon Ton Cleaners Inc. — Nettoyeurs Bon Ton inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4161 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

3444-1970

Broadway Automobile Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean Olive Goldthorp, secrétaire, épouse de John Larsen, 250, 51^e Avenue, Lachine, Harry William Goldthorp, administrateur, 7550A, Broadway, et Victor James Goldthorp, 8887, boulevard Lasalle, ces deux derniers de Lasalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, camions, pièces de moteurs, avions, moteurs d'avions, canots automobiles, radios, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, sous le nom de « Broadway Automobile Ltd. », avec un capital total de \$100,000,

minster, Juidi Friedman, spinster, 870 Wiseman, and Jean-M. Guy, 1117 St-Matthew, the latter two secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in new and used auto and motor vehicles of all kinds, boats, motors and in general any type of conveyance including all parts and accessories thereto, under the name of "Harry Bloom Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 9125 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5763-1970

**Bon Ton Cleaners Inc.
Nettoyeurs Bon Ton inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James H. Denmead, Aline Denmead, wife of the said James H. Denmead, both administrators, of 875 Cardinal Street, and Germain Demers, clerk, 877 Cardinal Street, all three of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launders and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Bon Ton Cleaners Inc. — Nettoyeurs Bon Ton inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4161 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

3444-1970

Broadway Automobile Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Olive Goldthorp, secretary, wife of John Larsen, 250, 51st Avenue, Lachine, Harry William Goldthorp, administrator, 7550A Broadway, and Victor James Goldthorp, 8887 Lasalle Boulevard, the latter two of Lasalle, for the following purposes:

To deal in motor cars, motor trucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motor boats, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "Broadway Automobile Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 70,000 common

divisé en 70,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 5633-1970

Marcel Brunelle & fils Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Richard Hébert, notaire, 1450, 12e Avenue, app. 204, Armande Dupré, ménagère, épouse de Marcel Brunelle, et Réнал Brunelle, courtier en assurances, ces deux derniers de 1073, 16e Avenue, tous trois de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Marcel Brunelle & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1073, 16e Avenue, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 25-1971

C. & D. Data Systems Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous deux avocats, Aline Beaulieu, 3801, Cavendish, Montréal, et Diane Malboeuf, 8495, boulevard Lasalle, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fiches et formules, de systèmes, de machinerie et d'équipement de toutes sortes pour la comptabilité et les affaires, sous le nom de « C. & D. Data Systems Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 162-1971

Cammi Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 5633-1970

Marcel Brunelle & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Hébert, notary, 1450, 12th Avenue, Apt. 204, Armande Dupré, housewife, wife of Marcel Brunelle, and Réнал Brunelle, insurance broker, the latter two of 1073, 16th Avenue, all three of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Marcel Brunelle & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1073, 16th Avenue, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 25-1971

C. & D. Data Systems Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, both advocates, Aline Beaulieu, 3801 Cavendish, Montreal, and Diane Malboeuf, 8495 Lasalle Boulevard, Lasalle, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in accounting and business forms, systems, machinery and equipment of all kinds, under the name of "C. & D. Data Systems Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 162-1971

Cammi Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of De-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Charles Edward Flam, 5782, Trinity, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte Saint-Luc, et Douglas Pascal, 6525, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Cammi Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 800, Carré Victoria, bureau 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5644-1970

Canexim Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest Jean-Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Canexim Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1117 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 209, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5561-1970

Centre d'accueil pour alcooliques, La Pocatière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4^e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Antcil, opérateur, Philippe Bois, fonctionnaire, Laurette Thiboutot, épouse de Roland Martin, Anne-Marie Verret, épouse de Alfred Lévesque, toutes deux ménagères, Gisèle Laplante, fille majeure, Marcel Létourneau, tous deux professeurs, Benoît Laplante, aumônier, et Benoît-H. Blanchet, travailleur social, tous de La Pocatière, pour les objets suivants:

Le traitement physique et mental des alcooliques, pré-cure et post-cure. La réadaptation des alcooliques et l'entraide aux alcooliques sous toutes ses formes, sous le nom de « Centre d'accueil pour alcooliques, La Pocatière inc. ».

cember, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Edward Flam, 5782 Trinity, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc, and Douglas Pascal, 6525 Côte St. Luc, all three advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cammi Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5644-1970

Canexim Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Canexim Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Suite 209, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5561-1970

Centre d'accueil pour alcooliques, La Pocatière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Antcil, operator, Philippe Bois, civil servant, Laurette Thiboutot, wife of Roland Martin, Anne-Marie Verret, wife of Alfred Lévesque, both housewives, Gisèle Laplante, spinster of the full age of majority, Marcel Létourneau, both professors, Benoît Laplante, chaplain, and Benoît-H. Blanchet, social worker, all of La Pocatière, for the following purposes:

Physical and psychiatric treatment of alcoholics, pre-and post-cure; the readaptation of alcoholics and the promotion of all kinds of aid among alcoholics, under the name of "Centre d'accueil pour alcooliques, La Pocatière, inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854-o

3231-1970

**Le centre de formation de Pédicures
et de Podiâtres inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Bernard Ranger, 86, Bord du Lac, Pointe Claire, Jean Blain, 298, Jeanne-Petit, Boucherville, et Patrick Long, 1425, Jacques Lemaistre, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Dispenser des cours de formation à l'intention de pédicures et de podiâtres, sous le nom de « Le centre de formation de Pédicures et de Podiâtres inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854-o

5696-1970

Centre de roulottes Duberger inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Renée Trahan, infirmière, fille majeure, 891, Place Beloeil, app. 2, Sainte-Foy, Émilien Bolduc, garagiste, 1, boulevard Hamel, et Yolande Morissette, ménagère, épouse de Joseph Morissette, 260, Lejeune, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de roulottes de voyage, tentes, tentes-remorques, maisons mobiles, autos-neige, motocyclettes, bicyclettes, automobiles ainsi que tout équipement mobile pouvant être utilisé sur les voies publiques ou privées, sous le nom de « Centre de roulottes Duberger inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale le \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854-o

5687-1970

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

3231-1970

**Le centre de formation de Pédicures
et de Podiâtres inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Ranger, 86 Bord du Lac, Pointe Claire, Jean Blain, 298 Jeanne-Petit, Boucherville, and Patrick Long, 1425 Jacques Lemaistre, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To give courses for the training of chiropodists and pedicurists, under the name of "Le centre de formation de Pédicures et de Podiâtres inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5696-1970

Centre de roulottes Duberger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renée Trahan, nurse, spinster of the full age of majority, 891 Beloeil Place, Apt. 2, St. Foy, Émilien Bolduc, garage-owner, 1 Hamel Boulevard, and Yolande Morissette, housewife, wife of Joseph Morissette, 260 Lejeune, the latter two of Québec, for the following purposes:

To deal in travel trailers, tents, trailer-tents, mobile homes, snowmobiles, motorcycles, bicycles, automobiles as well as all mobile equipment for use on public or private highways, under the name of "Centre de roulottes Duberger inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5687-1970

**Centre d'information des cadres administratifs
C.I.C.A. inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Pierre-Louis Trudeau, agent d'affaires, 755, Cardinal, Saint-Laurent, Pierre Deguire, photographe, 1190, Belleville, Laval, et Jacques Charbonneau, publicitaire, 1057, Michel Moreau, Boucherville, pour les objets suivants:

Établir, diriger, promouvoir, organiser, surveiller et contrôler des expositions, conférences, cours éducatifs, congrès, foires et exhibitions, sous le nom de « Centre d'information des cadres administratifs C.I.C.A. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5525-1970

Jos. D. Chabot et fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jacques Auger, 35, Salaberry, Pierre Lemieux, 56, Fraser, et Paul-Henri Lacroix, 37, St-Omer, tous trois notaires, de Lévis, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Jos. D. Chabot et fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lazare, district judiciaire de Montmagny.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5517-1970

Châteauguay Figure Skating Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Garth Rolston, ingénieur, 374, rue Frontenac, James Murphy, technicien, 144, Melrose, et Gerald Whalen, analyste, 109, Braik, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un club athlétique, sous le nom de « Châteauguay Figure Skating Club Inc. ».

**Centre d'information des cadres administratifs
C.I.C.A. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-Louis Trudeau, business agent, 755 Cardinal, Saint-Laurent, Pierre Deguire, photographer, 1190 Belleville, Laval, and Jacques Charbonneau, publicist, 1057 Michel Moreau, Boucherville, for the following purposes:

To establish, direct, promote, organize, oversee and control exhibitions, lectures, educational courses, congresses, fairs and exhibitions, under the name of "Centre d'information des cadres administratifs C.I.C.A. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5525-1970

Jos. D. Chabot et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Auger, 35 Salaberry, Pierre Lemieux, 56 Fraser, and Paul-Henri Lacroix, 37 St-Omer, all three notaries, of Lévis, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Jos. D. Chabot et fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Lazare, judicial district of Montmagny.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5517-1970

Châteauguay Figure Skating Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Garth Rolston, engineer, 374 Frontenac Street, James Murphy, technician, 144 Melrose, and Gerald Whalen, analyst, 109 Braik, all three of Châteauguay, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct an athletic club, under the name of "Châteauguay Figure Skating Club Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut acquérir et détenir est \$25,000.

Le siège social de la corporation est 36, rue Edward, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5688-1970

**La Cie électrique Ménard inc.
Ménard Electric Co. Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Patrice Ménard, maître-électricien, Jane Ménard, ménagère, épouse dudit Patrice Ménard, tous deux du 110, avenue Irvine, Westmount, et Roger Lupien, directeur des ventes, 4560, de Lorimier, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs en électricité et faire affaires dans les domaines connexes, sous le nom de « La Cie électrique Ménard inc.—Ménard Electric Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 465, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5268-1970

Ciné-Parc Bélair inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Georges Rioux, homme d'affaires, 739, Le Payeur, Sainte-Foy, Michèle Roy, 384, Lockwell, et Rita Gagnon, 811, Cardinal-Rouveau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un ciné-parc, sous le nom de « Ciné-Parc Bélair inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Bélair, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

224-1971

Ciné-Parc Vaudreuil Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jason Ruby, 47, Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, Joanne Doran, 2300, Saint-

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at 36 Edward Street, Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5688-1970

**La Cie électrique Ménard inc.
Ménard Electric Co. Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrice Ménard, master electrician, Jane Ménard, homemaker, wife of the said Patrice Ménard, both of 110 Irvine Avenue, Westmount, and Roger Lupien, sales executive, 4560 de Lorimier, Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of electrical contracting and all related activities, under the name of "La Cie électrique Ménard inc.—Ménard Electric Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 465 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5268-1970

Ciné-Parc Bélair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Rioux, businessman, 739 Le Payeur, St. Foy, Michèle Roy, 384 Lockwell, and Rita Gagnon, 811 Cardinal-Rouveau, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority of Québec, for the following purposes:

To operate a drive-in, under the name of "Ciné-Parc Bélair inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Bélair, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

224-1971

Ciné-Parc Vaudreuil Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jason Ruby, 47 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, Joanne Doran, 2300 St. Mathew, and Carole

Mathieu, et Carole de Francesco, 7148, Hamilton, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des cinémas, des ciné-parcs et autres théâtres ou endroits de divertissement, d'enseignement ou de spectacles, sous le nom de « Ciné-Parc Vaudreuil ltée », avec un capital total de \$65,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 60,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorion, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5764-1970

Club de Moto-Neige Dorion Garden inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Paul Havington, pompier, Charles Lefebvre, contremaître, Raymond Simard, menuisier, Claude Wermert, mécanicien, tous quatre de rue Archambault, Pierre Laplante, conseiller en main d'oeuvre, 567, Archambault, Gilles Arsenaull, comptable, André Béland, 559, Downs, Claude Pronovost, rue Galt, et Claude Trudel, 217, Des Loisirs, ces trois derniers professeurs, tous de Dorion, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de Moto-Neige Dorion Garden inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Dorion, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854-o

22-1971

Club de recherches économiques du Québec limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Boily, 842, avenue Duchesneau, Michel Poulin, 653, avenue Charron, tous deux avocats, de Sainte-Foy, et Michèle Létourneau, secrétaire, épouse de Gaétan Chabot, 4520, 4e avenue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Intéresser les membres aux questions économiques québécoises par des recherches, des conférences et des publications, sous le nom de « Club de recherches économiques du Québec limitée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

de Francesco, 7148 Hamilton, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To operate motion picture theatres, drive-in theatres, or other theatres and places of amusement or instruction or entertainment of every kind, under the name of "Ciné-Parc Vaudreuil ltée", with a total capital stock of \$65,000 divided into 5,000 common shares of \$1 each and 60,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Dorion, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5764-1970

Club de Moto-Neige Dorion Garden inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Paul Havington, fireman, Charles Lefebvre, foreman, Raymond Simard, carpenter, Claude Wermert, mechanic, all four of Archambault Street, Pierre Laplante, labour consultant, 567 Archambault, Gilles Arsenaull, accountant, André Béland, 559 Downs, Claude Pronovost, Galt Street, and Claude Trudel, 217 Des Loisirs, the latter three professors, all of Dorion, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club de Moto-Neige Dorion Garden inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Dorion, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

22-1971

Club de recherches économiques du Québec limitée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Boily, 842 Duchesneau Avenue, Michel Poulin, 653 Charron Avenue, both advocates, of St. Foy, and Michèle Létourneau, secretary, wife of Gaétan Chabot, 4520, 4th Avenue East, Charlesbourg, for the following purposes:

To interest the members in the economic questions facing Québec through research, conferences and publications, under the name of "Club de recherches économiques du Québec limitée".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 193-1971

Club Lions de Joliette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Falardeau, gérant, 120, rue Robert, Normand Roy, directeur du personnel, rue Manseau, tous deux de Joliette, et Maurice Bourassa, gérant des ventes, 151, 1re Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Promouvoir la théorie et la pratique des principes de bon gouvernement et de civisme et prendre un intérêt actif au bien-être civique, social et moral de la communauté, sous le nom de « Club Lions de Joliette inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 4510-1970

Club social des employés de la Régie de l'Assurance-Maladie du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gabriel Pelletier, 2064, chemin St-Louis, Sillery, Eugène Houde, 435, 46e Rue ouest, Charlesbourg, Paul-Henri Matte, 2643, chemin Ste-Foy, Serge Métivier, 3040, chemin St-Louis, André Didier, 2752, Bel-Air, Pierre Piché, 2829, chemin St-Louis, tous quatre de Sainte-Foy, Olyve Legendre, 1080, Forget, Sillery, Francine Fournier, 485, St-Amable, Carmen Couture, 400, Champlain, toutes trois filles majeures, Serge LeRouzès, 775, Vimy, tous trois de Québec, et Linda Andrews, épouse de Léopold Jacques, 88, boulevard François-Xavier, Montmorency, tous fonctionnaires, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social, sous le nom de « Club social des employés de la Régie de l'Assurance-Maladie du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 194-1971

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 193-1971

Club Lions de Joliette inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Falardeau, manager, 120 Robert Street, Normand Roy, personnel manager, Manseau Street, both of Joliette, and Maurice Bourassa, sales manager, 151, 1st Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

To promote the theory and practice of the principles of good government and public-spiritedness and to take an active interest in the civic, social and moral welfare of the community, under the name of "Club Lions de Joliette inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 4510-1970

Club social des employés de la Régie de l'Assurance-Maladie du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gabriel Pelletier, 2064 St. Louis road, Sillery, Eugène Houde, 435, 46th Street West, Charlesbourg, Paul-Henri Matte, 2643 St. Foy Road, Serge Métivier, 3040 St. Louis road, André Didier, 2752 Bel-Air, Pierre Piché, 2829 St. Louis Road, all four of St. Foy, Olyve Legendre, 1080 Forget, Sillery, Francine Fournier, 485 St-Amable, Carmen Couture, 400 Champlain, all three spinsters of the full age of majority, Serge LeRouzès, 775 Vimy, all three of Québec, and Linda Andrews, wife of Léopold Jacques, 88 François-Xavier Boulevard, Montmorency, all civil servants, for the following purposes:

To set up and administer a social club, under the name of "Club social des employés de la Régie de l'Assurance-Maladie du Québec".

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess if \$40,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 194-1971

Computerized Rental Service (CRS) Inc.
Service de location par ordinateur (CRS) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Giacomo Georgio Sand, 211, avenue Dresden, Mont-Royal, Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, et William D. Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fournir des services d'administration, de recherche, de traitement des données et autres services connexes pour développer les ressources des systèmes d'ordinateurs pour les personnes et/ou les corporations, sous le nom de « Computerized Rental Service (CRS) Inc.—Service de location par ordinateur (CRS) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

7-1971

Jacques Couvrette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Jacques Couvrette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4434, rue Laniel, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

23-1971

Crossfield Realities Ltd.
Les immeubles Crossfield Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Montréal-Ouest, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Computerized Rental Service (CRS) Inc.
Service de location par ordinateur (CRS) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giacomo Georgio Sand, 211 Dresden Avenue, Mount Royal, Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, and William D. Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To supply management, research, data processing and related services to develop computer systems for persons and or corporations, under the name of "Computerized Rental Service (CRS) Inc.—Service de location par ordinateur (CRS) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

38854-o

7-1971

Jacques Couvrette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Jacques Couvrette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4434 Laniel Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

38854

23-1971

Crossfield Realities Ltd.
Les immeubles Crossfield Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Montreal West, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Crossfield Realities Ltd.—Les immeubles Crossfield ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5780-1970

Cutlass Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Donald Fisher, administrateur, Kerry Fisher, secrétaire, épouse dudit Donald Fisher, tous deux du 239, boulevard Deguire, app. 220, Saint-Laurent, John A. Griffiths, commis, 490, boulevard Galland, app. 26, et David C. Griffiths, gérant, 490, boulevard Galland, app. 22, ces deux derniers de Dorval, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Cutlass Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 239, boulevard Deguire, app. 220, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5672-1970

**D.C.B. Industries Ltd.
Industries D.C.B. ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Richard J. F. Bowie, 181, avenue Morrison, Lambert Toupin, 194, avenue Melbourne, Bertrand Lacombe, 1780, Dumfries, tous trois de Mount Royal, C. Stephen Cheasley, 341, Berkeley Circle, Dorval, James G. Wright, 3164, Le Boulevard, Montréal, Michael P. Carroll, 254, avenue Metcalfe, Westmount, et Claude Lachance, 30, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « D.C.B. Industries Ltd.—Industries D.C.B. ltée », avec un capital total divisé en 2,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 12,514 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

40-1971

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Crossfield Realities Ltd.—Les immeubles Crossfield ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville-Marie, suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5780-1970

Cutlass Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald Fisher, executive, Kerry Fisher, secretary, wife of the said Donald Fisher, both of 239 Deguire Boulevard, Apt. 220, Saint-Laurent, John A. Griffiths, clerk, 490 Galland Boulevard, Apt. 26, and David C. Griffiths, manager, 490 Galland Boulevard, Apt. 22, the latter two of Dorval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Cutlass Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 239 Deguire Boulevard, Apartment 220, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5672-1970

**D.C.B. Industries Ltd.
Industries D.C.B. ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard J. F. Bowie, 181 Morrison Avenue, Lambert Toupin, 194 Melbourne Avenue, Bertrand Lacombe, 1780 Dumfries, all three of Mount Royal, C. Stephen Cheasley, 341 Berkeley Circle, Dorval, James G. Wright, 3164 The Boulevard, Montréal, Michael P. Carroll, 254 Metcalfe Avenue, Westmount, and Claude Lachance, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "D.C.B. Industries Ltd.—Industries D.C.B. ltée", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares no par value and 12,514 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

40-1971

D.K. Distributors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: William Sherman, comptable, 2240, rue Decelles, Saint-Laurent, Reevin Pearl, 5745, Côte Saint-Luc, Hampstead, et Michel Béland, 2790, Glencoe, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Créer, établir, ériger et maintenir une entreprise d'achats et de ventes pour la promotion, la publicité, la distribution ou la mise en marché de toutes sortes de services ou produits, marchandises, biens mobiliers et objets de commerce de toutes sortes et de toute nature, sous le nom de « D.K. Distributors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5572-1970

Depina Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, MacDonald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir promoteurs, conseillers et experts en administration, et donner des services d'administration en affaires, sous le nom de « Depina Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

56-1971

**Les distributeurs de produits industriels de
Sept-Iles Itée
Sept-Iles Industrial Products
Distributors Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Earl P. Wood, technicien, 360, Marquette, Laurie Leblanc, administrateur d'entreprise, 179, Papineau, et Jean Dionne, avocat, 202, Cartier, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de quincaillerie, sous le nom de « Les distributeurs de produits industriels de

D.K. Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Sherman, accountant, 2240 Decelles Street, Saint-Laurent, Reevin Pearl, 5745 Côte St. Luc, Hampstead, and Michel Béland, 2790 Glencoe, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To create, establish, build up, and maintain a selling or purchasing organization for the promotion, sale advertisement, distribution, or introduction of any and all services or products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind or nature, under the name of "D.K. Distributors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5572-1970

Depina Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 MacDonald, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as business promoters, consultants and advisors and to provide business management, under the name of "Depina Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

56-1971

**Les distributeurs de produits industriels de
Sept-Iles Itée
Sept-Iles Industrial Products
Distributors Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Earl P. Wood, technician, 360 Marquette, Laurie Leblanc, business executive, 179 Papineau, and Jean Dionne, lawyer, 202 Cartier, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, under the name of "Les distributeurs de produits industriels de

Sept-Iles Itée — Sept-Iles Industrial Products Distributors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 360, Noël, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5692-1970

Dollard Supertest Service Station Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, André Larivière, 3101, Édouard-Montpetit, tous deux de Montréal, et Gilles Poulin, 103, Ashton, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir garagistes et faire le commerce de véhicules de transport, voitures et accessoires et pièces de toutes sortes, sous le nom de « Dollard Supertest Service Station Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5377-1970

**Domaine du bois de Montréal (1970) Itée
Domaine du bois of Montreal (1970) Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, tous deux de Montréal, et Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Domaine du bois de Montréal (1970) Itée — Domaine du bois of Montreal (1970) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5782-1970

**Dundee Investments Inc.
Les investissements Dundee inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Sept-Iles Itée — Sept-Iles Industrial Products Distributors Ltd.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 360 Noël, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5692-1970

Dollard Supertest Service Station Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, André Larivière, 3101 Édouard-Montpetit, both of Montreal, and Gilles Poulin, 103 Ashton, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in conveyances and vehicles and accessories and parts thereof of every kind, under the name of "Dollard Supertest Service Station Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5377-1970

**Domaine du bois de Montréal (1970) Itée
Domaine du bois of Montreal (1970) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, both of Montreal, and Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Domaine du bois de Montréal (1970) Itée — Domaine du bois of Montreal (1970) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville-Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5782-1970

**Dundee Investments Inc.
Les investissements Dundee inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, tous deux de Montréal, et Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Dundee Investments Inc. — Les investissements Dundee inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5781-1970

Dus - Can inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jacques Soucy, notaire, 1995, 1^{re} Avenue, Gisèle Miller, épouse de Sarto Poulin, 1251, 3^e Avenue, et Denise Caron, épouse de Paul Nolet, 275, des Lilas ouest, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournisseur de matériaux, sous le nom de « Dus - Can inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6985, 7^e Avenue est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5103-1970

Dynco Management Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Michael Worsoff, Steven Kleiner, tous deux avocats, du 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, et Beverley Nowell, secrétaire, épouse de Peter Nowell, 482, rue Verchères, Greenfield Park, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, conseillers et experts industriels et conseils dans l'exploitation de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « Dynco Management Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, both of Montreal, and Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Dundee Investments Inc. — Les investissements Dundee inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville-Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5781-1970

Dus - Can inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Soucy, notary, 1995, 1st Avenue, Gisèle Miller, wife of Sarto Poulin, 1251, 3rd Avenue, and Denise Caron, wife of Paul Nolet, 275 des Lilas West, the latter two secretaries, all three of Québec, for the following purposes:

To deal in the material supplying business, under the name of "Dus - Can inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6985, 7th Avenue East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5103-1970

Dynco Management Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Worsoff, Steven Kleiner, both advocates, of 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, and Beverley Nowell, secretary, wife of Peter Nowell, 482 Verchères Street, Greenfield Park, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisors and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "Dynco Management Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 5732-1970

E.S.P. Electronics Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: James Gough, administrateur, Case postale 152, Clarenceville, Seymour Machlovitch avocat, 3495, Mountain, Montréal, et Madeleine Lamothe, secrétaire, épouse de Nelson Jackson, 155, DeGuire, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits électroniques et électriques, machinerie et équipement de toute nature et de toute description, sous le nom de « E.S.P. Electronics Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 3554-1970

Éditions Jeunesse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gontran Trottier, 7391, De Belfroy, Montreal, Réal D'Anjou, 1432, de Villars, Sillery, tous deux éditeurs, et Gilles Canuel, comptable, 1904, Godin, Lafèche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, enseignants, libraires, imprimeurs, graveurs, relieurs, entrepreneurs de messageries et distributeurs de livres, sous le nom de « Éditions Jeunesse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 342, Terrasse St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 5380-1970

1177 Realities Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Stephen Ostrow, administrateur, 316, 71st Street West, New York, Carmen Russo, gérant, 695 St. George Avenue, Woodbridge, et Helen Herschorn, comptable, épouse divorcée de

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 5732-1970

E.S.P. Electronics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Gough, executive, P.O. Box 152, Clarenceville, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, Montreal, and Madeleine Lamothe, secretary, wife of Nelson Jackson, 155 DeGuire, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic and electrical products, machinery and equipment, of every nature and description, under the name of "E.S.P. Electronics Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 3554-1970

Éditions Jeunesse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gontran Trottier, 7391 De Belfroy, Montreal, Réal D'Anjou, 1432 de Villars, Sillery, both publishers, and Gilles Canuel, accountant, 1904 Godin, Lafèche, for the following purposes:

To carry on business as publishers, teachers, book-sellers, printers, engravers, bookbinders, shipping service contractors and book distributors, under the name of "Éditions Jeunesse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 342 Terrasse St-Denis, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 5380-1970

1177 Realities Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stephen Ostrow, executive, 316, 71st Street West, New York, Carmen Russo, manager, 695 St. George Avenue, Woodbridge, and Helen Herschorn, accountant, wife divorced of Joseph

Joseph Herschorn, 97, 11 Horace Harding Expressway, Corona, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « 1177 Realities Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5494-1970

Elite Warehousing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gordon McQuillen, entrepreneur, 359, Latour, Richard McQuillen, secrétaire, 201, Saint-Henri, et André Gagnon, notaire, 542, Raymond, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise d'entreposage et de dépôt, sous le nom de « Elite Warehousing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 359, rue Latour, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

106-1971

Emco Meat Packers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Allan Wolinsky, étudiant, 5950, Côte des Neiges, app. 334, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de viandes, bestiaux, moutons, porcs et de tous les produits alimentaires de façon générale, ainsi que de peaux, fourrures, cuirs, suif, graisses, engrais, sabots, et autres produits de l'animal, et de produits laitiers, de la ferme et du jardin, sous le nom de « Emco Meat Packers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9031, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5579-1970

Enra Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Herschorn, 97, 11 Horace Harding Expressway, Corona, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "1177 Realities Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5494-1970

Elite Warehousing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gordon McQuillen, warehouseman, 359 Latour, Richard McQuillen, secretary, 201 St. Henri, and André Gagnon, notary, 542 Raymond, all three of Saint-Jean, for the following purposes:

To carry on a warehouse and storage business, under the name of "Elite Warehousing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 359 Latour Street, St. John's, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

106-1971

Emco Meat Packers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, both advocates, and Allan Wolinsky, student, 5950 Côte des Neiges, Apt. 334, Montreal, for the following purposes:

To deal in meat, cattle, sheep, hogs and all food produce generally and skins, hides, furs, leather, tallow, fat, fertilizers, hoofs, and other animal products and dairy, farm and garden produce of all kinds, under the name of "Emco Meat Packers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9031 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5579-1970

Enra Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 22e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, Georgette Lavoie, 2869, Granby, et Bridget Harte, 4600, chemin de la Reine Marie, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, les trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le recrutement et l'entraînement de personnel de vente, dans toutes les spécialités du recrutement et de l'entraînement, sous le nom de « Enra Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5667-1970

Etcheverry Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Ross Hutchings, contrôleur, 426, rue Monmouth, Mont-Royal, Yves L'Anglais, 4257, Jean-Brillant, Montréal, et Charles E. Flam, 5782, avenue Trinity, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fournir des services d'administration, du contrôle, de consultation et autres services à toutes compagnies, corporations, entreprises, personnes ou établissements, sous le nom de « Etcheverry Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

87-1971

Express Tours Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Antoine Boulos, 4528, Oxford, Montréal, Gil Nachou, 175, Deguire, tous deux agents de voyage, et Suzanne Dansereau, secrétaire, épouse de Claude Chavarie, 292, Deguire, ces deux derniers de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir et louer des vaisseaux, avions et autres moyens de transport publics ou privés, afin de faire le transport de voyageurs, de colis par express et fret dans toutes les parties du monde, et sans restreindre la généralité de ce qui précède, s'établir agence de voyage, sous le nom de « Express Tours Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordi-

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, both advocates, Georgette Lavoie, 2869 Granby, and Bridget Harte, 4600 Queen Mary Road, the latter two secretaries, spinster of the full age of majority, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all of their respective branches the business of recruiting and training sales personnel, under the name of "Enra Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5667-1970

Etcheverry Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ross Hutchings, comptroller, 426 Monmouth Street, Mount Royal, Yves L'Anglais, 4257 Jean-Brillant, Montreal, and Charles E. Flam, 5782 Trinity Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To render managerial, supervisory, consultant or other services to any other company, corporation, firm, persons, or business, under the name of "Etcheverry Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

87-1971

Express Tours Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antoine Boulos, 4528 Oxford, Montreal, Gil Nachou, 175 Deguire, both travel agents, and Suzanne Dansereau, secretary, wife of Claude Chavarie, 292 Deguire, the latter two of Saint-Laurent, for the following purposes:

To purchase, acquire and lease vessels, aircrafts or other conveyances, public or private, for the purpose of transporting passengers, express and freight to any part of the world, and without limiting the generality of the foregoing, to engage in and carry on the business of operating a general travel agency, under the name of "Express Tours Limited", with a total capital stock

naires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1500, rue Stanley, bureau 200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5021-1970

**Fairhall Realities Ltd.
Les immeubles Fairhall Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, Stanstead, Mont-Royal, David Katznelson, 145, Radcliffe, Montréal-Ouest, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Fairhall Realities Ltd.—Les immeubles Fairhall Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5620-1970

Febarm inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Fernand Bélanger, technicien, 502, Ste-Anne, Marcel Bélanger, cultivateur, route rurale No 3, et René Bélanger, machiniste, 377, Main est, tous trois de Coaticook, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machineries, instruments, équipements agricoles et industrielles et autres accessoires connexes, sous le nom de « Febarm inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5588-1970

Les Fées Basques de Trois-Pistoles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Lévesque,

of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1500 Stanley Street, Room 200, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5021-1970

**Fairhall Realities Ltd.
Les immeubles Fairhall Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, David Katznelson, 145 Radcliffe, Montreal West, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Fairhall Realities Ltd.—Les immeubles Fairhall Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville-Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5620-1970

Febarm inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Bélanger, technicien, 502 Ste-Anne, Marcel Bélanger, farmer, Rural Route No. 3, and René Bélanger, machinist, 377 Main East, all three of Coaticook, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, instruments, farm and industrial equipment and other accessories related therewith, under the name of "Febarm inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Coaticook, judicial district of Saint-François.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5588-1970

Les Fées Basques de Trois-Pistoles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert

276, Martin, Armande Leblond, fille majeure, 514, Vézina, tous deux comptables, et Yolande D'Auteuil, ménagère, épouse de Philippe D'Auteuil, 275, Richard, tous trois de Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Administrer un club sportif de majorettes et promouvoir en particulier la gymnastique, les exercices de groupe et de parade, la musique de concert et de parade, sous le nom de « Les Fées Basques de Trois-Pistoles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

2814-1970

Gala Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 27, Holt-ham Road, Hampstead, tous deux avocats, Erica Hume, épouse de John B. Hume, 1210B, Havre des Iles, Laval, et Pierrette Gougeon, épouse de François-Michel Gagnon, 5195, avenue Coolbrook, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Gala Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1212, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5590-1970

Gestion François Signori inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: François Signori, commerçant, Raymonde Bernier, ménagère, épouse dudit François Signori, tous deux de 866, Charles Guimond, Boucherville, et Jean Provost, comptable agréé, 725, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Gestion François Signori inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,976 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 180 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Lévesque, 276 Martin, Armande Leblond, spinster of the full age of majority, 514 Vézina, both accountants, and Yolande D'Auteuil, housewife, wife of Philippe D'Auteuil, 275 Richard, all three of Trois-Pistoles, for the following purposes:

To manage a sports club for majorettes and to promote gymnastics, group and marching exercises, concert and marching music, under the name of "Les Fées Basques de Trois-Pistoles inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

2814-1970

Gala Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, both advocates, Erica Hume, wife of John B. Hume, 1210B Havre des Iles, Laval, and Pierrette Gougeon, wife of François-Michel Gagnon, 5195 Coolbrook Avenue, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Gala Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1212 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5590-1970

Gestion François Signori inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Signori, trader, Raymonde Bernier, housewife, wife of said François Signori, both of 866 Charles Guimond, Boucherville, and Jean Provost, chartered accountant, 725 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as an investment, holding and management company, under the name of "Gestion François Signori inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 60 common shares of \$1 each, 3,976 class "A" preferred shares of \$10 each and into 180 class "B" preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 866, rue Charles Guimond, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

145-1971

Le groupe Baroque de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Stephen Kondaks, 2540, Noël, Saint-Laurent, Taras Gabora, Gaelyne Gabora, épouse dudit Taras Gabora, tous deux du 4018, Marlowe, Gaston Germain, Andrée Germain, épouse dudit Gaston Germain, tous deux du 1010, Cherrier, Mireille Lagacé, épouse de Bernard Lagacé, 3783, Northcliffe, et Claire Segal, fille majeure, 3600, Ridgewood, app. 205, ces six derniers de Montréal, tous les sept musiciens, pour les objets suivants:

Encourager les entreprises artistiques et musicales, sous le nom de « Le groupe Baroque de Montréal ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5589-1970

Haute coiffure Attilio inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Arthur J. Marcovitch, 5837, Centennial, Lawrence Glazer, 5753, Westminster, tous deux avocats, Meta Csirinyi, fille majeure, 6940, Wiseman, et Jean-M. Guy, 1117, Saint-Mathieu, ces deux dernières secrétaires, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un salon de coiffure et de beauté pour dames, fournissant des services de manucures, pédicures, de traitements du visage et autres, sous le nom de « Haute coiffure Attilio inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5424-1970

I.J. Contracting Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at 866 Charles Guimond Street, Boucherville, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

145-1971

Le groupe Baroque de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Stephen Kondaks, 2540 Noël, Saint-Laurent, Taras Gabora, Gaelyne Gabora, wife of the said Taras Gabora, both of 4018 Marlowe, Gaston Germain, Andrée Germain, wife of the said Gaston Germain, both of 1010 Cherrier, Mireille Lagacé, wife of Bernard Lagacé, 3783 Northcliffe, and Claire Segal, fille majeure, 3600 Ridgewood, Apt. 205, the latter six of Montreal, all seven musicians, for the following purposes:

To promote artistic and musical undertakings, under the name of "Le groupe Baroque de Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own, is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5589-1970

Haute coiffure Attilio inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur J. Marcovitch, 5837 Centennial, Lawrence Glazer, 4753 Westminster, both advocates, Meta Csirinyi, spinster, 6940 Wiseman, and Jean-M. Guy, 1117 St. Matthew, the latter two secretaries, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a Ladies Hair Stylists and Beauty Salon, including manicures, pedicures, facials and to deal in such services as may be related thereto, under the name of "Haute coiffure Attilio inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5424-1970

I.J. Contracting Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of Decem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Abel Selick, 1605, chemin Norway, Mont-Royal, Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, et Harold Dizgun, 57, Aldred Crescent, ces deux derniers de Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements de toutes sortes pour hommes et pour dames, sous le nom de « I.J. Contracting Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9600, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5402-1970

**Impression D.B.M. inc.
D.B.M. Printing Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre Métivier, dessinateur, 1480, Longueuil, Fernand Blouin, imprimeur, 619, Napoléon, tous deux de Québec, et Jean-Pierre Dutil, représentant, route nationale 2, Saint-Étienne-de-Beaumont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la production de documents, images, dessins, photographies de toutes sortes par tous modes d'impression, sous le nom de « Impression D.B.M. inc. — D.B.M. Printing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1281, boulevard Charest ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5684-1970

**Industries Playcat inc.
Playcat Industries Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jacques Vaillancourt, 107, Picardie, Saint-Lambert, Gilles Bertrand, 147, avenue Dunrae, Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de véhicules toute saison, d'automobiles et de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Industries Playcat inc. — Playcat Industries Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

ber, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abel Selick, 1605 Norway Road, Mount Royal, Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, and Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, the latter two of Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's and men's clothing of every kind, under the name of "I.J. Contracting Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 9600 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5402-1970

**Impression D.B.M. inc.
D.B.M. Printing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Métivier, draftsman, 1480 Longueuil, Fernand Blouin, printer, 619 Napoléon, both of Québec, and Jean-Pierre Dutil, representative, National Route 2, Saint-Étienne-de-Beaumont, for the following purposes:

To produce documents, pictures, drawings, photographs of all kinds by all printing methods, under the name of "Impression D.B.M. inc. — D.B.M. Printing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1281 Charest Boulevard West, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5684-1970

**Industries Playcat inc.
Playcat Industries Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Vaillancourt, 107 Picardie, Saint-Lambert, Gilles Bertrand, 147 Dunrae Avenue, Mount Royal, and Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles for all seasons, automobiles and motor vehicles of all kinds, under the name of "Industries Playcat inc. — Playcat Industries Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5419-1970

Ingham Insurance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'août 1970, constituant en corporation: John M. McDougall, avocat, 226, avenue Fairfield, James Ingham, courtier en assurances, et Jean Ingham, ménagère, épouse dudit James Ingham, ces deux derniers du 254, avenue Fairfield, tous trois de Rosemère, pour les objets suivants:

S'établir agents et courtiers en assurances, sous le nom de « Ingham Insurance Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

3638-1970

Les installations R.G.J. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Roger Parenteau, Jacques Parenteau, tous deux menuisiers, de 170, des Peupliers, et Gilles Bélisle, comptable, 172, avenue des Peupliers, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les installations R.G.J. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 832, rue Delage, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

138-1971

Intercontinental Textiles Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Marcel Dobai, administrateur, 16 Post Gasse, Vienna 1, Autriche, Lucille Matte, secrétaire, fille majeure, 7094, 14^e Avenue, et Tamas Virag, vendeur, 397 ouest, boulevard Saint-Joseph, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La confection, l'achat et la vente de marchandises de toutes les catégories et de toutes descriptions, et particu-

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5419-1970

Ingham Insurance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John M. McDougall, advocate, 226 Fairfield Avenue, James Ingham, insurance broker, and Jean Ingham, housewife, wife of the said James Ingham, the latter two of 254 Fairfield Avenue, all three of Rosemère, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Ingham Insurance Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rosemère, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

3638-1970

Les installations R.G.J. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Parenteau, Jacques Parenteau, both carpenters of 170 des Peupliers, and Gilles Bélisle, accountant, 172 des Peupliers Avenue, all three of Drummondville, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les installations R.G.J. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 832 Delage Street, St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

138-1971

Intercontinental Textiles Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dobai, executive, 16 Post Gasse, Vienna 1, Austria, Lucille Matte, secretary, fille majeure, 7094, 14th Avenue, and Tamas Virag, salesman, 397 St. Joseph Boulevard West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell merchandise of every class and description, and in particular clothing and

lièrement, de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Intercontinental Textiles Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 210 ouest, rue Saint-Jacques, bureau 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

4972-1970

J. & G. Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Georges Franc, 7627, Broadway, Lasalle, John Oyama, 7959, de l'Épée, et Nobuo Yamamoto, 8583, Stuart, ces deux derniers de Montréal, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de tissus et produits de tissus faits en tout ou en partie de laine, coton, rayonne, nylon ou autre fibre, naturelle ou synthétique, ou toute combinaison de ces produits, sous le nom de « J. & G. Fashions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5505, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5333-1970

**J. P. S. Electronics Inc.
Électronique J. P. S. inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 5400, Prince of Wales, tous deux de Montréal, et Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de réparations en électricité et en électronique, sous le nom de « J. P. S. Electronics Inc.—Électronique J. P. S. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5520-1970

wearing apparel of every kind, under the name of "Intercontinental Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 210 St. James Street West, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

4972-1970

J. & G. Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Franc, 7627 Broadway, Lasalle, John Oyama, 7959 de l'Épée, and Nobuo Yamamoto, 8583 Stuart, the latter two of Montreal, all three businessmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products, made in whole or in part of wool, cotton, rayon, nylon, or any other fibre, natural or synthetic or of a combination thereof, under the name of "J. & G. Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5505 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5333-1970

**J. P. S. Electronics Inc.
Électronique J. P. S. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc, Robert Lefcort, 5400 Prince of Wales, both of Montreal, and Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an electrical and electronics repair company, under the name of "J. P. S. Electronics Inc.—Électronique J. P. S. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5520-1970

Les jardiniers Expo Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Pietro Michetti, contremaître, Marta Mancini, ménagère, épouse dudit Pietro Michetti, tous deux de 1759, Montgomery, Lafèche, et Marcel Brousseau, vendeur, 6645, Papineau, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Les jardiniers Expo Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6645, rue Papineau, Brossard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

243-1971

**K. & B. Discount Stores Inc.
Magasins d'escompte K. & B. inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Karop Rahill, vendeur, Barbara Redmond, caissière, épouse dudit Karop Rahill, et Viola Shipley, ménagère, épouse de Edmond Redmond, tous trois du 583, 1^{ère} Rue, Iberville, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, distribuer, importer et exporter des marchandises de tous genres, sous le nom de « K. & B. Discount Stores Inc.—Magasins d'escompte K. & B. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 246, rue Richelieu, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

86-1971

K. R. Mechanical Contracting Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Klaus J. Roessler, 91, rue Collier, Barrie, Alex Beaulieu, 3895, rue Hochelaga, app. 3, tous deux monteurs d'appareils de chauffage, et Gertrude Twymenn, professeur, fille majeure, 4525, avenue Rosemont, app. 25, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et électricité, sous le nom de « K. R. Mechanical Contracting Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair

Les jardiniers Expo Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pietro Michetti, foreman, Marta Mancini, housewife, wife of said Pietro Michetti, both of 1759 Montgomery, Lafèche, and Marcel Brousseau, salesman, 6645 Papineau, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and grain growers, under the name of "Les jardiniers Expo Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6645 Papineau Street, Brossard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

243-1971

**K. & B. Discount Stores Inc.
Magasins d'escompte K. & B. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Karop Rahill, salesman, Barbara Redmond, cashier, wife of the said Karop Rahill, and Viola Shipley, housewife, wife of Edmond Redmond, all three of 583, 1st Street, Iberville, for the following purposes:

To carry on the business of buying and selling, distributing, importing and exporting merchandise of every type, under the name of "K. & B. Discount Stores Inc.—Magasins d'escompte K. & B. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 246 Richelieu Street, St. John's, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

86-1971

K. R. Mechanical Contracting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Klaus J. Roessler, 91 Collier Street, Barrie, Alex Beaulieu, 3895 Hochelaga Street, Apt. 3, both steamfitters, and Gertrude Twymenn, teacher, spinster, 4525 Rosemount Avenue, Apt. 25, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating, refrigeration and electrical contractors, under the name of "K. R. Mechanical Contracting Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common

de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 58, rue Angèle, Brossard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5760-1970

Kimberley House Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Elsie Bonneville, ménagère, épouse de Roger Bonneville, 10132, Belleville, Montréal-Nord, Thérèse Lemay, secrétaire, épouse de William John Durham, 5010, Barclay, app. 7, Paul Kearney, gérant de bureau, 3463, Sainte-Famille, Pierre-R. Trépanier, commis au trafic, 3652, Sainte-Famille, et Howard Bartram, ingénieur chimiste, 3787, Côte des Neiges, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager, créer, promouvoir et protéger le développement, l'amélioration et les intérêts de ses membres relativement à leur abstinence des boissons alcooliques, sous le nom de « Kimberley House Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est au 3652, Sainte-Famille, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5136-1970

Kolormats Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: David Gregory, 218, avenue Morrison, Mont-Royal, Michael Rusko, 1390 ouest, avenue des Pins, tous deux avocats, et Frank Cuk, commis, 4640, rue Barclay, app. 6, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de revêtement de planchers de toutes sortes, sous le nom de « Kolormats Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 399, avenue Clarke, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5697-1970

shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 58 Angèle Street, Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5760-1970

Kimberley House Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Elsie Bonneville, housewife, wife of Roger Bonneville, 10132 Belleville, Montreal North, Thérèse Lemay, secretary, wife of William John Durham, 5010 Barclay, Apt. 7, Paul Kearney, office manager, 3463 Ste-Famille, Pierre-R. Trépanier, traffic clerk, 3652 Ste-Famille, and Howard Bartram, chemical engineer, 3787 Côte des Neiges, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To encourage, create, foster, promote and procure the development, improvement and interest of its members in respect of their abstinence from alcoholic beverages, under the name of "Kimberley House Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 3652 Ste-Famille, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5136-1970

Kolormats Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Gregory, 218 Morrison Avenue, Mount Royal, Michael Rusko, 1390 Pine Avenue West, both advocates, and Frank Cuk, clerk, 4640 Barclay Street, Apt. 6, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor coverings of all kinds, under the name of "Kolormats Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 399 Clarke Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5697-1970

Korba Pizzeria Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Eleftherios Sikiniotis, 3525, Barclay, app. 4, George Karabinos, tous deux restaurateurs, et Christina Sotiropoulou, marchande publique, épouse dudit George Karabinos, ces deux derniers du 6985, Durocher, app. 7, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « Korba Pizzeria Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5382-1970

L.M.B. Industries Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Mayer Meisels, 4678, boulevard Notre-Dame, Laval, Ralph Meisels, tous deux marchands, et Priva Trachtenberg, ménagère, épouse dudit Ralph Meisels, ces deux derniers du 6615, de Vimy, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de matières textiles, tissus, fils, laine et étoffes, sous le nom de « L.M.B. Industries Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3863, rue Lesage, Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5762-1970

Leedan Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Samuel Moskovitch, 5564, Alpine, Côte Saint-Luc, David Litner, 4501 ouest, rue Sherbrooke, app. 3F, Westmount, tous deux avocats, Ester Mishkin, 4855, chemin de la côte Sainte-Catherine, Montréal, et Ida Larocque, 66, 13^e Avenue, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Leedan Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 30,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et 8,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Korba Pizzeria Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eleftherios Sikiniotis, 3525 Barclay, Apt. 4, George Karabinos, both restaurateurs, and Christina Sotiropoulou, public merchant, wife of the said George Karabinos, the latter two of 6985 Durocher, Apt. 7, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Korba Pizzeria Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5382-1970

L.M.B. Industries Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mayer Meisels, 4678 Notre-Dame Boulevard, Laval, Ralph Meisels, both merchants, and Priva Trachtenberg, housewife, wife of the said Ralph Meisels, the latter two of 6615 de Vimy, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics, textiles, threads, yarns and materials, under the name of "L.M.B. Industries Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3863 Lesage Street, Verdun, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5762-1970

Leedan Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel Moskovitch, 5564 Alpine, Côte Saint-Luc, David Litner, 4501 Sherbrooke Street West, Apt. 3F, Westmount, both advocates, Ester Mishkin, 4855 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, and Ida Larocque, 66, 13th Avenue, Deux-Montagnes, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Leedan Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each, 30,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 8,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 223, avenue Kindersley, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

96-1971

Locadent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ghislain Larochelle, vendeur, Raymonde Paré, ménagère, épouse dudit Ghislain Larochelle, tous deux de 8057, Comtois, Saint-Léonard, et Armel Roberge, dentiste, 837, Provost Drive, Ottawa, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location d'instruments dentaires, chirurgicaux et médicaux, sous le nom de « Locadent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7160, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854-o

5479-1970

Loyola of Montreal Alumni Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert-G. Beaugard, 3014, rue Biret, Saint-Laurent, Brian O'N. Gallery, 19, chemin de Casson, et Desmond Lartique, 145 nord, avenue Brock, ces deux derniers de Montréal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Organiser, diriger et encourager les organisations, projets et manifestations, et faire toutes choses utiles à la promotion et à l'amélioration des intérêts et du bien-être du groupe « Loyola of Montreal », sous le nom de « Loyola of Montreal Alumni Association Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5130-1970

M E M Travel Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, consti-

The head office of the company is at 223, Kindersley Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

96-1971

Locadent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ghislain Larochelle, salesman, Raymond Paré, housewife, wife of said Ghislain Larochelle, both of 8057 Comtois, Saint-Léonard, and Armel Roberge, dentist, 837 Provost Drive, Ottawa, for the following purposes:

To deal in and rent dental, surgical and medical instruments, under the name of "Locadent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 7160 Pie IX Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5479-1970

Loyola of Montreal Alumni Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert-G. Beaugard, 3014 Biret Street, Saint-Laurent, Brian O'N. Gallery, 19 de Casson Road, and Desmond Lartique, 145 Brock Avenue North, the latter two of Montreal, all three executives, for the following purposes:

To organize, conduct and encourage organizations, projects, events and do all other things necessary and useful to promote and further the interests and welfare of the Loyola of Montreal community, under the name of "Loyola of Montreal Alumni Association Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own is to be limited is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5130-1970

M E M Travel Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, in-

tuant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, Montréal, Horace Friedman, 7497, chemin Briar, et Barry A. Cappel, 5891, Centennial, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger un bureau général de vente de billets et une agence de voyages dans toutes ses spécialités, sous le nom de « M E M Travel Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 7,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5661-1970

Maxinvest Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Douglas Duncan, comptable agréé, 35, Church Hill, Joe Coogan, comptable, 2750, avenue Kent, Robert Lee, métallurgiste, 11250, Suzor-Côté, tous trois de Montréal, et Pierre Allard, administrateur, 185, rue Vimy, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Maxinvest Inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5640-1970

Maxi Poultry Co. Ltd. La Cie de volailles Maxi Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Léo Gold, restaurateur, 782, avenue du Sablon, Laval, Gerry Bogler, marchand, 4211, avenue Badgely, et Stephanie Mozes, comptable, veuve de Arthur Mozes, 830, avenue Saint-Roch, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce de volailles, faire le commerce de produits de volailles, oeufs, couvoirs, aliments, nourriture, produits de la ferme, produits agricoles, épicerie, articles et marchandises, sous le nom de « Maxi Poultry Co. Ltd. — La Cie de volailles Maxi Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

corporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Montreal, Horace Friedman, 7497 Briar Road, and Barry A. Cappel, 5891 Centennial, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "M E M Travel Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 7,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5661-1970

Maxinvest Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Douglas Duncan, chartered accountant, 35 Church Hill, Joe Coogan, accountant, 2750 Kent Avenue, Robert Lee, metallurgist, 11250 Suzor-Côté, all three of Montreal, and Pierre Allard, executive, 185 Vimy Street, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Maxinvest Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5640-1970

Maxi Poultry Co. Ltd. La Cie de volailles Maxi Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Gold, restaurateur, 782 du Sablon Avenue, Laval, Gerry Bogler, marchand, 4211 Badgely Avenue, and Stephanie Mozes, bookkeeper, widow of Arthur Mozes, 830 St. Roch Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in poultry, poultry products, eggs, hatcheries, foods, foodstuffs, farm products, agricultural products, groceries, wares and merchandise, under the name of "Maxi Poultry Co. Ltd. — La Cie de volailles Maxi Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 90,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5659-1970

Meubles Etchemin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Yves Lachance, comptable, Micheline Lapointe, ménagère, épouse dudit Yves Lachance, Jean-Claude Aubin, technicien, et Colette Plante, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Aubin, tous quatre de Lac Etchemin, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Etchemin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Etchemin, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

188-1971

Mislyn Hosiery Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Nick Schinas, homme d'affaires, Helen Sampson, ménagère, épouse dudit Nick Schinas, tous deux du 7355, L'Acadie, app. 802, Montréal, Stylianos Stelliou, homme d'affaires, et Catherine Sampson, ménagère, épouse dudit Stylianos Stelliou, ces deux derniers du 6735, Barry, Brossard, pour les objets suivants:

Exploiter des boutiques de bas, chaussettes et lingerie, et y vendre, acheter et faire le commerce de bas et accessoires vestimentaires, robes et vêtements pour dames, sous le nom de « Mislyn Hosiery Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5460-1970

Montreal Meat Market Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, 5714, Melling, Côte Saint-Luc, Leon Jedeikin, 65, chemin Stratford, Hampstead, et Mervyn Norman Rosenstein,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5659-1970

Meubles Etchemin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Lachance, accountant, Micheline Lapointe, housewife, wife of said Yves Lachance, Jean-Claude Aubin, technician, and Colette Plante, housewife, wife of said Jean-Claude Aubin, all four of Lac Etchemin, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Etchemin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lac Etchemin, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

188-1971

Mislyn Hosiery Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nick Schinas, businessman, Helen Sampson, housewife, wife of the said Nick Schinas, both of 7355 L'Acadie, Apt. 802, Montreal, Stylianos Stelliou, businessman, and Catherine Sampson, housewife, wife of the said Stylianos Stelliou, the latter two of 6735 Barry, Brossard, for the following purposes:

To operate hosiery shops, and to buy, sell and deal in hosiery and women's wear and dress accessories, under the name of "Mislyn Hosiery Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5460-1970

Montreal Meat Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, 5714 Melling, Côte Saint-Luc, Leon Jedeikin, 65 Stratford Road, Hampstead, and Mervyn Norman Rosenstein, 1307

1307, rue Beauvais, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de viandes, bestiaux, moutons, pores, beurre, poissons, et tous les aliments d'une façon générale, et peaux, fourrures, cuirs, graisses, engrais, sabots, fumier et autres produits de l'animal, produits laitiers, produits de la ferme et du jardin, sous le nom de « Montreal Meat Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 0108, Jean Milot, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5546-1970

Montroil Resources Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert A. Hope, 562, avenue Grosvenor, Westmount, Richard J.F. Bowie, 181, avenue Morrison, Mont-Royal, et C. Stephen Cheasley, 341, Berkeley Circle, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire de la prospection, de l'exploration pour trouver de l'huile, du pétrole, naphte, gaz naturel et minéral, métaux et minéraux de toutes sortes et en faire le commerce, sous le nom de « Montroil Resources Ltd. », avec un capital divisé en 5,000,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5524-1970

N.D.P. Donuts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Nick Georgoudis, 6939, Outremont, app. 5, Dimitrios Georgoudis, 6988, Wiseman, app. 2, et Peter Georgoudis, 6943, Outremont, app. 4, tous trois administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits, sous le nom de « N.D.P. Donuts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1180, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

4641-1970

Beauvais Street, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To deal in meat, cattle, sheep, hogs, butter, fish and all food produce generally and skins, hides, furs, leather, fat, fertilizers, hoofs, manures and other animal products and dairy, farm and garden produce of all kinds, under the name of "Montreal Meat Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 0108 Jean Milot, Lasalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5546-1970

Montroil Resources Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert A. Hope, 562 Grosvenor Avenue, Westmount, Richard J.F. Bowie, 181 Morrison Avenue, Mount Royal, and C. Stephen Cheasley, 341 Berkeley Circle, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To prospect, explore and deal in oil, petroleum, naphtha and natural gases and ores, metals and minerals of all kinds, under the name of "Montroil Resources Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5524-1970

N.D.P. Donuts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nick Georgoudis, 6939 Outremont, Apt. 5, Dimitrios Georgoudis, 6988 Wiseman, Apt. 2, and Peter Georgoudis, 6943 Outremont, Apt. 4, all three executives, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "N.D.P. Donuts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1180 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

4641-1970

L'Opéra du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Lamarche, directeur général, 936, Hartland, Outremont, Léopold Simoneau, directeur adjoint, 497, avenue des Bouleaux, Saint-Bruno-de-Montarville, et Guy Beaulne, directeur général, 1155, Bougainville, Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir le théâtre lyrique, sous le nom de « L'Opéra du Québec ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est Place des Arts, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5650-1970

Orpheus Film Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation Barnabas Vizkelety, 4426, chemin Circle, J.-Clovis Dagenais, 3549, Northcliffe, tous deux avocats, et Helen Adam, secrétaire, épouse de Manfred Adam, 4462, rue Padoue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir éditeurs de films et exploiter des studios de montage de films, sous le nom de « Orpheus Film Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1445, rue du Fort, app. 309, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5648-1970

Panelfold (Canada) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marcel Turgeon, industriel, Marthe Fortier, ménagère, épouse dudit Marcel Turgeon, tous deux de 1446, du Buisson, Sillery, et Séverin Lachapelle, avocat, 350, boulevard Charest est, suite 706, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Panelfold (Canada) inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 14,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

L'Opéra du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Lamarche, general manager, 936 Hartland, Outremont, Léopold Simoneau, assistant manager, 497 Bouleaux Avenue, Saint-Bruno-de-Montarville, and Guy Beaulne, general manager, 1155 Bougainville, Québec, for the following purposes:

To promote an opera-house, under the name of "L'Opéra du Québec".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Place des Arts, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5650-1970

Orpheus Film Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Barnabas Vizkelety, 4426 Circle Road, J.-Clovis Dagenais, 3549 Northcliffe, both advocates, and Helen Adam, secretary, wife of Manfred Adam, 4462 Padoue Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Orpheus Film Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1445 Fort Street, Apt. 309, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5648-1970

Panelfold (Canada) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Turgeon, industrialist, Marthe Fortier, housewife, wife of said Marcel Turgeon both of 1446 du Buisson, Sillery, and Séverin Lachapelle, advocate, 350 Charest Boulevard East, suite 706, Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Panelfold (Canada) inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 6,000 common shares of \$10 each and into 14,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 599, 8^e rue, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

137-1971

Park Place Deli - Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Leslie I. Notkin, 3742, Le Boulevard, Westmount, tous deux avocats, et Laura Firestone, secrétaire, fille majeure, 301, boulevard Deguire, app. 346, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Tenir un restaurant, sous le nom de « Park Place Deli - Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5574-1970

Peck Service Station inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Denis Doyon, mécanicien, 10842, Brunet, Montréal-Nord, Marcel Chapleau, homme d'affaires, 183, Roussille, Terrebonne, et Claude Guay, homme de service, 11841, Georges Pichet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Peck Service Station inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5455, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5674-1970

Perfection Ornamental and Iron Works Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Giakoumis Makris, plombier, 2959, Somerset, Saint-Laurent, Demetre Trevlos, commis, 332, Grosvenor, Westmount, et Angelo Michlopoulos, manufacturier, 955 ouest, de Liège, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 599, 8th Street, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

137-1971

Park Place Deli - Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal West, Leslie I. Notkin, 3742 The Boulevard, Westmount, both advocates, and Laura Firestone, secretary, spinster, 301 Deguire Boulevard, Apt. 346, Saint-Laurent, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Park Place Deli - Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5574-1970

Peck Service Station inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Doyon, mechanic, 10842 Brunet, Montreal-North, Marcel Chapleau, businessman, 183 Roussille, Terrebonne, and Claude Guay, attendant, 11841 Georges Pichet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Peck Service Station inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5455 St-Laurent, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5674-1970

Perfection Ornamental and Iron Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giakoumis Makris, plumber, 2959 Somerset, Saint-Laurent, Demetre Trevlos, clerk, 332 Grosvenor, Westmount, and Angelo Michlopoulos, manufacturer, 955 Liège West, Montreal, for the following purposes:

S'établir manufacturiers, marchands, intermédiaires, importateurs, exportateurs et entrepreneurs de ferronnerie ornementale, comprenant des rampes de balcons, garde-fou, grilles, balustres d'escaliers et autres produits semblables, sous le nom de « Perfection Ornamental and Iron Works Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4857, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5488-1970

Roger Pilon construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roger Pilon, constructeur, 565, Alexis Nihon, Saint-Laurent, Alfred Napier, administrateur, 2444, Benny Crescent, et Jean-Charles Bernard, gérant général, 5521, Beaugrand, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Roger Pilon construction inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5603-1970

Place Vieille Capitale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Henri LaRue, 2660, Des Forges, Forges, Alphonse Lacasse, 3339, Hertel, tous deux de Sainte-Foy, Gratien Boily, 950, avenue Bougainville, et Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette, ces deux derniers de Québec, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Place Vieille Capitale inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 4,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune, 6,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

93-1971

To carry on the business of manufacturers, merchants, jobbers, importers, exporters and constructors of ornamental ironworks including balcony railings, staircase banisters and similar products, under the name of "Perfection Ornamental and Iron Works Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4857 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5488-1970

Roger Pilon construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Pilon, builder, 565 Alexis Nihon, Saint-Laurent, Alfred Napier, administrator, 2444 Benny Crescent, and Jean-Charles Bernard, general manager, 5521 Beaugrand, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Roger Pilon construction inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5603-1970

Place Vieille Capitale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri LaRue, 2660 Des Forges, Alphonse Lacasse, 3339 Hertel, both of St. Foy, Gratien Boily, 950 Bougainville Avenue, and Paule Gauthier, spinster of the full age of majority, 630 Père Marquette, the latter two of Québec, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Place Vieille Capitale inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 4,000 class "A" shares of a nominal value of \$10 each, 6,000 class "B" shares of a nominal value of \$10 each and into 10,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

93-1971

Pratte & Côté Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, autorisant la fusion de la compagnie « Pratte & Côté Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de décembre 1958, de la compagnie « Lesage, Proteau ltée », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de juin 1938, de la compagnie « Pratte & Cie (Assurances) ltée — Pratte & Co. (Insurance) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de mars 1955, de la compagnie « Pratte & Cie (Assurances) Québec ltée — Pratte & Co. (Insurance) Québec Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de janvier 1958, de la compagnie « Houle, Méthot, Bédard & Associés ltée », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de janvier 1965, de la compagnie « Courtiers d'Assurance du Boulevard inc. — Boulevard Insurance Brokers Inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1960, et de la compagnie « Dozois, Morrissette inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de septembre 1957, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

S'établir courtiers en assurances, sous le nom de « Pratte & Côté Inc. », avec un capital total de \$34,500, divisé en 34,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 1135, chemin Saint-Louis, dans la ville de Sillery, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5752-1970

Propane Gas Utilities (1970) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, autorisant la fusion des compagnies « Propane Gas Utilities Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de mars 1953, « Joliette Propane inc. — Propane Joliette Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mai 1952, « Laurentien Gas Propane limitée », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'octobre 1953, « Canadian Pargas (Rouanda) Limited — Pargas du Canada (Rouanda) limitée », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'octobre 1958, et « Pargas du Canada (Val d'Or) limitée — Canadian Pargas (Val d'Or) Limited », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de janvier 1954, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire l'extraction, la fabrication, la transformation, la synthèse, la raffinerie, la production, le transport, l'importation, l'exportation, la mise en marché, l'achat,

Pratte & Côté Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Pratte & Côté Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of December, 1958, "Lesage, Proteau ltée", incorporated by letters patent dated the 11th day of June, 1938, "Pratte & Cie (Assurances) ltée — Pratte & Co. (Insurance) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of March, 1955, "Pratte & Cie (Assurances) Québec ltée — Pratte & Co. (Insurance) Québec Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of January, 1958, "Houle, Méthot, Bédard & Associés ltée", incorporated by letters patent dated 4th day of January, 1965, "Courtiers d'Assurance du Boulevard inc. — Boulevard Insurance Brokers Inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of September, 1960, and "Dozois, Morrissette inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of September, 1957, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Pratte & Côté Inc.", with a total capital stock of \$34,500 divided into 34,500 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the new company is at 1135 St. Louis Road, in the city of Sillery, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,*

Companies and Cooperatives.

38854-o

5752-70

Propane Gas Utilities (1970) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Propane Gas Utilities Ltd.", incorporated by letters patent dated the 26th day of March 1953, "Joliette Propane inc. — Propane Joliette Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of May 1952, "Laurentien Gas Propane limitée", incorporated by letters patent dated the 5th day of October 1953, "Canadian Pargas (Rouanda) Limited — Pargas du Canada (Rouanda) limitée", incorporated by letters patent dated the 22nd day of October 1958, and "Pargas du Canada (Val d'Or) limitée — Canadian Pargas (Val d'Or) Limited", incorporated by letters patent dated the 30th day of January 1954, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To extract, manufacture, process, synthesize, refine, generate, transport, import, export, market, buy, sell and deal in and with goods, wares, merchandise and

la vente et le commerce d'articles, produits et marchandises, d'énergie et de sources d'énergie de toutes sortes et de toute nature, sous le nom de « Propane Gas Utilities (1970) Limited », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair, pourvu toutefois que les actions ordinaires aient été émises pour des provisions n'excédant pas en argent ou en valeurs la somme de \$150,000.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au bureau 430, 100, d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5598-70

energy and sources of energy of any and every kind, under the name of "Propane Gas Utilities (1970) Limited", with a capital divided into 100,000 common shares without par value provided however that the common shares shall not be issued for a consideration exceeding in amount or value the sum of \$150,000.

The head office of the new company is at Room 430, 100 d'Youville, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5598-70

Victor Prus Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, 5030, Glencairn, Huguette Fournier, 8179, 10e Avenue, tous deux de Montréal, et Claudine Proutat, 200, Corot, Ile-des-Socurs, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, conseillers industriels et conseillers et experts dans l'exploitation de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « Victor Prus Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1290 ouest, avenue des Pins, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

5157-1970

Victor Prus Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-Armand Sheppard, lawyer, 5030 Glencairn, Huguette Fournier, 8179, 10th Avenue, both of Montreal, and Claudine Proutat, 200 Corot, Ile-des-Socurs, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "Victor Prus Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1290 Pine Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5157-1970

The Québec Chapter of « American Society of Architectural Hardware Consultants »

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Hains, 502, Surprenant, Drummondville, Rosaire Légaré, 9232, André Grasset, Claude Lachance, 1570, avenue des Queylus, tous deux de Montréal, Hubert Richard, 466, Hervé, René Payette, 247, Forget, tous deux de Laval, et J.-D. Valère Haince, 6, boulevard Pie X, Lévis, tous conseillers en quincaillerie architecturale, pour les objets suivants:

Grouper en association les conseillers en quincaillerie architecturale et promouvoir des rencontres et la coopération entre les membres, sous le nom de « The Québec Chapter of « American Society of Architectural Hardware Consultants » ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

The Québec Chapter of « American Society of Architectural Hardware Consultants »

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Hains, 501 Surprenant, Drummondville, Rosaire Légaré, 9232 André Grasset, Claude Lachance, 1570 Queylus Avenue, both of Montreal, Hubert Richard, 466 Hervé, René Payette, 247 Forget, both of Laval, and J.-D. Valère Haince, 6 Pie X Boulevard, Lévis, all architectural hardware consultants, for the following purposes:

To group into an association architectural hardware consultants and promote meetings and cooperation among the members, under the name of "The Québec Chapter of « American Society of Architectural Hardware Consultants » ».

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

4909-1970

Reimers Automobile Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Helmut Reimers, vendeur d'automobile, Frieda Reimers, ménagère, épouse dudit Helmut Reimers, tous deux du 867, rue Devonshire, et Joseph Assaf, comptable, 490, rue Saint-Jean-Baptiste, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

S'établir garagistes et faire le commerce de véhicules automobiles, camions, pièces de moteurs, tracteurs, avions, moteurs d'avions, canots automobiles, radios, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, sous le nom de « Reimers Automobile Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

84-1971

Le Rendez-Vous du Salarié Québécois

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jules Vendetti, commerçant, 6249, Molson, Richard Croteau, programmeur, 6200, 2^e Avenue, Robert Mercure, dessinateur, 5992, 2^e Avenue, et Jean-Pierre Collin, étudiant, 6338, Chateaubriand, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler à la promotion collective des salariés sur les plans économiques, sociaux, politiques et culturels et à leur progrès en général, sous le nom de « Le Rendez-Vous du Salarié Québécois ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5101-1970

Restaurant Jardin (Viau) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1971, cons-

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

4909-1970

Reimers Automobile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Helmut Reimers, automobile dealer, Frieda Reimers, housewife, wife of the said Helmut Reimers, both of 867 Devonshire Street, and Joseph Assaf, bookkeeper, 490 St. Jean Baptiste Street, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in motor cars, motor trucks, motor parts, tractors, aircraft, aircraft motors, motor boats, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "Reimers Automobile Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

84-1971

Le Rendez-Vous du Salarié Québécois

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jules Vendetti, trader, 6249 Molson, Richard Croteau, programmer, 6200, 2nd Avenue, Robert Mercure, draftsman, 5992, 2nd Avenue, and Jean-Pierre Collin, student, 6338 Chateaubriand, all four of Montreal, for the following purposes:

To aim for the collective promotion of wage-earners on the economical, social, political and cultural levels and for their progress in general, under the name of "Le Rendez-Vous du Salarié Québécois".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5101-1970

Restaurant Jardin (Viau) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tituant en corporation: Denis Kakaroubas, 7990 est, Sherbrooke, Nick Mellas, 7959 est, Hochelaga, app. 206, et Spiros Basitis, 9175, Meunier, tous trois restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Jardin (Viau) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions classe « A » de \$1 chacune et 10,000 actions classe « B » de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8705, boulevard Viau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5628-1970

Restaurants Renaissance inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de novembre 1970, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous deux de Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, avenue Troie, et Michel Duranceau, 5775, Darlington, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurants Renaissance inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5054-1970

Rosebridge Importing Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Gilles Poulin, 103, Ashton, et André Larivière, 3101, Édouard-Montpelit, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Rosebridge Importing Co. Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5444-1970

N. Rubin (1971) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

incorporating: Denis Kakaroubas, 7990 Sherbrooke East, Nick Mellas, 7959 Hochelaga East, Apt. 206, and Spiros Basitis, 9175 Meunier, all three restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Jardin (Viau) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8705 Viau Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5628-1970

Restaurants Renaissance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, both of Mount Royal, Michel Blouin, 3328, Troie Avenue, and Michel Duranceau, 5775 Darlington, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurants Renaissance inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5054-1970

Rosebridge Importing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Gilles Poulin, 103 Ashton, and André Larivière, 3101 Édouard-Montpelit, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Rosebridge Importing Co. Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5444-1970

N. Rubin (1971) Ltd.

Noice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of Decem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Michael Garber, 4338, Montrose, Westmount, Harry Y. Garber, 141 sud, Ballantyne, Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, app. 17, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de cuirs, peaux de toutes sortes et d'imitations naturelles ou artificielles, sous le nom de « N. Rubin (1971) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6600, rue Saint-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5649-1970

St. Lawrence Fuel (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de décembre 1970, autorisant la fusion des compagnies suivantes: « Petroles Lion Fuels Inc. », constituée par lettres patentes en date du 10^e jour de décembre 1954, « Charbonnerie St-Laurent inc.— St. Lawrence Fuel Inc. », constituée par lettres patentes en date du 26^e jour de mai 1966, « Ideal Petroleum (1959) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1^{er} jour de décembre 1959, « Par-A-Gaz-Paradis Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30^e jour de décembre 1966, « Lemoyne Oil Co. Inc. », constituée par lettres patentes en date du 11^e jour de novembre 1959, « Varennes Terminals Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14^e jour de janvier 1956, et « Daico Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1^{er} jour d'avril 1965; toutes ces lettres patentes ont été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire l'extraction, la fabrication, la transformation, la synthèse, la raffinerie, la production, le transport, l'importation, l'exportation, la mise en marché, l'achat, la vente et le commerce d'articles, produits et marchandises, d'énergie et de sources d'énergie de toutes sortes et de toutes nature, sous le nom de « St. Lawrence Fuel (1970) Inc. », avec un capital divisé en 500,000 actions ordinaires sans valeur au pair, pourvu toutefois que les actions ordinaires soient émises pour des provisions ne dépassant pas en argent ou en valeur la somme de \$500,000.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au bureau 430, 100, d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5596-70

ber, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Garber, 4338 Montrose, Westmount, Harry Y. Garber, 141 Ballantyne South, Montreal West, both advocates, and Irene Rubin, secretary, spinster, 5552 Snowdon Avenue, Apt. 17, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of leathers, pelts, hides, kips, and skins, and natural or artificial substitutes, under the name of "N. Rubin (1971) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6600 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5649-1970

St. Lawrence Fuel (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Petroles Lion Fuels Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of December, 1954, "Charbonnerie St-Laurent inc.— St. Lawrence Fuel Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of May 1966, "Ideal Petroleum (1959) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of December, 1959, "Par-A-Gaz-Paradis Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of December 1966, "Lemoyne Oil Co. Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of November 1959, "Varennes Terminals Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of January 1956, and "Daico Inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of April 1965, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To extract, manufacture, process, synthesize, refine, generate, transport, import, export, market, buy, sell and deal in and with goods, wares, merchandise and energy and sources of energy of any and every kind, under the name of "St. Lawrence Fuel (1970) Inc.", with a capital divided into 500,000 common shares without par value provided however that the common shares shall not be issued for a consideration exceeding in amount or value the sum of \$500,000.

The head office of the new company is at Room 430, 100 d'Youville, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5596-70

St-Paul Bandag, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Maurice Martel, Paul Martel, tous deux avocats, de 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de pneus, sous le nom de « St-Paul Bandag, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Paul-d'Abbotsford, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

4962-1970

Sarhan & Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ali M. Kansa, 9905, Saint-Laurent, Montréal, Ahmad Ali Sarhan, tous deux marchands, et Gnyat Kansa, ménagère, épouse dudit Ahmad Ali Sarhan, ces deux derniers du 910, rue Paris, Brossard, pour les objets suivants:

Établir et diriger un magasin général, sous le nom de « Sarhan & Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3531, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5303-1970

Joseph Sarrazin Clothing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopérative donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Saint-Laurent, Mark M. Rosenstein, 5003, Lacombe, Montréal, et Thomas A. Lavin, Knowlton, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Joseph Sarrazin Clothing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

St-Paul Bandag, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, Paul Martel, both advocates, of 1301 St-Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To manufacture and deal in tires, under the name of "St-Paul Bandag, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Paul d'Abbotsford, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

4962-1970

Sarhan & Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ali M. Kansa, 9905 St. Lawrence, Montreal, Ahmad Ali Sarhan, both merchants, and Gnyat Kansa, housewife, wife of the said Ahmad Ali Sarhan, the latter two of 910 Paris Street, Brossard, for the following purposes:

To carry on the business of a department store, under the name of "Sarhan & Co. Inc.", with a total stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 3531 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5303-1970

Joseph Sarrazin Clothing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Saint-Laurent, Mark M. Rosentein, 5003 Lacombe, Montreal, and Thomas A. Lavin, Knowlton, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Joseph Sarrazin Clothing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Gabriel, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5727-1970

The head office of the company is at Saint-Gabriel, county of Berthier, judicial district of Joliette.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5727-1970

**Service d'expansion économique et industrielle
(Trois-Rivières) inc.
Business and Industrial Development Board
(Trois-Rivières) Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Lamy, comptable agréé, 3941, de la Sapinière, James-F. Savard, ingénieur, 3280, Calais, Jacques Charette, assistant-gérant municipal, 750, des Saules, Jean-Paul Bellemare, conseiller en administration, 858, Laviolette, Harold J. Tebbutt, industriel, 2665, Tessier, Jean-Guy Cyr, 501, St-Maurice, et Gilles Beaudoin, 1890, Lajoie, ces deux derniers hommes d'affaires, tous de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Promouvoir et faciliter la conservation, l'expansion, le développement des entreprises industrielles, commerciales ou touristiques de la cité de Trois-Rivières, sous le nom de « Service d'expansion économique et industrielle (Trois-Rivières) inc. — Business and Industrial Development Board. (Trois-Rivières) Inc ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

2830-1970

Servimax inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-André Morin, commerçant, Hélène Aubry, comptable, épouse dudit Jean-André Morin, et Andrée Morin, hôtesses, fille majeure, tous trois de 11, Bord de l'Eau, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Servimax inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 970 actions privilégiées de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11, rue Bord de l'Eau, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

26-1971

**Service d'expansion économique et industrielle
(Trois-Rivières) inc.
Business and Industrial Development Board
(Trois-Rivières) Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Lamy, chartered accountant, 3941 de la Sapinière, James-F. Savard, engineer, 3280 Calais, Jacques Charette, assistant municipal manager, 750 des Saules, Jean-Paul Bellemare, management consultant, 858 Laviolette, Harold J. Tebbutt, industrialist, 2665 Tessier, Jean-Guy Cyr, 501 St-Maurice, and Gilles Beaudoin, 1890 Lajoie, the latter two businessmen, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To promote and facilitate the conservation, expansion and development of the industrial, commercial or tourist undertakings of the city of Trois-Rivières, under the name of "Service d'expansion économique et industrielle (Trois-Rivières) inc.—Business and Industrial Development Board (Trois-Rivières) Inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

2830-1970

Servimax inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-André Morin, trader, Hélène Aubry, accountant, wife of said Jean-André Morin, and Andrée Morin, hostess, spinster of the full age of majority, all three of 11 Bord de l'Eau, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Servimax inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 970 preferred shares of \$500 each.

The head office of the company is at 11 Bord de l'Eau Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

26-1971

Sew and Save Shop Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, Miller, Sol B. Apel, 2657, Ekers, tous deux de Montréal, et Irving Adessky, 56, Heath, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements et accessoires pour dames, hommes et enfants, sous le nom de « Sew and Save Shop Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5534-1970

Sew and Save Shop Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller, Sol B. Apel, 2657 Ekers, both of Montreal, and Irving Adessky, 56 Heath, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's, men's and children's apparel and accessories, under the name of "Sew and Save Shop Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5534-1970

Raymond Trudel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Raymond Trudel, commerçant, Hildegard Rouleau, ménagère, épouse dudit Raymond Trudel, tous deux de 131, 3^e Avenue est, et Jean Labrecque, gérant, 301, Taschereau, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Raymond Trudel inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5645-1970

Raymond Trudel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Trudel, trader, Hildegard Rouleau, housewife, wife of said Raymond Trudel, both of 131, 3rd Avenue East, and Jean Labrecque, manager, 301 Taschereau, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Raymond Trudel inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5645-1970

Unique Plumbing & Heating Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Haim Kafka, 937, avenue Châtelaine, Laval, Abraham Kafka, 4780, rue Vézina, app. 34, tous deux plombiers, et Zalman Jegergarn, vendeur, 5510, avenue Lavoie, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la plomberie, le chauffage et la ventilation, sous le nom de « Unique Plumbing & Heating Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Unique Plumbing & Heating Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Haim Kafka, 937 Châtelaine Avenue, Laval, Abraham Kafka, 4780 Vézina Street, Apt. 34, both plumbers, and Zalman Jegergarn, salesman, 5510 Lavoie Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and ventilation, under the name of "Unique Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

163-1971

United Complex Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Gilles Poulin, 103, Ashton, Saint-Laurent, André Larivière, 3101, Édouard-Montpetit, Montréal, et Robert Archambault, 200, Elgar, Ile-des-Sœurs, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « United Complex Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5304-1970

Gene Venne (1970) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Charles Bolduc, analyste financier, 1743, rue Loyseau, Saint-Bruno-de-Montarville, Léonce Duchesne, 1937, Victoria, Laffèche, Roger Duchesne, 92, rue Maple, et Bernard Imbeault, 257, rue St-Georges, ces deux derniers de Moncton, ces trois derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'accessoires et parties d'automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Gene Venne (1970) Itée », avec un capital total de \$250,000, divisé en 100,000 actions classe « A » de \$1 chacune, 100,000 actions classe « B » de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 965, boulevard Taschereau, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

4985-1970

Vic Tanny Québec Ltd. Vic Tanny Québec Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, autorisant la fusion des compagnies suivantes: « Vic Tanny (Bonaventure) Ltd. », constituée par lettres

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

163-1971

United Complex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Gilles Poulin, 103 Ashton, Saint-Laurent, André Larivière, 3101 Édouard-Montpetit, Montreal, and Robert Archambault, 200 Elgar, Ile-des-Sœurs, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "United Complex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5304-1970

Gene Venne (1970) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Bolduc, financial analyst, 1743 Loyseau Street, Saint-Bruno-de-Montarville, Léonce Duchesne, 1937 Victoria, Laffèche, Roger Duchesne, 92 Maple Street, and Bernard Imbeault, 257 St-Georges Street, the latter two of Moncton, the latter three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobile and motor vehicle accessories and parts of all kinds, under the name of "Gene Venne (1970) Itée", with a capital stock of \$250,000, divided into 100,000 class "A" shares of \$1 each, 100,000 class "B" shares of \$1 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 965 Taschereau Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

4985-1970

Vic Tanny Québec Ltd. Vic Tanny Québec Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Vic Tanny (Bonaventure) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 26th day of

patentes en date du 26e jour d'août 1968, « Vic Tanny (Côte St. Luc) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de juin 1967, « Vic Tanny (Montreal) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de juin 1967, « Vic Tanny (Montreal-Rockland) Ltd. », constituée par lettres patentes, en date du 2e jour de février 1968, et « Vic Tanny (Québec City) Limited », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1967; toutes ces lettres patentes ont été émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exploiter des gymnases et donner des leçons de culture physique, créer des activités de culture physique et y participer, y compris des clubs de santé, des piscines et bains turcs, sous le nom de « Vic Tanny Québec Ltd. — Vic Tanny Québec ltée », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair ne devant pas excéder en valeur monétaire ou autre la somme de \$100,000.

Le siège social de la compagnie est 800, Carré Victoria, bureau 2204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 5776-70

Well-Nit Products Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 5400, Prince of Wales, et Leonard Flanz, 5750, avenue Trinity, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de tricots et matières textiles, dérivés du textiles et sous-produits de toutes sortes, sous le nom de « Well-Nit Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 1,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 5573-1970

West End Youth Action Committee Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Carolyn Alexander, épouse de Walter Alexander, 3844, Hampton, Margaret Hodgson, épouse de John D. Hodgson, 58, chemin Thurlow, toutes deux ménagères, Adèle

August, 1968, «Vic Tanny (Côte St. Luc) Ltd.», incorporated by letters patent dated the 7th day of June, 1967, «Vic Tanny (Montreal) Ltd.», incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1967, «Vic Tanny (Montreal-Rockland) Ltd.», incorporated by letters patent dated the 2nd day of February 1968 and «Vic Tanny (Québec City) Limited», incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1967, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To operate gymnasiums and to instruct in physical culture and to do and participate in all activities in connection with the aforesaid, including the operation of health clubs, swimming pools and steam baths, under the name of «Vic Tanny Québec Ltd. — Vic Tanny Québec ltée», with a capital divided into 40,000 common shares without par value shall not exceed in money or moneys worth an aggregate value of \$100,000.

The head office of the new company is at 800 Victoria Square, suite 2204, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 5776-70

Well-Nit Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc, Robert Lefcort, 5400 Prince of Wales, and Leonard Flanz, 5750 Trinity Avenue, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitwear and textiles and textile products and by-products of all kinds, under the name of «Well-Nit Products Inc.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, 1,500 class «A» preferred shares of a par value of \$10 each and 1,500 class «B» preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 5573-1970

West End Youth Action Committee Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Carolyn Alexander, wife of Walter Alexander, 3844 Hampton, Margaret Hodgson, wife of John D. Hodgson, 58 Thurlow Road, both housewives, Adèle Fetterly, bookkeeper,

Fetterly, comptable, épouse de Gordon Harold Fetterly, 4250, Westhill, et Trevor Smith, instituteur, 3821, Hampton, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir, exploiter et diriger un centre communautaire, sous le nom de « West End Youth Action Committee Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur du revenu annuel sur les biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est au 3864, rue Girouard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

4495-1970

**Westlock Realities Ltd.
Les immeubles Westlock Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Montréal-Ouest, et Richard Evin, 201, Corot Rive, Ile-des-Sœurs, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Westlock Realities Ltd.—Les immeubles Westlock Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

5619-1970

wife of Gordon Harold Fetterly, 4250 Westhill, and Trevor Smith, school teacher, 3821 Hampton, all four of Montreal, for the following purposes:

To maintain, operate and conduct a community centre, under the name of "West End Youth Action Committee Inc."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at 3864 Girouard Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

4495-1970

**Westlock Realities Ltd.
Les immeubles Westlock Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Montreal West, and Richard Evin, 201 Corot Rive, Ile-des-Sœurs, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Westlock Realities Ltd.—Les immeubles Westlock Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville-Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

5619-1970

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Aerodoo Industries Inc.

Aerodoo Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de novembre 1970, à la compagnie « Aerodoo Holdings Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10^e jour de mars 1969, 1^o changeant son nom en celui de « Aerodoo Industries Inc. »; 2^o étendant ses pouvoirs; 3^o changeant 440,000 actions classe « A » sans valeur nominale en 440,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 4^o changeant et subdivisant 130,000 actions classe « B » sans valeur nominale en 650,000 actions

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Aerodoo Holdings Ltd.", incorporated by letters patent on March 10, 1969, 1. changing its name to that of "Aerodoo Industries Inc."; 2. extending its powers; 3. changing 440,000 shares class "A" of no nominal value into 440,000 common shares of no nominal value; 4. changing and subdividing 130,000 shares class "B" of no nominal value into 650,000 common shares of no nominal value; 5. increasing its

ordinaires sans valeur nominale; 5° augmentant son capital par la création de 1,910,000 actions ordinaires sans valeur nominale, pouvant être émises pour une considération totale de \$2,000,000.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 1077-69

B & C Tile Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1970, à la compagnie « B & C Tile Ltd. », subdivisant 395 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 39,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 12706-57

Bric Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1970, à la compagnie « Bric Holdings Ltd. », diminuant son capital de \$2,000,100 à \$1,928,100 par l'annulation de 7,200 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 4640-66

**Consolidated Imperial Minerals Limited
(No personal liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1970, à la compagnie « Imperial Minerals Limited (No personal liability) », constituée en corporation par lettres patentes datées du 15e jour de juillet 1953, 1° changeant son nom en celui de « Consolidated Imperial Minerals Limited » (No personal liability); 2° consolidant 5,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 2,500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$2 chacune; 3° convertissant 2,500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$2 chacune en 2,500,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 4° augmentant son capital par la création de 2,500,000 actions ordinaires sans valeur au pair: la considération globale pour l'émission desdites 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair, émises et non émises ne devra pas excéder en montant ou valeur la somme de \$5,000,000.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 15235-53

capital by the creation of 1,910,000 common shares of no nominal value, capable of being issued for a total sum of \$2,000,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 1077-69

B & C Tile Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "B & C Tile Ltd.", subdivising 395 preferred shares of the par value of \$100 each into 39,500 preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 12706-57

Bric Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bric Holdings Ltd.", reducing its capital from \$2,000,100 to \$1,928,100 by the cancellation of 7,200 class "A" preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 4640-66

**Consolidated Imperial Minerals Limited
(No personal liability)**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent dated the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Imperial Minerals Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 15th day of July, 1953, 1. changing its name into that of "Consolidated Imperial Minerals Limited" (No personal liability); 2. consolidating 5,000,000 common shares of the par value of \$1 each into 2,500,000 common shares of the par value of \$2 each; 3. converting 2,500,000 common shares of the par value of \$2 each into 2,500,000 common shares without par value; 4. increasing its capital by the creation of 2,500,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 5,000,000 common shares without par value, issued and unissued, shall not exceed in amount or value the sum of \$5,000,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 15235-53

Construfab inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1970, à la compagnie « Corporate Design Associates Ltd. — Les Associés en Dessin Corporatif ltée », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1960, 1° changeant son nom en celui de « Construfab inc. »; 2° subdivisant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$20 chacune en 10,000 actions sans valeur au pair; 3° subdivisant 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 4° augmentant son capital par la création de 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 8,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 5° abrogeant les restrictions sur le transfert des actions et modifiant les droits et privilèges des actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

13864-60

**Entreprises G. Amyot inc.
G. Amyot Enterprises Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1970, à la compagnie « Entreprises CMA inc. — CMA Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de novembre 1970, changeant son nom en celui de « Entreprises G. Amyot inc. — G. Amyot Enterprises Inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

5189-70

Handal Jewellery & Precious Gems Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1970, à la compagnie « C & H Precious Stone Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'août 1970, changeant son nom en celui de « Handal Jewellery & Precious Gems Ltd. ».

*Le-sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854

3394-70

Construfab inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Corporate Design Associates Ltd. — Les Associés en Dessin Corporatif ltée", incorporated by letters patent on the 14th day of September, 1960, 1. changing its name to that of "Construfab inc."; 2. subdividing 100 common shares of a par value of \$20 each into 10,000 shares of no par value; 3. subdividing 180 preferred shares of a par value of \$100 each into 1,800 preferred shares of a par value of \$10 each; 4. increasing its capital by the creation of 10,000 common shares with no par value and 8,200 preferred shares of a par value of \$10 each; 5. withdraw the restrictions on the transfer of shares and to modify the rights and privileges of the preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

13864-60

**Entreprises G. Amyot inc.
G. Amyot Enterprises Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Entreprises CMA inc. — CMA Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated 6th day of November, 1970, changing its name to that of "Entreprises G. Amyot inc. — G. Amyot Enterprises Inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

5189-70

Handal Jewellery & Precious Gems Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "C & H Precious Stone Ltd.", incorporated by letters patent dated 5th day of August 1970, changing its name to that of "Handal Jewellery & Precious Gems Ltd."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

3394-70

Jest Investments Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de décembre 1970, à la compagnie « Jest Investments Co. Ltd. », diminuant son capital de \$1,915,000 à \$1,900,000 par l'annulation de 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854 17034-59

Malone Marine Agency Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1970, à la compagnie « Québec Terminals (1969) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour d'avril 1969, changeant son nom en celui de « Malone Marine Agency Limited ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 1660-69

Mobilier de Bureau et d'Hôpital de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1970, à la compagnie « L'Échange de Meubles inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de janvier 1958, 1° changeant son nom en celui de « Mobilier de Bureau et d'Hôpital de Québec inc. »; 2° augmentant son capital de \$10,000 à \$40,000 par la création de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 10240-58

Termino Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1970, à la compagnie « Three Rivers Shipping Company, Limited », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de janvier 1955, changeant son nom en celui de « Termino Corporation ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o 13237-54

Jest Investments Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jest Investments Co. Ltd.", reducing its capital from \$1,915,000 to \$1,900,000 by the cancellation of 150 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o 17034-59

Malone Marine Agency Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Québec Terminals (1969) Ltd.", incorporated by letters patent on the 11th day of April, 1969, changing its name to that of "Malone Marine Agency Limited".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 1660-69

Mobilier de Bureau et d'Hôpital de Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « L'Échange de Meubles inc. », incorporated by letters patent dated 21st day of January, 1958, 1. changing its name to that of "Mobilier de Bureau et d'Hôpital de Québec inc."; 2. increasing its capital from \$10,000 to \$40,000 by the creation of 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 10240-58

Termino Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Three Rivers Shipping Company, Limited", incorporated by letters patent on the 10th day of January, 1955, changing its name to that of "Termino Corporation".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 13237-54

**Trois-Rivières Auto Electric Ltd.
Trois-Rivières Auto Électrique Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16^e jour de novembre 1970, à la compagnie « Trois-Rivières Auto Electric Ltd. — Trois-Rivières Auto Électrique Itée », 1^o réduisant son capital de \$115,000 à \$40,000 par l'annulation de 750 actions privilégiées de \$100 chacune; 2^o augmentant son capital de \$40,000 à \$200,000 par la création de 1,600 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38854-o

8880-49

**Trois-Rivières Auto Electric Ltd.
Trois-Rivières Auto Électrique Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Trois-Rivières Auto Electric Ltd. — Trois-Rivières Auto Électrique Itée", 1. reducing its capital from \$115,000 to \$40,000 by the annulment of 750 preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$200,000 by the creation of 1,600 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854

8880-49

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**L'Équitable, Compagnie d'Assurances
Générales
The Equitable General Insurance Company**

*Avis d'annulation de permis et de certificat
d'enregistrement*

Attendu que « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie provinciale, dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec avec « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie fédérale, dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1970, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 1^{er} janvier 1971;

Attendu que « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie fédérale, est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie provinciale, s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie provinciale, sont annulés à compter du 1^{er} janvier 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 janvier 1971.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.*

38778-8-2-o

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

**L'Équitable, Compagnie d'Assurance
Générales
The Equitable General Insurance Company**

*Notice of Cancellation of License and Certificate
of Registration*

Whereas "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", provincial company, whose head office is situated in Montreal, Province of Québec, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", federal company, whose head office is situated in Montreal, Province of Québec, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31st of December 1970, with effect with the 1st of January 1971;

Whereas "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", federal company, is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", provincial company, has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", provincial company, are cancelled as from the 1st of January 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 2nd of January 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

38778-8-2-o

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Cité de la Pointe-aux-Trembles

City of Pointe-aux-Trembles

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Guy Vanier, greffier de la cité de la Pointe-aux-Trembles, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, 11953 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, Québec, LUNDI, le QUINZIÈME jour du mois de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et scolaires, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant cette date à l'Hôtel de Ville, 11953 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.

Notice is hereby given by the undersigned, Guy Vanier, City Clerk of the city of Pointe-aux-Trembles, that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by public auction at the City Hall, 11953 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, Québec, on MONDAY, the FIFTEENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock a.m., for the payment of general municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid at the City Hall, 11953 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles.

Numéro de compte Account number	Nom et adresse Name and address	No du cadastre et subdivisions No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
21	Monico Inc., 3155, 36e Avenue, Ville St-Michel...	99-P.....			\$	646.87
27	Denis Quintal, 11,770 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.....	105-7, 104-5-P....			\$	58.25
66	Charles-E. Bousquet, 1448, 6e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-43 à-to 47....			1,748.12	1,722.40
83	Lamothe Automobile Ltée, 11,905 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.....	121-82-83.....				375.76
99	Gilles Beauséjour & J.-E. St-Laurent, 598, 3e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	100-24-25-P.....			80.30	
105	Ernest Messier, 11,764 Prince-Albert, Pointe-aux-Trembles.....	101-101-108-30-31.....			295.22	211.60
123	Cyprien Dion, 1811, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93 175-P. à-to 177 100-75.....			528.93	485.20
148	André Kingsley, 11,530 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93 102 103-P.....			202.05	155.20
149	Mme F.-P. Lepage, 11,536 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-103-P.....	\$ 21.42		176.48	134.80
159	Léo Miousse, 858, 3e Avenue, Pointe-aux-Trembles	100-106 à-to 108-P.....			303.13	157.20
163	Léon Gagnon, 11,690 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	100-102-P.....			31.41	
172	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	109 263.....			187.76	28.20
173	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	109 264.....				28.20
188	Placements Ville Marie Ltée.....	93-213, 214.....			239.33	251.89
198	Paul-H. Zannis, 5734 avenue Coolbrook, Montréal.	100-217-218.....				
209	L. Katezanski & B. H. Goldstein, 5513 Borden, Côte St-Luc, Montréal.....	109-401 à-to 404, 121-318 à-to 321			311.74	108.55
216	C. Baillargeon & Frères Ltée, 40 Des Frènes, Pointe-aux-Trembles.....	93-244 à-to 246...			663.26	988.76
273	C. Proulx, 11,885 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	121-443-P. 444...			24.38	
279	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-369-370-368-P.	620.60	\$ 428.00	579.88	428.00
280	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-372-373-374-P.	608.70	425.60	571.47	425.60
281	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-375-376-375-P.	548.58	426.40	509.93	426.40
284	Lucien Prud'Homme, 537 Préfontaine, Montréal..	93-379-P. 380-P..			164.55	
291	Mme Joseph Dufresne, 3157 Jean Brillant, Côte des Neiges, Montréal.....	100-350.....	67.88		47.48	13.60
304	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	109-502-P.....			22.23	13.27
390	Paul Bissonnette, 833, 3e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	121-685-686.....			260.50	100.40

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
395	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	121-1223.....			\$438.45	\$ 82.12
428	Fernand Giroux, 11,938 Forsyth, Pointe-aux-Trembles.....	121-877-P.-878....			28.08	
448	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	121-947-1007.....			15.37	29.86
479	Oreste Basile, 786, 1ère Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93-92-P. 93-P.....			78.70	
492	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-229-230.....			466.02	405.20
494	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-233 à-to 235....			521.92	436.00
498	Dame Renald Tétreault, 1258, 1ère Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93-356.....	\$252.43	\$224.00	243.41	224.00
512-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93-869-P. 870....			26.18	56.41
528	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-272-271.....			484.63	424.00
533	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-260-259.....			484.63	422.00
540	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-391-390.....			499.25	438.80
541	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-389-388.....			484.61	422.00
551-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93-908-P. 907....			27.72	73.83
594	W. Stemart Milne, 1284, 2e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93-423-424.....			283.64	174.40
607	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93-946-948-P.....			41.19	43.96
608	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93-947.....				43.96
663	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93-976-P.-977-978-P.....			38.50	82.95
737-06	Marc-Aimé Guérin, 6861, 42e Avenue, Rosemont, Montréal.....	100-374-375.....			9.34	
737-07	Marc-Aimé Guérin, 6861, 42e Avenue, Rosemont, Montréal.....	100-376-377.....			18.32	
740	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	100-732-P.....			79.46	29.03
741	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	100-733-734-P....				42.30
798	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	100-763-P.-764-765-P.....			332.42	72.17
844	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	100-788-P., 789, 790-P.....			172.41	72.17
848	Charles-E. Bousquet, 1448, 6e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-51-52.....			124.35	27.20
892	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-744-P. 745, 746-P., 100-825-P., 826, 824-P.....			168.45	70.51
939	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-769-P., 770, 771-P.....			58.99	70.51
987	Maurice Morin, 1855, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-451.....	33.57	6.80	36.34	6.80
999	Normand Dubé, 1639, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-558-P., 559-P.			63.03	
1004	J.-G. Denis, 11,365 Bois de Boulogne, Montréal ..	101-564-P., 564-P.			184.94	134.40
1020	Victor McMullen & Uxor, 1847, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-679-P., 680-P.			154.76	127.20
1022	Philippe Champagne & Uxor, 1859, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-681-P., 682-P.			27.90	
1024-05	Roger Bergeron, 1931, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-692-P., 693-P.			156.69	127.60
1104	Paul-Émile Cyr, 9166, 57e Avenue, Rivière des Prairies, Montréal.....	101-971, 108-520..	769.97	459.60	767.96	459.60

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
1169	Charles-E. Bousquet, 1448, 6e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	108-521			\$ 336.20	\$127.20
1211	Claude Sanschagrin et al., 2130 Fleury E., Montréal	109-735, 736-P			8.30	
1237	R. & Thomas Louis Laforest, 755, 7e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	109-273 à-to 281			714.62	
1238	R. & Thomas Louis Laforest, 755, 7e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	109-282 à-to 293			1,239.52	
1243	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	109-306, 307, 308			186.13	63.87
1244	Katezanski, M. L. & Goldstein, B. H., 5513 Borden, Côte St-Luc, Montréal.	109-405 à-to 412			234.73	106.65
1265	Donato Belviso, 1837, 7e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	109-775-P, 776	\$139.20		181.26	128.80
1311	M. Katezanski & B. H. Goldstein, 5513 Borden, Côte St-Luc, Montréal.	121-322			24.00	9.01
1313	M. Katezanski & B. H. Goldstein, 5513 Borden, Côte St-Luc, Montréal.	121-323-P., 323-P. à-to 330			298.65	110.92
1314	Metal & Ore Co. Ltd., 1440 Towers Street, Room 202, Montréal.	121-331 à-to 345			251.02	
1343	Charles-E. Bousquet, 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	121-1218			387.88	113.60
1386	Yvon Daoust, 4520 Jean Rivard St-Léonard, Port Maurice, Montréal, P.Q.	121-364 à-to 366			124.18	15.65
1390	Marcel Ricard, 771 Vaudreuil, Repentigny, Cté Assomption.	121-371, 372			210.60	120.80
1512	Patrick McLaughlin, 1942, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	121-869-P., 870			190.84	27.47
1534	Yves Sauvageau, 743, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	121-279, 280			18.47	
1556	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	121-1208			937.38	178.40
1557	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	121-1209			9.63	10.00
1560	Gilles Desjardins, 1671, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	121-1213			218.93	11.58
1573	Jean François Rioux, 1847, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	121-890, 891			255.73	
1575	Eugène Lemire, 1871, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	121-894, 895			10.88	
1656	Camille Boutin, 11952, Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	175-484			2,421.26	767.20
1657	Camille Boutin, 11952, Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	175-483			104.05	42.80
1676	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	175-167-P. à-to 170-P.			363.32	86.27
1688-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	175-317-P. à-to 323-P., 325 à-to 328-P.				192.44
1690	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	175-504			81.23	308.57
1700	Entreprise Rex Inc., 215, St-Jacques, Montréal.	175-183, 184	47.65	\$ 59.12		
1704	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	175-261, 262			223.08	66.36
1707	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	175-494			315.03	72.17
1707-04	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	175-357			8.85	
1733-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	175-157-P., 324-P.	96.87	67.97		56.51
1755	J. Darius Martineau, 985, 8e Avenue, Fabreville, Cté Laval.	45-140, 141	9.60	1.90	14.53	10.00
1858	James Beaudry, 15, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	206-1149, 1150			23.60	
1863	Serge Bouchard, 655, 24e Avenue, app. 14, Pointe-aux-Trembles.	210-3			265.38	
1860	Claude Delorme, 8001 Bloomfield, app. 2, Montréal	206-1153 à-to 1156			22.99	
1899	Gilles Chartier, 16,162 Bellerive, Pointe-aux-Trembles.	234-8			370.68	184.80
1910-01	Dame Gilles Talbot, 16170 Bellerive, Pointe-aux-Trembles.	234-7-P.	199.23	96.23	344.26	218.80

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
1955	Hôtel Bout de L'Île Inc., a/s W. McDonald, 16,403, Bureau, Pointe-aux-Trembles	235-48			\$2,045.57	\$3,333.76
1971	Entreprises Gauvin Inc., 16,360 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	235-457, 456, 433			366.12	32.18
1982	J. Kramer & C. Grekin, 9200, boulevard St-Laurent, Montréal	203-P., 204-P.			1,948.17	1,197.80
1983	Murray Lapin, 615, Dorchester O., suite 630, Montréal	204-P.			981.71	
2082	Claude Robillard, 13,136 Aragon, Villa Pierrefond, P.Q.	229-1			246.30	187.20
2095	Hôtel Richelieu Ltée, 15,920, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	213, 133-P., 231-P., 127-P.			262.02	508.07
2119	Entreprises Gauvin Inc., 16,360, Notre-Dame, aux-Trembles	235-461-460			1,413.13	2,088.80
2123	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	205-4			48.39	
2137	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	208-46			356.11	
2142	George Spencer Finnie, 14,001, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-P.			1,322.86	378.24
2159	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	213-P.			1,707.10	
2162	Fernand Aubin, 14,485, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	214-158			375.27	302.80
2176	Frédéric Lefebvre, 14,751, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	216-43-44-45			266.81	109.30
2177	David Myer Lerner, 5915, McDonald Avenue, Montréal	216-575, 576, 577, 578			31.58	68.26
2177-01	David Myer Lerner, 5915, McDonald Avenue, Montréal	216-577-P., 578-P.			28.50	
2178-01	N. Levine & Son Inc. & al. 4855, Isabella, Montréal	218-1-P.			11.01	
2178-02	N. Levine & Son Inc. & al. 4855, Isabella, Montréal	206-20-P., 21-P.			32.34	
2180	Nivel Realities Inc., 4855, Isabella, Montréal	224-P., 225-P.			3,528.92	9,837.01
2209	Entreprises Rex Inc., a/s Lajoie & Gélinas & al., 215, St-Jacques O. Montréal, P.Q.	229-P.			1,761.36	
2220	Léo Gauthier, 15,990, Delphis Delorme, Pointe-aux-Trembles	232-P.			249.59	103.60
2232	Yvon Girard, 539, rue Hughes, Quartier Fabreville, Ville Laval, P.Q.	234-P.	\$49.84	\$29.74	78.72	31.28
2268	Monico Inc., 3155, 36e Avenue, Cité St-Michel	233-1, 5				370.82
2278	David Myer Lerner, 5915, McDonald, Montréal	216-564 à-to 567			48.13	56.41
2278-01	David Myer Lerner, 5915, McDonald, Montréal	216-566, 567			43.51	
2280	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	202-78			15.42	
2283-01	Marcel Bastien, 12,878, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	Bâtisse sur terre 205	1,777.77	2,297.60	308.00	1,148.80
2292	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1228			15.89	
2294	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1283, 1284, 1285			37.95	
2344-01	N. Levine & Son Inc., et al 4855, Isabella, Montréal	218-15, 16, 17			32.34	
2344-02	N. Levine & Son Inc., et al 4855, Isabella, Montréal	217-57, 58			16.94	
2344-03	N. Levine & Son Inc. et al. 4855, Isabella, Montréal	217-55, 56			16.18	
2344-04	N. Levine & Son Inc. et al. 4855, Isabella, Montréal	217-38, 39			17.72	
2344-05	N. Levine & Son Inc. et al. 4855, Isabella, Montréal	217-36, 37			16.94	
2349	Jean-Paul Matteau, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	228-208, 209			22.34	23.20
2358	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1075 à-to 1076			93.03	
2361	Corps. des Pères Capucins de Québec, 4373 Avenue Esplanade, Montréal	206-1246			13.62	
2363	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1300 à-to 1302			40.45	
2367	Dame Omer Goyette, a/s J. Geoffrion, 620, Cathcart, Suite 720, Montréal	206-898, 899			93.03	
2373	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1251, 1252, 1304			40.45	
2396	Lionel Lachance, 10,154, St-Vital, Montréal-Nord	209-110 à-to 107			945.07	662.40

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
2406	Rolland Lauzon, 14,136, Dorchester, Pointe-aux-Trembles	210-132, 131			\$501.88	
2421	Lauréat Martineau, 14 Place Dufort, Repentigny	212, 596-P., 597-P.			353.90	\$230.80
2422	Lauréat Martineau, 14, Place Dufort, Repentigny	212-597-P., 598			202.22	16.00
2439-07	N. Levine & Son Inc. et al. 4855, Isabella, Montréal	217-52, 53			16.55	
2439-08	N. Levine & Son Inc. et al. 4855, Isabella, Montréal	217-50, 51			16.94	
2442	Mme Gérard Boisvert, 1800, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-757 à-to 760	\$63.83		117.87	89.20
2444	Miquel Gagnon, 10,525, Iberville, Montréal	206-763			43.74	
2446	Dame Omer Goyette a/s J. Geoffrion, 620, Cathcart, Suite 720, Montréal	206-768, 769			93.03	
2511-01	Abcab Holdings Ltd., a/s G.S. Finnie, 14,001, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-226, 225			91.94	
2543	Mme Henri Pigeon, 2550, rue Hameury, Duvernay, Cité de Laval, P.Q.	216-213	6.53	\$9.53	7.70	8.00
2575-01	Abcab Holdings Ltd., a/s G.S. Finnie, 14,001, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-361, 360			111.50	
2594	Gérard Chartrand et al. 10,738, André Jobin, Montréal	212-1362			835.82	733.20
2604	Joseph Urbain, 15, rue St-Charles, Ste-Thérèse de Blainville, P.Q.	216-221	6.21	1.45	7.31	7.60
2619	Pères Capucins du Québec, 3650, de la Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	207-P.			3,940.26	
2631	Roland Bruneau, 3154, Dickson, Montréal	228-323-P. à-to 330-P.			1,152.53	
2634	Roland Bruneau, 3154, Dickson, Montréal	228-385, 386-P.			124.74	124.80
2635	Roland Bruneau, 3154, Dickson, Montréal	228381-P. à-to 384-P.			75.07	78.00
2637	Société M.E.N. Inc., 15,949, Sherbrooke	232-17, 16			508.85	
2703	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-583, 582			23.70	
2703-01	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-580, 581			23.70	
2703-02	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-579, 578			23.70	
2703-03	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-577, 576			24.16	
2703-04	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-517, 516			23.70	
2703-05	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-515, 514			23.70	
2703-06	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-513-P., 512 P. 511-P.			7.18	
2720	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-387-P. à-to 390, 425 à to 432			89.71	93.20
2810	Manoir Epiphanie Inc., Epiphanie, P.Q.	205-1013 à-to 1015			96.88	53.20
2816	Roland Nadeau, 3473, 40e Avenue, Pat.	205-628 à-to 630			131.57	113.20
2824	Rosario Séguin, 1622 Bourbonnière, Montréal	205-762-P., 763-P. 764-P. à-to 767.	166.94	184.21	235.47	154.80
2843	Roland Comtois, 4075, 40e Avenue, Pat.	205-1049 à-to 1050			144.31	106.80
2846	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	205-1055			20.37	13.27
2936	Guy Ferrier, 4083, 41e Avenue, Pointe-aux-Trembles	205-1102, 1103			44.92	104.80
2959	Hervé Hamel, 3706, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-330, 331	114.77		184.84	146.80
2977	Mme Muni Ségall, 5197, Earnscliff, Montréal	206-609 à-to 611			170.09	63.60
2988-01	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	206-869 à-to 873	28.02	20.28	22.46	4.40
2990-01	Marcel Bastien, 12, 878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	206-877 à-to 880	22.03	15.93	66.70	12.80
2996	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1013, 1014			82.24	
2999	Wister Corporation, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1021, 1022			81.70	
3000	Ernest Denis, 1271 Gentilly, Ville Jacques-Cartier	206-1023			40.58	
3048	Mme Gérard Boisvert, 1800, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-771, 772			83.96	32.00
3048-01	Mme Gérard Boisvert, 1800, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-773, 774	19.10	4.45	83.96	

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
3056-01	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.	206-921, 924, 927 à-to 929			\$ 38.40	
3056-03	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.	206-921-P., 922, 923			266.23	
3056-10	Jacques Huard Synd. 6334 Cairns, Ville D'Anjou.	206-924, 927-P			75.55	
3058	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal.	206-1037, 1038			83.96	
3076	Léonido Stopponi, 1074, 43e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	206-1060, 1061			153.26	\$ 63.20
3081	John Ed. Chs. Shannon, 55 Somerville Avenue, Westmount, P.Q.	206-1072, 1073			83.96	18.96
3145	Claudette Langford, 1043, 43e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	206-1095 à-to 1097			219.49	116.00
3151	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.	206-981 à-to 985	\$ 13.60	\$ 3.25	18.56	3.60
3153-01	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.	206-970 à-to 972	16.33	11.80	271.85	24.00
3162	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-576-P. 577-P., 578-P.	16.10		27.49	18.96
3163	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-561 à-to 575.	150.94		34.26	177.75
3163-01	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-563, 564			34.26	
3163-02	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-565, 566			34.26	
3163-03	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-567, 568			34.26	
3163-04	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-569, 570			34.26	
3163-05	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-571, 572			34.26	
3163-06	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-573, 574, 575.			51.37	
3186	Mme Henri Pigeon, 2550 Hameury, Duvernay, Cité de Laval, P.Q.	206-291	11.11	10.00	18.17	10.00
3200	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal.	206-1232, 1233			23.63	
3212	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal.	206-1255, 1256, 1257			35.64	
3212-01	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal.	206-1258, 1259, 1257			23.63	
3214	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal.	206-1261, 1262, 1263			35.64	
3214-01	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal.	206-1264, 1265			23.63	
3214-02	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal.	206-1266, 1267			23.63	
3214-03	Wister Corp., a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal.	206-1268, 1269			23.63	
3214-04	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1270, 1271			23.63	
3214-05	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1272, 1273			23.63	
3214-06	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1274, 1275			23.63	
3222	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1471, 147-P			15.26	
3226	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1474, 1475			23.63	
3226-01	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1476, 1477			23.63	
3226-02	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1478, 1479			23.63	
3226-03	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1480, 1481			23.63	
3226-04	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1482, 1483, 1484			35.64	
3230	Dame Guy Bouchard.	206-1489	6.44		12.01	6.40
3231	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1490			12.01	
3234	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1539 à-to 1541			38.04	
3249	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal.	206-1287, 1288			23.63	

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
3249-01	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1289, 1290...			\$23.63	
3249-02	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1291, 1292...			23.63	
3249-03	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1293, 1294...			23.63	
3249-04	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1295, 1296...			23.63	
3249-05	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1297, 1298...			23.63	
3259	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1500-P.....			13.48	
3261	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1501-P., 1502, 1503.....			38.51	
3261-01	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1504, 1505...			23.63	
3261-02	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1506, 1507...			23.63	
3261-03	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1508, 1509...			23.63	
3261-04	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1510, 1511...			23.63	
3261-05	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1512, 1513...			23.63	
3261-06	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1514, 1515...			23.63	
3261-07	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1516, 1517, 1518.....			36.64	
3264	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1564, 1565, 1566.....			38.04	
3264-01	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1567, 1568...			25.23	
3264-02	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1569, 1570...			25.23	
3264-03	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1571, 1572...			25.23	
3264-04	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1573, 1574...			25.23	
3264-05	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1575, 1576...			25.23	
3264-06	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1577, 1578...			25.23	
3264-07	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1579, 1580...			25.23	
3264-08	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1581, 1582...			25.23	
3264-09	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1583, 1584...			25.23	
3264-10	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1585, 1586...			25.23	
3268	Mme Vve Lionel Huard, a/s Irène Lessard, 135 boulevard St-Elzéar, Vimont, Cté Laval	206-1688 à-to 1690				\$18.80
3274	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	207-P.....			32.90	
3281	J. Y. Neveu et al., 521, 10ème Avenue, Laval des Rapides, P.Q.	208-500 à-to 501-P.....			36.49	
3280-02	Jean-Paul Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	208-493-P. à-to 497-P.....	\$3,309.69	\$110.74	3,584.68	3,179.20
3283	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-617, 618....			18.50	
3283-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-619, 620....			18.50	
3283-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-621, 622....			18.50	
3283-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-623, 624....			18.50	
3283-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-625, 626....			18.50	

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
3282-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-627, 628			\$18.50	
3282-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-629, 630			18.50	
3283-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-631, 632			18.50	
3283-08	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-633, 634			18.50	
3283-09	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-635, 636			18.50	
3283-10	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-637, 638, 639.			27.83	
3284	Corp. Frs. Capucins de Québec, 4373 Esplanade, Montréal	208-678, 679, 639.			16.85	
3284-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 4373 Esplanade, Montréal	208-680, 681, 682.			24.49	
3307	J. P. Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trem- bles	208-457 1			53.26	\$15.20
3313	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-585, 586			18.50	
3313-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-587, 588			18.50	
3313-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-589, 590			18.50	
3313-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-591, 592			18.50	
3313-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-593, 594			18.50	
3313-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-595, 596			18.50	
3313-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-597, 598			18.50	
3313-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-599, 600			18.50	
3313-08	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-601, 602			18.50	
3313-09	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-603, 604			18.50	
3313-10	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-605, 606, 607.			27.84	
3318	Adjutor Harvey, 1025, 48ème Avenue, Pointe-aux- Trembles	208-135 à-to 138..			328.94	109.13
3353	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-552, 553			18.52	
3354	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-554, 555			18.52	
3355	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-556, 557			18.52	
3355-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-558, 559			18.52	
3355-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-560, 561			18.52	
3355-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-562, 563			18.52	
3355-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-564, 565			18.52	
3355-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-566, 567			18.52	
3355-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-568, 569			18.52	
3355-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-570, 571			18.52	
3355-08	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-572, 573			18.52	
3355-09	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-658, 659			19.93	
3355-10	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-660, 661			20.76	
3393	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	208-265 à-to 267..			331.92	
3403	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-519-P. à-to 521-P.			8.00	

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
3403-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-522, 523			\$6.44	
3403-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-524, 525			6.44	
3403-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-526, 527			6.44	
3403-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-528, 529			6.44	
3403-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-530, 531			6.44	
3403-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-532, 533			6.44	
3403-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-534, 535			6.44	
3403-08	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-536, 537			6.44	
3403-09	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-538, 539			6.44	
3403-10	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-540, 541			6.44	
3403-11	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-653, 654			107.41	
3404	Pères Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe- aux-Trembles, P.Q.	208-655, 656			189.81	
3405	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-P			1,303.70	
3407	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousse- lière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	209-P			355.08	
3418-01	W. E. Geo. Finnie, 14001 Notre-Dame, Pointe-aux- Trembles	209-176, 177			182.80	
3421	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-262 à-to 281			177.81	\$371.22
3421-01	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-264, 265			177.80	
3421-02	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-266, 267			177.80	
3421-03	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-268, 269			177.80	
3421-04	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-270, 271			177.80	
3421-05	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-272, 273			177.80	
3421-06	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-274, 275			177.80	
3421-07	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-276, 277			177.80	
3421-08	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-278, 279			177.80	
3421-09	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe- aux-Trembles	209-280, 281			177.80	
3453	J.-P. Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trem- bles	209-351, 352			28.45	
3453-01	J.-P. Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trem- bles	209-353, 354			28.45	
3485	Eloi Dufour, 1034, 51e Avenue, Pointe-aux-Trem- bles	210-172 à-to 174	\$140.31		300.51	208.80
3566	Mme Alexis Lefort, 4255 De Repentigny, Montréal	211-5-P., 106-P.			472.44	38.34
3595	Mme Jean-Claude Cadotte, 3601, 52e Avenue, Pointe-aux-Trembles	211-682 à-to 684			108.01	66.40
3629-01	Jean-Paul Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux- Trembles	211-581, 582			212.31	
3660	Clément Massie, 1933, 53e Avenue, Pointe-aux- Trembles	211-1001 à-to 1003			351.12	50.01
3701	Aimé Lecours, 1868, 54e Avenue, Pointe-aux- Trembles	211-1035, 1036			156.63	98.63
3731	Arthur Jetté, 141 rue Lavoisier, Laval des Rapides, P.Q.	212-510-P., 511, 512-P.			262.46	14.88
3732	Arthur Jetté, 141 rue Lavoisier, Laval des Rapides, P.Q.	212-512-P., 513			250.07	14.88
3737	Clément Massie, 1933, 53e Avenue, Pointe-aux- Trembles	212, 640, 641			319.21	200.00

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
3907	François Côté, 25, 57e Avenue, Pointe-aux-Trembles	213-22 1 23 35 1..			\$160.28	
3954	Jean Séguin, 21, 58e Avenue, Pointe-aux-Trembles	213-P.....			337.46 \$	208.80
4021	Fernand Aubin, 14,485 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	214-160-P.....			46.26	16.40
4082	Claudia Dufresne a/s Mme Eloi Forest, Providence, Notre-Dame, Assomption	216-324.....	\$3.62	\$3.20	3.08	3.20
4092	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	216-340.....			3.08	
4118	F. Sinai Lefebvre, 14,751 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	216-46.....			11.93	18.00
4122	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	216-93.....			6.16	
4153	David E. Myer Lerner, 5915 McDonald Avenue, Montréal	216-568.....			6.94	8.53
4154	David E. Myer Lerner, 5915 McDonald Avenue, Montréal	216-569 à-to 572..			28.50	70.15
4154-01	David E. Myer Lerner, 5915 McDonald Avenue, Montréal	216-571, 572.....			28.50	
4159	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	216-404.....			3.08	6.64
4169	Wister Corp. a/s Pomerian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	216-495.....			3.08	
4178	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	216-504.....			3.08	6.64
4181	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	216-507.....			3.08	6.64
4187	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-1 à-to 29....			23.49	1,007.01
4187-01	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-6, 7.....			23.49	
4187-02	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-8, 9.....			23.49	
4187-03	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-10, 11, 12...			36.20	
4187-04	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-19, 20.....			13.47	
4187-05	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-21, 22.....			13.47	
4187-06	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-23, 24.....			13.47	
4187-07	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-25, 26.....			13.47	
4187-08	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-36, 37.....			13.47	
4187-09	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-38, 39.....			13.47	
4187-10	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-40, 41.....			13.47	
4187-11	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-42, 43.....			13.47	
4187-12	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-44, 45.....			13.47	
4187-15	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-46, 47.....			13.47	
4187-16	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-48, 49.....			13.47	
4187-17	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-50, 51, 52...			18.48	
4187-18	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-139, 140.....			8.63	
4187-19	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-141, 142, 143.			20.02	
4187-20	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-144, 145.....			13.47	
4187-21	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-223, 224.....			13.47	
4187-22	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-225, 226.....			23.88	
4187-23	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-227, 228.....			33.88	
4187-24	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-229, 230.....			33.88	
4187-25	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-231, 232.....			33.88	
4187-26	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-233, 234-P..			20.17	
4187-27	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-242-P, 243..			30.41	
4187-28	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-244, 245.....			33.88	
4187-29	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-322, 323.....			6.94	
4187-30	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-324, 325.....			6.94	
4187-31	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-326, 327.....			6.94	
4187-32	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-328, 329.....			6.94	
4187-33	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-330, 331.....			6.94	
4187-34	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-332, 333.....			6.94	
4187-35	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-334, 335.....			6.94	
4187-36	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	227-336, 377.....			6.94	
4187-37	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-338, 339.....			6.94	
4187-38	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-340, 341.....			6.94	
4187-39	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-342, 343, 344.			10.02	
4187-40	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-420, 421.....			6.94	
4187-41	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-422, 423.....			6.94	
4187-42	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-424, 425.....			6.94	
4187-43	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-426, 427.....			6.94	
4187-44	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-428, 429.....			6.94	
4187-45	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-430, 431.....			6.94	
4187-46	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-432, 433.....			6.94	
4187-47	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-434, 435.....			6.94	

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
4187-48	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-436, 437.....			\$ 6.94	
4187-49	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-438, 439.....			6.94	
4187-51	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-483, 484.....			6.94	
4187-52	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-485, 486.....			6.94	
4187-53	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-487, 488.....			6.94	
4187-54	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-489, 490.....			6.16	
4188	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-24, 25.....			13.86	\$ 14.93
4188-01	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-26, 27.....			13.86	
4188-02	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-28, 29.....			13.86	
4188-03	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-30, 31, 32.....			25.79	
4188-04	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-61, 62.....			13.86	
4188-05	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-63, 64.....			13.86	
4188-06	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-65, 66.....			13.86	
4188-07	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-67, 68.....			13.86	
4188-08	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-115, 116.....			13.86	
4188-09	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-117, 118.....			13.86	
4188-10	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-119, 120.....			13.86	
4188-11	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-121, 122.....			13.86	
4188-12	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-123, 124.....			13.86	
4188-13	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-125, 126.....			13.86	
4188-14	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-127, 128.....			13.86	
4188-15	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-129, 130.....			13.86	
4188-16	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-131, 132.....			13.86	
4188-17	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-133, 134.....			13.86	
4188-18	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-135, 136, 137.....			20.41	
4188-19	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-199, 200.....			13.86	
4188-20	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-201, 202.....			23.88	
4188-21	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-203, 204.....			33.88	
4188-22	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-205, 206.....			33.88	
4188-23	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-207, 208.....			33.88	
4188-24	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-209, 210.....			19.26	
4188-25	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-218, 219.....			31.19	
4188-26	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-220, 221.....			33.88	
4189	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-31 à-to 33, 34-P, 35-P, 36 à-to 153, 154-P, 155 à-to 160, 161-P, 162 à-to 172, 173-P.....			6.94	3,366.11
4189-01	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-300, 301.....			6.94	
4189-02	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-302, 303.....			6.94	
4189-03	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-304, 305.....			6.94	
4189-04	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-306, 307.....			6.94	
4189-05	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-308, 309.....			6.94	
4189-06	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-310, 311.....			6.94	
4189-07	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-312, 313.....			6.94	
4189-08	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-314, 315.....			6.94	
4189-09	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-316, 317.....			6.94	
4189-10	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-318, 319, 320.....			10.17	
4191	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-181-P, 182 à-to 189, 190-P, 396, 397.....			6.94	929.04
4191-01	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-398, 399.....			6.94	
4191-02	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-400, 401.....			6.94	
4191-03	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-402, 403.....			6.94	
4191-04	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-404, 405.....			6.94	
4191-05	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-406, 407.....			6.94	
4191-06	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-408, 409.....			6.94	
4191-07	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-410, 411.....			6.94	
4191-08	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-412, 413.....			6.94	
4191-09	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-414, 415.....			6.94	
4191-10	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-416, 417, 418.....			10.02	
4191-11	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-474, 475.....			6.94	
4191-12	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-476, 477.....			6.94	
4191-13	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-478, 479.....			6.94	
4191-14	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-480, 481.....			7.31	
4193	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-191 à-to 209, 210-P, 7 8.....			28.11	515.12
4193-01	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-9, 10.....			28.11	
4193-02	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-11, 12.....			28.11	
4193-03	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-13, 14.....			28.11	
4193-04	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-15, 16.....			39.65	
4193-05	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-42, 43.....			15.40	

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
4193-06	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-44, 45			\$15.40	
4193-07	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-46, 47, 48			23.49	
4193-08	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-81, 82			14.64	
4193-09	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-83, 84			14.64	
4193-10	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-85, 86			14.64	
4193-11	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-87, 88			14.64	
4193-12	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-89, 90			14.64	
4193-13	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-91, 92			14.64	
4193-14	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-93, 94			14.64	
4193-15	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-95, 96			14.64	
4193-16	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-97, 98			14.64	
4193-17	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-99, 100			14.64	
4193-18	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-101, 102, 103			21.95	
4193-19	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-162, 163			13.86	
4193-20	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-164, 165			24.64	
4193-21	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-166, 167			35.03	
4193-22	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-168, 169			35.03	
4193-23	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-170, 171			35.03	
4193-24	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-172, 173			18.87	
4193-25	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-181, 182			33.49	
4194-26	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-183, 184			24.64	
4194	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-218-P., 219 à-to 221, 222-P., 261, 262			6.55	\$227.28
4194-01	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-263, 264			6.55	
4194-02	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-265, 266			6.55	
4194-03	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-267, 268			6.55	
4194-04	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-269, 270			6.55	
4194-05	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-271, 272			6.55	
4194-06	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-273, 274			6.55	
4194-07	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-275, 276			6.55	
4194-08	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-277, 278			6.55	
4194-09	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-279, 280			6.55	
4194-10	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-281, 282, 283			9.63	
4196	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-223 à-to 233, 234-P., 360, 361			5.77	343.41
4196-01	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-362, 363			5.77	
4196-02	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-364, 365			5.77	
4196-03	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-366, 367			5.77	
4196-04	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-368, 369			5.77	
4196-05	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-370, 371			5.77	
4196-06	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-372, 373			5.77	
4196-08	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-376, 377			5.77	
4196-09	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-378, 379			5.77	
4196-10	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-380, 381, 382			8.85	
4196-11	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-457, 458			5.77	
4196-12	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-459, 460			5.77	
4196-13	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-461, 462			5.77	
4196-14	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-463, 464			5.77	
4198	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	217-242-P., 243 à-to 491				4,272.75
4199	N. Levine & Son Inc. et al., 4855 Isabella, Montréal	218-1, 2-P. à-to 11-P., 12, 13, 14-P., 15, 16, 17-P., 18 à-to 52, 53-P.				968.03
4268	R. O. Auxtin Uxor, 20 Karol Drive, Framingham, Mass.	227-217, 216	\$16.10	\$16.00	15.40	16.00
4345	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-392			7.70	8.00
4373	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-424, 423			15.40	56.00
4373-01	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-422, 421			15.40	
4373-02	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-420, 419, 418			23.10	
4502	M.D.Q. Ltd., 15,850 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	Bâtisse sur-Building on 232-19 P.				131.89
4528	Jacques Hébert, 22, 96e Avenue, Pointe-aux-Trembles	235-361-P, 360-P.			9.71	
4602	Hôtel Bout de l'Île Inc., 16,403 Bureau, Pointe-aux-Trembles	235-47			305.09	228.11
4603	Hôtel Bout de l'Île Inc., 16,403 Bureau, Pointe-aux-Trembles	235-47				207.38
4618	Mlle Gertrude Desjardins, 4683 Côte Ste-Catherine, Montréal, P.Q.	235-27 à-to 24			11.40	

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
4651	David Myers Lerner, 5915 avenue McDonald, Montréal.	216-562 à-to 563, 573, 574.			\$91.64	\$112.81
4709-02	Mme J. L. Paquette, 6667 De La Roche, Montréal	206-389, 390.			40.10	
4714	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	206-1588 à-to 1590			48.56	
4729	Eugène Dinelle, 2402 Ste-Catherine E, Montréal.	212-1241.	\$4.03	\$4.00	3.86	4.00
4789	Dame Georges Lesage, 5147 Jeanne D'Arc, Mtl.	206-558, 559.			5.11	
4790	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	206-1492.			15.64	
4795	Corp. Frs. Mineurs Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-616, 615.			19.49	
4795-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-614, 613.			19.49	
4795-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-612, 611.			19.49	
4795-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-610, 609.			19.87	
4795-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-550, 549.			19.49	
4795-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-548, 547.			19.49	
4795-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-546, 545.			4.21	
4795-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-544, 543.			4.29	
4836	Dame Jean Benge, 11,715 Tolhurst, Montréal.	206-453.	13.43		20.34	11.20
4838	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	206-1560 à-to 1562			48.56	
4839	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-670, 669.			19.49	
4839-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-668, 667.			19.49	
4839-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-666, 665.			19.49	
4839-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-664, 663.			19.87	
4839-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-651, 650.			19.49	
4839-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-649, 648.			19.49	
4839-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-647, 646.			4.21	
4839-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-645, 644.			4.29	
4911	Edouard Gagné, 25, 67e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	205-1111, 1112.	18.62	16.40	33.33	16.40
4926	Abe P. Starr, 7515 East Luc, Côte St-Luc, Montréal	206-53, 54.			37.16	21.80
4928	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	206-56.			18.03	
4939	Louise Lachapelle, 2034 Cartier, app. 3, Montréal.	199-14.			23.98	
5004	Philippe Fraser, 29 De Normandie, Pointe-aux-Trembles.	199-10.			50.35	18.80
5005	Philippe Fraser, 29 De Normandie, Pointe-aux-Trembles.	199-11, 12.	35.79		326.42	218.00
5010	Stékal Inv. Corp. a/s H. Margolese, 1550 de Maisonneuve, Suite 809, Montréal.	200-P., 200 à-to 200-P.			3, 184.25	112.26
5019	Dame Gilles Rocheleau, 12,177 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.	180-4-P., 180-5-P.			435.68	
5037	Mme Corine Roy, 6504 St-Dominique, Montréal.	185-24.	138.65		230.79	32.40
5064	Wister Corp., 395, Mayor, Suite 1011, Montréal.	197-P.			10,779.43	
5066	Wister Corp., 395, Mayor, Suite 1011, Montréal.	198-10, 11.			140.11	
5079	New Development Corp. a/s B. Small Co., 1010, Ste-Catherine O., chemin 706, Montréal.	200-P.			3,334.89	
5079-01	New Development Corp. a/s B. Small, Co., 1010, Ste-Catherine O., chemin 706, Montréal.	200-P.			3,427.82	
5102	Gérard Poitras & Uxor, 11,800, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.	184-38, 39.	115.06	74.40	244.22	74.40
5133	Jean-Paul Matteau Ltée, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles.	185-71-P.			572.37	367.60
5136	Jean-Paul Matteau Ltée, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles.	185-70-P.			664.57	344.40
5136-01	Jean-Paul Matteau, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles.	185-70-P.			292.34	172.80

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
5136-02	Jean-Paul Matteau, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-70-P., 71-P...			\$574.32	\$367.60
5137	Dame Pierre Rodrigue, 10,384, Boul. St-Michel, Montréal-Nord, P.Q.	185-73-P.....			542.18	323.60
5143	Jean-Paul Matteau Ltée, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-82-P.....				19.91
5143-02	Jean-Paul Matteau & Uxor, 13, 906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-82-P.....			106.34	16.00
5150	Canadian National Rly, P.O. Box 8100, Montréal	191-P. 195-P., 196-P.....			302.36	
5150-01	Canadian National Rly, P.O. Box 8100, Montréal	195-P.....			312.48	
5150-02	Canadian National Rly, P.O. Box, 8100, Montréal	196-P.....			430.50	
5155	René Fontaine, 13,171, Victoria, Pointe-aux-Trembles	199-91, 92, 116, 117.....			272.92	136.80
5155-01	René Fontaine, 13,171, Victoria, Pointe-aux-Trembles	199-91, 92, 116, 117.....				67.76
5158	Wister Corp., 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	202-62.....			12.00	
5166	C. Pouliot, E. L. Lemieux, 1361, 17e Avenue, Pointe-aux-Trembles	185-77-P.....			592.23	338.57
5193	Lucien L'Abbé, 305, De Normandie, Pointe-aux-Trembles	185-199.....			323.51	
5203	Louis Grenier, 425, De Normandie, Pointe-aux-Trembles	185-209.....			66.38	
5254	Denis Baily, 12,322, Parent, Pointe-aux-Trembles	182-134, 135.....			264.73	188.82
5268	Ansleme Daigle, 3621, Sherbrooke, Montréal	177-149-P., 150-P.....			168.99	
5317	Saul Harry Miller, 1094, St-Viateur O., Montréal	184-188.....			161.47	12.32
5318	Herman Daigneault et al., 1639, Orléans, Montréal	184-208 à-to 211			372.96	125.20
5356	Dame Giovanni Cianci, 12,534, Parent, Pointe-aux-Trembles	177-241, 242-P. . .	\$347.53	\$186.80	357.07	186.80
5357	Dame Giovanni Cianci, 12,534, Parent, Pointe-aux-Trembles	177-242-P., 243-P.	220.03	183.40	227.06	182.40
5429	C. Baillargeon & Frères Ltée, 40 Des Frères, Pointes-aux-Trembles	184-318, 319, 320-P.....			354.56	357.51
5547	Georges Lechasseur, 12,205, Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles	180-318, 319, 320-P.			433.95	172.00
5553	J. P. Nadeau, 12,311, Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles	182-394, 395, 396-P. 376 à-to 377...			133.79	
5560	J.-Emile Leblanc, 12,415, Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles	184-448, 449.....			263.93	150.00
5629	Aug. E. Hormidas Dubuc, 2301, Régent, Montréal	190-444 à-to 446			46.32	25.60
5632-27	Eli Brown et al., 772, Wilder, Outremont, Montréal	190-9.....			3.29	
5634	G. Albert Gauthier, 4523 De Laroche, Montréal	177-486-P.....			24.66	8.28
5666	Roland Proulx, 12,133, Ontario, Pointe-aux-Trembles	177-518-P., 519-P.			191.93	136.00
5676	Dame Alfred Deschamps, 12,241, Ontario, Pointe-aux-Trembles	181-515, 516.....			73.41	
5693	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-406.....				21.57
5697	Lucien Labbé, 12,254, Gratton, Pointe-aux-Trembles	181-567, 568-P. . .			118.28	
5709	Bernard Bourbonnais, 12,334, Gratton, Pointe-aux-Trembles	182-548-P., 549, 550.....			416.98	
5710	Dame Roger Perron, 12,356, Gratton, Pointe-aux-Trembles	184-566, 67, 68-P.			406.77	140.40
5712	Paul Chartier, 12,384, Gratton, Pointe-aux-Trembles	184-570-P., 71, 72			431.96	144.00
5717	Lionel Caron, 12,117, Gratton, Pointe-aux-Trembles	177-577-P., 578-P.			189.63	136.00
5734	Ernest Painchaud, 12,291, Gratton, Pointe-aux-Trembles	182-553-P., 554 ..			329.87	161.60
5740	André Baillargeon, 1780, Carré Duclaux, Québec	184-602-P., 603, 604.....	411.24	152.00	429.13	152.00
5741	Laurier Gatien, 5360, Delanaudière, Montréal	184-638, 639.....			131.76	
5747	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-638 3.....			71.67	
5752	Jean-Paul Beauchamp, 12,400, Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	182-603, 4, 5, 6, 7, 8, 9.....			803.09	73.20

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
5756	Jacques Joyal, 1014, 1ère Avenue, Pointe-aux-Trembles.	184-635-P., 636 ..	\$343.27	\$79.24	\$ 354.35	\$ 110.80
5771	Jean-Paul Beauchamp, 12,400, Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles.	182-630, 1, 2, 3, 4, 5, 6			564.78	121.60
5772	Jean-Paul Beauchamp, 12,400, Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles.	184-662, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 184-702, 3, 4, 5, 6, 184-719-P.			803.10	233.20
5785	Ben Cohen et al., 591, Davaar, Montréal.	200-P.			3,238.61	1,219.64
5797	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	181-696.			9.86	12.60
5799-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e ave, Pointe-aux-Trembles.	181-698, 699.			19.06	24.50
5805	Curé Paroisse Ste-Anne, a/s Foyer Charité, 3500, 32e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	199-582, 3, 4.			152.84	23.20
5810	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-730, 1, 2, 3, 4, 5.			19.11	87.10
5810-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-732, 733.			19.11	
5810-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-734, 735.			19.14	
5812	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-755, 756, 181-714.			31.76	40.60
5827	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	181-757, 758.			20.19	25.90
5841	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-792, 3, 4, 5, 6, 177-797, 798, 818			78.18	100.10
5842	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-819, 820.			21.90	33.18
5843	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	181-776, 77, 78.			30.52	39.20
5844-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	181-779.			9.86	12.60
5852	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-822, 823.			21.23	199.08
5852-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-824, 825.			21.23	
5852-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-826, 827.			21.25	
5852-03	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-828, 829.			21.76	
5852-04	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-830, 831.			23.51	
5852-05	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	177-832, 833.			22.36	
5853	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	181-821, 22, 23, 24			42.60	54.60
5856	Raimondo Costanzo, 2652 Vauquelin, Montréal.	198-442, 443.			32.66	6.10
5904-02	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	174-100, 2.			392.04	78.40
5905-04	Lave Auto Pointe-aux-Trembles Ltée, 1295 St-Jean-Baptiste, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	174-100, 5, 4.			752.01	161.60
5905-05	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	174-100, 5, 5.			750.75	160.40
5905-06	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	174-100, 5, 6.			748.99	159.20
5905-07	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	174-100, 5, 7.			206.52	45.20
5905-08	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	176-372, 4.			1,169.43	113.20
5905-09	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.	176-372, 3.				157.20
5913	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	176-109.			107.75	33.18
5917	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	176-115.			107.75	33.18
5919	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	176-130, 1, 2, 3, 4.			538.72	165.90

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
5921	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-167, 168, 169.			\$323.25	\$99.54
5922	La Tourelle Inc., a/s Robert Beaudry, 210 Crémazie O., Montréal	176-170, 171, 172.	\$103.32	\$81.29	323.25	99.54
5929	Robert Sareault, 3459 boulevard St-Jean-Baptiste, Pointe-aux-Trembles	176-261, 262, 263.			299.30	
5933	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-318 à-to 324, 176-337 à-to 343			60.92	156.80
5933-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-320, 321.....			60.92	
5933-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-322, 323, 324.			91.38	
5933-03	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-337, 338.....			60.92	
5933-04	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-339, 340.....			60.94	
5933-05	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-341, 342, 343.			91.43	
5937	La Plaza St-Jean-Baptiste, 6420 Victoria, Montréal, chambre 5	176-48-49.....	175.90	65.95		
5951-02	Mme Pierre Joly, 1920, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-419 1.....			245.75	
5953	La Tourelle Inc. a/s Robert Beaudry, 210 Crémazie O., Montréal	176-212 à to 215..	163.38	112.18	47.82	136.87
5956	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-253-P.....			80.97	14.70
5958	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-258.....				30.10
5960	Frank Cih, 12,056 Prince-Arthur, Pointe-aux-Trembles	176-274 à-to 277..			198.65	116.65
5961	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-289-P., 290...			21.49	25.90
5963	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-307 à-to 310..			34.53	44.10
5966	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-331 à-to 334, 345 à-to 348 350 à-to 353...			99.97	127.40
5968	La Tourelle Inc. a/s Robert Beaudry, 210 Crémazie O., Montréal	176-192, 211, 216.	54.44	78.19	49.17	95.39
5970	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-344, 349.....			112.61	136.87
5973-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-287, 292, 311, 325, 330, 278, 297, 316, 335, 354.....			153.61	364.98
5973-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-762, 780, 825, 826, 828, 820-P. 835.....			170.18	366.64
5973-03	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-44, 45, 778, 799, 821, 44, 45, 40, 152, 152 à- to 213.....			398.10	891.71
5973-04	John McCarthy, 21 boulevard Levesque, Repentigny	176-423.....			3.65	
5973-07	Les Entreprises Immobilières Cardinales Ltée, 110 Crémazie O., 10e étage, Montréal	176-422.....			247.80	
5973-09	Les Entreprises Immobilières Cardinales Ltée, 110 Crémazie O., 10e étage, Montréal	176-838.....			13.47	
5996	Gilbert Chevrier, 837, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-75, 76.....			39.47	
5998	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-156.....			48.57	19.91
6003	Léonard Forest, 953, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-163, 164.....			152.79	
6013	Mme Antonio Biondo, 12,110 Dorchester, Pointe-aux-Trembles	177-284 à-to 286-P.....	438.26	258.00	460.07	258.00

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
6054-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-838-P.....			\$13.70	
6061	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-766 à-to 777..			17.48	\$159.26
6061-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-791, 817, 834, 835.....			23.68	234.75
6061-06	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-768, 769, 834, 835.....			17.48	
6061-07	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-770, 771.....			17.48	
6061-08	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-772, 773.....			17.46	
6061-09	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-774, 775.....			17.46	
6061-10	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-776, 777.....			17.46	
6063	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-44-P., 45-P..			30.72	68.85
6093	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-354.....			77.80	91.91
6106	Entreprises Rex Inc. a/s Lajoie Gélinas et al., 215 St-Jacques, Montréal.	177-535.....			85.03	
6120	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-665-P., 666..			153.43	
6124	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-789, 790.....			17.48	22.40
6188	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-690-P., 691..			153.43	
6191	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-805.....			8.73	11.20
6192	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-806, 807.....			17.46	26.54
6193	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-808, 809.....			17.47	26.54
6194	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-810 à-to 816..			17.48	92.90
6194-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-812, 813.....			17.48	
6194-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-814, 815, 816.			26.22	
6201	Gérard Robert, 110 Ste-Etienne, L'Assomption...	180-14, 15.....			174.18	169.20
6253	Paul Lucien Colette, 1852, 14e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-399-P., 400, 401-P.....			137.40	
6255	Lucien Deschamps, 2180 Désormeaux, Montréal..	180-631 1,631 2-P.			244.11	106.80
6261-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-484-P., 518-P.				9.95
6326	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-516-P., 517, (180-647).....			201.97	65.80
6362	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181, 275.....			79.22	22.40
6365	Maurice Levesque, 1240, 15e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-280, 281.....			58.09	
6377	André Bastien, 1460, 15e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-397, 398.....			60.81	
6380	Roger Ouellette, 87 Du Crochet, Laval des Rapides.	181-401.....	\$90.03	\$11.20	89.54	11.20
6402	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-847.....			466.89	343.00
6402-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-775.....			5.22	10.78
6403-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-702, 703.....			20.68	26.60
6406	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-708, 709.....			20.68	26.60
6407	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-710, 711, 712.			30.62	39.20
6408	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-763, 764.....			20.82	26.60
6410	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-769 à-to 774..			61.11	80.60

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
6411	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	181-827.....			\$ 12.00	\$ 18.25
6446	Cyprien Dion, 1811, 15e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	181-543, 544.....			377.48	185.60
6455	Camille Boutin, 11952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	181-846.....			159.89	106.40
6456	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	181-845.....			688.50	535.20
6506	Dame Marcel Therroux, 1950, 16e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	181-622-P., 23-P., 182-562-P., 63-P.....				90.80
6533	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	182-170.....			52.99	19.91
6535	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	182-172.....			52.99	19.91
6572-02	Bertrand Blain, 1913, 16e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	182-580-P., 581-P.			42.50	
6572-09	Gérard Amesse, 1955, 16e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	182-587-P., 588-P.			222.67	21.76
6573	Jean-Paul Beauchamp, 12,400 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles.....	182-637 à-to 639, 640-P.....			736.33	343.60
6574	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	182-818.....			158.62	66.36
6575-02	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	182-816, 2, 2.....			377.40	
6576	Jean-Paul Beauchamp, 12,400 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles.....	182-649-P.....			15.71	8.48
6576-01	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	182-817.....			1,488.20	1,226.80
6582	Les Entreprises Rex Inc., 215 St-Jacques, Suite 508, Montréal.....	182-112, 113, 114.			161.91	33.60
6632	Jean-Paul Beauchamp, 12,400 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles.....	182-650, 651, 652-P.....			83.57	44.80
6634	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	182-819.....			59.56	66.36
6636	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	184-881.....			706.29	343.60
6636-01	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	184-881 1.....			507.75	248.00
6655	G. Albert Gauthier Ltée, 4523 De Laroche, Montréal.....	184-87-P.....	\$70.32	\$16.68	17.30	7.47
6690	Jean Bade, 1639, 17e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	184-482-P. à-to 484-P.....			350.20	75.81
6718	Raoul Bouchard, 804, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	184-110-P., 111...			54.56	
6746	Laurent Albert, 1622, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	184-492, 493.....	332.49	24.58	354.30	173.20
6762	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	184-883.....			333.55	291.20
6764	Mme Vve Albert Bond, 503, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	184-47, 48.....	98.56	81.29	105.14	102.86
6799	Maurice Beudet, 1415, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	184-396, 397.....			333.97	149.53
6814	Roger Warren, 1911, 19e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	184-643, 644-P...			8.11	
6815	Rock Entreprises Ltd., 2360 Chemin Lucerne, Ville Mont-Royal, P.Q.....	184-644-P., 45-P..			230.06	
6822	Jean-Paul Beauchamp, 12,400 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles.....	184-707, 708, 709-P.....			1,902.27	1,616.80
6823	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	184-884.....			71.28	64.70
6824	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	184-882.....			1,600.93	1,501.60
6832	Mme Camille Thibault, 6504 St-Dominique, Montréal.....	185-32.....			302.20	24.00
6837	Jean-Paul Matteau & Uxor, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles.....	185-67.....	151.02	17.60	150.24	17.60
6838	Jean-Paul Matteau & Uxor, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles.....	185-66-P.....	65.46	7.60	65.11	7.60

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1968	Taxes scol. 1968	Taxes munic. 1969	Taxes scol. 1969
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
6846	Jean-Paul Matteau & Uxor, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles.	185-84	\$224.71	\$16.00	\$224.01	\$ 16.00
6908	Gérard Baillargeon, 40 Des Frênes, Pointe-aux-Trembles.	185-313			392.77	210.00
6934	Claude Castonguay, 350 Des Bouleaux, Pointe-aux-Trembles.	185-342			71.86	
6977-21	Eli Brown et al., 772 Wilder, Outremont, P.Q.	190 2 9				159.63
7063	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	198-260 à-to 265			18.24	50.40
7063-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	198-262, 263			18.24	
7063-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	198-264, 265			18.24	
7084	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	198-95, 96			70.68	28.20
7101	W.M. McCormack, 5272 Doherty, Montréal.	198-393	4.84	4.50	9.12	5.69
7102	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	198-394 à-to 396			29.04	31.52
7105-03	Guisepe Pizzuto, 6820 Papineau, app. 1, Montréal.	198-444, 445			4.20	
7105-04	Guisepe Pizzuto, 6820 Papineau, app. 1, Montréal.	198-446, 447			18.24	
7105-05	Guisepe Pizzuto, 6820 Papineau, app. 1, Montréal.	198-448, 449			18.29	
7124	Philippe Fraser, 29 De Normandie, Pointe-aux-Trembles.	199 9			64.94	43.60
7132	Guy Morrow, St-Césaire, comté Rouville.	199-44	9.45	8.40	14.39	8.40
7151	Paul Aubertin, 1120 Bernard O. Outremont, Montréal.	199-194, 195	13.68		40.46	13.60
7165	Victor Waskiewicz, 6660, 10e Avenue, Rosemont, Montréal.	199-305, 306			70.68	
7171	Joseph Flaner, 735 Cave Circle, Ville St-Laurent.	199-397, 398				16.12
7237	Eugène Badran, 4171 St-Denis, Montréal.	199-411 à-to 413			107.54	22.00
7238	Émilien Bergeron, a/s M. Bergeron, 3998 De Bulion, Montréal.	199-414 à-to 416			2.83	
7241	Joseph Flaner, 735 Cave Circle, Ville St-Laurent.	199-423, 424			71.83	17.54
7257	Hector Lapierre, 6 rue Paul, C.P. 472, St-Sauveur des Monts, Cté Terrebonne, P.Q.	199-733			28.15	7.20
7292	Colin W. Paterson, 359 Melville Avenue, Westmount, Montréal.	199-256, 257			72.53	
7371	Mme Henri Pigeon, 2550 Hameury, Duvernay, Laval.	202-102	7.86	6.80	36.37	6.80
7398-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	40-24, 25, 26, 32, 157, 163, 164, 169, 249, 152, 152A, 152 à-to 176, 254, 306, 177, 804			69.30	149.31
7442-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	40-44, 45, 46			25.16	
7461	Léopold Tapin, 1808 Létourneux, Montréal.	28-32, 33			22.27	24.00
7461-01	Léopold Tapin, 1808 Létourneux, Montréal.	28-34, 35			22.66	
7462	L. Lalonde, a/s P. Perras, Ch. 804 de la Bourse, Place Victoria, Montréal.	28-36 à-to 39	24.16	24.00	22.27	24.00
7462-01	L. Lalonde, a/s P. Perras, Ch. 804 de la Bourse, Place Victoria, Montréal.	28-38, 39			22.66	
7514	Assouline et al., a/s David Stein, 145 Springrove Crescent, Outremont, Montréal.	31-32-P., 32-P			2,027.41	1,080.72
7517	Sam Stein, 145 Springrove Crescent, Outremont, Montréal.	36-P			3,400.58	
7521	Assouline et al., a/s David Stein, 145 Springrove Crescent, Outremont, Montréal.	37-P			3,512.92	2,063.80
7540	Hyman Grinstein, 1350 Lajoie, app. 5, Montréal.	40-205, 206				
		41-7, 8	39.61		62.74	24.17
7598	William Begg, 6430, 42e Avenue, app. 5, Montréal	40-443-P			4.87	5.69

Numéro de compte	Nom et adresse	No du cadastre et subdivisions	Taxes munic. 1965	Taxes scol. 1965	Taxes munic. 1966	Taxes scol. 1966	Taxes munic. 1967	Taxes scol. 1967
Account number	Name and address	No. of cadastre and subdivisions	Munic. taxes	Scholl taxes	Munic. taxes	School taxes	Munic. taxes	School taxes
2283-01	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	Terre 205.....					\$840.06	\$1,148.80
5634	Gauthier, G. Albert, Ltée, 4523 De Laroche, Montréal	177-486-P.....	\$22.99	\$4.28	\$23.72	\$4.96	23.72	6.09
6063	Crédit Immobilier, Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-44-P, 45-P.					24.28	50.66
7269	St-Germain, Léo	199-906-P.....				.31	.43	.88
7598	Begg, William, 6430, 42e Avenue, app. 5, Montréal	40-443-P.....				3.51	1.85	3.51
								4.07

La Commission municipale de Québec a, le onze février 1971, autorisé une énumération abrégée.

Donné à Pointe-aux-Trembles, Québec, ce 15e jour de février 1971.

Le greffier,
GUY VANIER.

38808-8-2-o

The Québec Municipal Commission has, on February 11, 1971, authorized a summarized description.

Given at Pointe-aux-Trembles, Québec, this 15th day of February 1971.

GUY VANIER,
City Clerk.

38808-8-2-o

Ventes d'effets non réclamés

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Réclamations marchandises

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de septembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, encanteurs, 2276 est, rue Ontario, Montréal, à midi, le mercredi 10 mars 1971, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 28 janvier 1971.

Le directeur,
W.W.R. BRADFORD.

38509-6-5-o

Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, lundi, le vingt-neuvième (29e) jour de mars 1971, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 1er février 1971.

Le superviseur,
G. P. WATSON.

38669-7-6-o

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian National Railway Company

Merchandise Claims Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of September 1970, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St-Lawrence Region of the Canadian National Railway Company, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2276 Ontario Street East, Montreal, at 11:30 a.m., Wednesday, March 10, 1971, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Québec, January 28, 1971.

W.W.R. BRADFORD,
Manager.

38509-6-5-o

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of November 1970, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Monday, the twenty-ninth (29th) day of March 1971, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 1, 1971.

G. P. WATSON,
Supervisor.

38669-7-6-o

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 232

Québec, le 20 janvier 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une modification au règlement No 1 de l'Aide sociale.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 48 de la Loi de l'Aide sociale (chapitre 63 des Lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil possède un pouvoir de réglementation;

ATTENDU qu'aux termes de l'arrêté en conseil numéro 3491 du 17 septembre 1970, des règlements ont effectivement été adoptés sous l'empire de cette même Loi;

ATTENDU que l'article 2.01 du règlement No 1 de l'aide sociale comporte des difficultés d'application relativement lourdes pour le personnel des bureaux régionaux et locaux d'aide sociale;

ATTENDU que la référence au paragraphe 4.04 mentionnée au sous-paragraphe 3 du paragraphe a) de l'article 4.05 du règlement No 1 de l'aide sociale est erronée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires sociales:

QUE ledit article 2.01 soit abrogé et remplacé par le suivant à compter du 1er novembre 1970;

2.01 La valeur de l'aide mensuelle, qu'il s'agisse de l'aide en espèce, en nature ou sous forme de services, est égale au déficit entre l'ensemble des besoins ordinaires et spéciaux d'une famille ou d'une personne seule et l'ensemble de leurs revenus.

Les revenus hebdomadaires sont transposés sur la base mensuelle en les multipliant par le facteur 4.3, lorsque la famille ou la personne seule réalise ces revenus pendant tout le mois.

QUE l'article 4.05 dudit règlement No 1 de l'aide sociale soit modifié en remplaçant au sous-paragraphe 3 du paragraphe a) du même article la référence 4.04 par 4.06.

Le greffier du Conseil exécutif,

38856-0

JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 661

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la prolongation du règlement de prélèvement de neuf (9) Comités paritaires régissant le commerce de l'Alimentation dans la Province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 232

Québec, January 20, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Regulation No. 1 on Social Aid.

WHEREAS, under section 48 of the Social Aid Act (chapter 63 of the Statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations;

WHEREAS, regulations under such Act were made by Order in Council No. 3491 of September 17, 1970..

WHEREAS it will prove difficult for the personnel of the regional and local Social Aid offices to apply article 2.01 of Regulation No. 1 on Social Aid:

WHEREAS the reference to article 4.04 mentioned in sub-paragraph 3 of paragraph (a) of article 4.05 of Regulation No. 1 on Social Aid is erroneous;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the said article 2.01 be abrogated and replaced by the following, from and after November 1, 1970;

2.01 The value of the monthly aid, whether it be aid in money, in kind or in the form of services, is equal to the deficit which exists between the aggregate of the ordinary and special needs of a family or individual and the aggregate of its or his income.

The weekly income is calculated on a monthly basis by multiplying it by 4.3 when the family or individual is in receipt of this income for the whole month.

THAT article 4.05 of said Regulation No. 1 on Social Aid be amended by replacing reference 4.04 by reference 4.06 in sub-paragraph 3 of paragraph (a) of the same article.

JULIEN CHOUINARD,

38856

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 661

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the extension of the levy by-law of nine (9) Parity Committees governing the Food Trade in the Province of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE les règlements de prélèvement des Comités paritaires ci-après mentionnés, soient prolongés aux mêmes taux et conditions jusqu'au 31 mai 1971;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1811 du 21 juin 1968 relativement au Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3085 du 15 octobre 1969 relativement au Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Drummondville;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 445 du 18 février 1969 relativement au Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2991 du 8 octobre 1969 relativement au Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1682 du 8 avril 1970 relativement au Comité paritaire de l'Alimentation en gros, région de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2093 du 16 juillet 1969 relativement au Comité paritaire de l'alimentation au détail de St-Hyacinthe;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1753 du 10 juin 1969 relativement au Comité paritaire de l'alimentation au détail de Sherbrooke et région;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1754 du 10 juin 1969 relativement au Comité paritaire du commerce de détail d'Asbestos;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3929 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire du commerce de détail de Richmond et Melbourne.

Le greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

38858-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 323

Québec, le 20 janvier 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu.

ATTENDU QUE l'article 114 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69) prévoit une réduction d'impôt dans le cas de certains bénéfices reçus par des employés, concernant le droit de souscrire à des actions;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 168 de ladite loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre du Revenu, de faire des règlements pour réduire l'impôt prévu par la présente loi, de la manière et dans la proportion qu'il jugera à propos;

ATTENDU QU'IL y a lieu de rendre applicable aux années 1970 et suivantes les dispositions du règlement adopté par l'arrêté en conseil numéro 409 du 4 février 1970, émis sous l'empire de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69).

THAT the levy by-laws of the Parity Committees mentioned hereinbelow be extended until May 31, 1971, without any change in rates or conditions:

The by-law approved by Order in Council number 1811 of June 21, 1968, respecting the *Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi*.

The by-law approved by Order in Council number 3085 of October 15, 1969, respecting "The Food Trade Parity Committee of Drummondville".

The by-law approved by Order in Council number 445 of February 18, 1969, respecting *Le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière*.

The by-law approved by Order in Council number 2991 of October 8, 1969, respecting "The Retail Food Trade Parity Committee of Québec".

The by-law approved by Order in Council number 1682 of April 8, 1970, respecting "The Wholesale Food Parity Committee, Québec district".

The by-law approved by Order in Council number 2093 of July 16, 1969, respecting the "Food Trade Parity Committee of St-Hyacinthe".

The by-law approved by Order in Council number 1753 of June 10, 1969, respecting "The Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke vicinity".

The by-law approved by Order in Council number 1754 of June 10, 1969, respecting "The Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos".

The by-law approved by Order in Council number 3929 of December 10, 1969, respecting the "Richmond and Melbourne Retailers Joint Committee".

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

38858-0

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 323

Québec, January 20, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the computation of the tax related to certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act.

WHEREAS section 114 of the Provincial Income Tax Act, (R.S.Q. 1964, chapter 69) provides for a reduction of income tax in the case of certain benefits received by employees concerning the right to acquire shares;

WHEREAS under paragraph one of section 168 of the above mentioned Act the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Revenue, may make regulations to reduce the tax provided for by the said Act in such manner and to such extent as he may deem fit;

WHEREAS it is expedient that the provisions of the regulation passed by Order in Council number 409 of February 4, 1970, under the Provincial Income Tax Act, be made applicable to the taxation year 1970 and subsequent years.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant le calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu ».

Vraie copie certifiée.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant le calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu.

1° Le mode de calcul de l'impôt établi par les paragraphes 2 et 3 de l'article 114 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69) est remplacé par le suivant:

a) lorsque d'après les sous-paragraphes *a, b, c* ou *d* du paragraphe 1 de l'article 114, un bénéfice est censé avoir été reçu par un employé en raison de son emploi dans une année d'imposition, l'employé doit, s'il opte en ce sens, payer comme impôt pour l'année, au lieu du montant qui serait autrement payable, un montant égal au total

i) de l'impôt qui serait payable par l'employé pour l'année si aucun bénéfice n'était ainsi censé avoir été reçu par lui dans l'année; et

ii) du montant, s'il en est, par lequel la proportion du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu, que l'ensemble des impôts payables par l'employé pour les trois années précédant immédiatement l'année d'imposition (avant toute déduction prévue par l'article 47 ou 48 et sans compter les impôts attribuables à des bénéfices ainsi réputés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours de ces trois années) représente par rapport à l'ensemble des revenus de l'employé pour ces trois années (en excluant les bénéfices censés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours des trois mêmes années), dépasse le moindre de dix pour cent du montant du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu ou \$100.

b) lorsqu'un employé qui a choisi, sous le régime du paragraphe *a* ci-dessus, de payer comme impôt pour une année un montant déterminé selon ledit paragraphe n'a pas résidé dans la province pendant la totalité des trois années y mentionnées, l'impôt payable d'après le paragraphe *a* est un montant égal à l'ensemble

i) de l'impôt qui serait payable par l'employé pour l'année si aucun bénéfice n'était censé, d'après les sous-paragraphes *a, b, c* ou *d* du paragraphe 1 de l'article 114, avoir été reçu par lui dans l'année; et

ii) du montant, s'il en est, par lequel la proportion du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu, que l'ensemble des impôts qui auraient été payables par l'employé pour les trois années mentionnées au paragraphe *a* (avant toute déduction prévue par l'article 47 ou 48 et sans compter les impôts attribuables à des bénéfices ainsi réputés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours de ces trois années), s'il avait résidé dans la province pendant la totalité de ces années et si ses revenus pour ces années étaient provenus

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled "Regulation concerning the computation of income tax related to certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act" be adopted.

Certified true copy.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the computation of income tax related to certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act.

1. The method of computation of the tax determined by subsections 2 and 3 of section 114 of the Provincial Income Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 69) is replaced by the following:

(a) where a benefit is deemed by paragraphs *a, b, c* or *d* of subsection 1 of section 114 to have been received by an employee by virtue of his employment in a taxation year, the employee shall, if he so elects, pay as tax for the year, in lieu of the amount that would otherwise be payable, an amount equal to the aggregate of

(i) the tax that would be payable by the employee for the year if no benefit were so deemed to have been received by him in the year; and

(ii) the amount, if any, by which the proportion of the benefit so deemed to have been received that the aggregate of the taxes payable by the employee for the three years immediately preceding the taxation year (before any deduction permitted by section 47 or 48 and without taking into account the taxes resulting from benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during those three years) is of the aggregate of the employee's income for those three years (excluding the benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during those three years) exceeds the lesser of ten per cent of the amount of the benefit so deemed to have been received or \$100;

(b) where an employee who has elected under subsection *a* above to pay as tax for a year an amount determined under that subsection was not resident in the province throughout the whole of the three years referred to therein, the tax payable under subsection *a* is an amount equal to the aggregate of

(i) the tax that would be payable by the employee for the year if no benefit were deemed by paragraphs *a, b, c* or *d* of subsection 1 of section 114 to have been received by him in the year; and

(ii) the amount, if any, by which the proportion of the benefit so deemed to have been received that the aggregate of the taxes that would have been payable by the employee for the three years referred to in subsection *a* (before any deduction permitted by section 47 or 48 and without taking into account the taxes resulting from benefits so deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during those three years), if he had been resident in the province throughout those years and his incomes for those years had

de sources situées dans la province, est par rapport à l'ensemble de tous ses revenus pour ces trois années (en excluant les bénéfices censés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours des trois mêmes années), dépasse le moindre de dix pour cent du montant du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu ou \$100. En pareil cas, l'option n'est pas valide à moins que l'employé n'ait produit, avec celle-ci, une déclaration de son revenu pour chacune des trois années, selon la même formule et renfermant les mêmes renseignements que la déclaration qu'il aurait été tenu de produire s'il avait été résidant dans la province durant lesdites années.

2° Le présent règlement s'applique aux années d'imposition 1970 et suivantes. Toutefois, la limite de \$100, concernant le montant maximum qui peut être déduit dans le mode de calcul prévu par ce règlement, n'a pas d'application dans le cas d'un bénéfice reçu conformément à une entente antérieure au 30 mars 1966.

38857-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 233

Québec, le 20 janvier 1971

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au règlement numéro 2 de l'aide sociale.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la Loi de l'Aide sociale (chapitre 63 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil possède un pouvoir de réglementation;

ATTENDU QU'aux termes de l'arrêté en conseil numéro 3491 du 17 septembre 1970, des règlements ont effectivement été adoptés sous l'empire de cette même loi;

ATTENDU QU'en raison de l'implantation du régime d'assurance-maladie, il est devenu nécessaire d'apporter certaines modifications aux règlements précités, notamment au règlement numéro 2;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires sociales:

QUE l'article 2.01 du règlement numéro 2 de l'aide sociale soit modifié de la façon suivante à compter du 1er novembre 1970:

a) en remplaçant le paragraphe « e » de la façon suivante:

le coût des lunettes et lentilles réfractives prescrites par un professionnel de la santé conventionné dans le cadre du Régime de l'assurance-maladie, pour aider une personne à couvrir ce besoin et sujet à vérification de la facture acquittée,

—bureau local:

\$10 lentilles simples sans monture,
\$15 lentilles bifocales sans monture,
\$20 lentilles simples avec monture,
\$25 lentilles bifocales avec monture,
\$45 lentilles pour opéré de cataracte,
\$10 monture.

been from sources within the Province is of the aggregate of all his incomes for those three years (excluding the benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during those three years), exceeds the lesser of ten per cent of the amount of the benefit so deemed to have been received, or \$100. In such a case, the election is not valid unless the employee has filed with it a return of his income for each of the three years in the same form and containing the same information as the return that he would have been required to file if he had been resident in the province in those years.

2. This regulation shall apply to the taxation year 1970 and subsequent years. The \$100 limit, however, concerning the maximum amount deductible by the method of computation provided for by this regulation does not apply in the case of a benefit received under an agreement entered into before March 30, 1966.

38857-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 233

Québec, January 20, 1971

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING an amendment to Regulation No. 2 on Social Aid.

WHEREAS, under section 48 of the Social Aid Act (chapter 63 of the Statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations;

WHEREAS regulations under such act were made by Order in Council No. 3491 of September 17, 1970;

WHEREAS owing to the setting up of the Health Insurance Plan, it has become necessary to amend the abovementioned regulations, in particular Regulation No. 2;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT article 2.01 of Regulation No. 2 on Social Aid be amended in the following way as of November 1, 1970:

(a) by re-writing paragraph "e" in the following way:

the cost of eye-glasses and refractive lenses prescribed by a professional bound by an agreement within the scope of the Health Insurance Plan, to assist the person to meet this need and subject to verification of the paid statement,

—local office:

\$10 for simple lenses without frames,
\$15 for bifocal lenses without frames,
\$20 for simple lenses with frames,
\$25 for bifocal lenses with frames,
\$45 for lenses for persons operated on for cataracts,
\$10 for frames;

b) en introduisant le paragraphe « f » suivant: — le coût, à la Régie de l'assurance-maladie, des services fournis par un optométriste, conformément à l'entente intervenue entre le ministre et l'Association des optométristes;

c) en changeant l'appellation du paragraphe « f » actuel qui devient « g »;

d) en abrogeant les paragraphes « g » et « h » dudit article;

e) en changeant l'appellation du paragraphe « i » actuel qui devient « h ».

Le greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

38856-0

(b) by introducing a new paragraph "f", as follows: the cost, to the Health Insurance Board, of services rendered by an optometrist, in accordance with the agreement reached between the Minister and the Association of Optometrists;

(c) by designating the existing paragraph "f" as new paragraph "g";

(d) by deleting former paragraphs "g" and "h" of the said article;

(e) by designating the existing paragraph "i" as paragraph "h".

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

38856

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 663

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la prolongation du règlement de prélèvement de quatre (4) Comités paritaires régissant des métiers connexes à l'Industrie du Bâtiment.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les règlements de prélèvement des Comités paritaires ci-après mentionnés, soient prolongés aux mêmes taux et conditions jusqu'au 31 mai 1971;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1811 du 17 juin 1969 relativement au Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1226 du 18 mars 1970 relativement au Comité paritaire de l'Industrie du Verre du district de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2990 du 8 octobre 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie du verre plat de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 719 du 19 mars 1969 relativement au Comité Conjoint des Matériaux de construction (Fer et Bronze d'Ornementation).

Le greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

38858-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 664

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du règlement de prélèvement de dix-sept (17) Comités paritaires régissant divers services ou industries dans la Province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les règlements de prélèvement des Comités paritaires ci-après mentionnés, soient prolongés aux mêmes taux et conditions jusqu'au 31 mai 1971;

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 663

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the extension of the levy by-law of four (4) Parity Committees governing trades related to the Construction Industry.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy by-laws of the Parity Committees mentioned herein below be extended until May 31, 1971, without any change in rates or conditions:

The by-law approved by Order in Council number 1811 of June 17, 1969, respecting "The Parity Committee of the Metal trades of the Québec District".

The by-law approved by Order in Council number 1226 of March 18, 1970, respecting "The Parity Committee of the Glass Industry, district of Québec".

The by-law approved by Order in Council number 2990 of October 8, 1969, respecting "The Parity Committee for the Flat Glass Industry of Montreal".

The by-law approved by Order in Council number 719 of March 19, 1969, respecting the *Comité Conjoint des Matériaux de construction (Fer et Bronze d'Ornementation)*.

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

38858-0

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 664

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the levy by-law of seventeen (17) Parity Committees governing general services or industries in the Province of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy by-laws of the Parity Committees mentioned hereinbelow be extended until May 31, 1971, without any change in rates or conditions:

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3354 du 16 octobre 1968 relativement au Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 715 du 19 mars 1969 relativement au Comité paritaire du Camionnage de la région de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3012 du 12 août 1970 relativement au Comité paritaire du Camionnage du district de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2632 du 10 septembre 1969 relativement au Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3938 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie du Cercueil de la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1224 du 18 mars 1970 relativement au Comité paritaire de l'Horlogerie de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3944 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3931 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du district;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3933 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 402 du 4 février 1970 relativement au Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3930 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie de la Literie et du Rembourrage;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2278 du 7 août 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 630 du 18 février 1970 relativement au Comité paritaire des Directeurs de Funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 633 du 18 février 1970 relativement au Comité Conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3937 du 10 décembre 1969 relativement au Comité Conjoint du Commerce des Taverniers de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3945 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire des Distributeurs de pain de la région de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 401 du 4 février 1970 relativement au Comité paritaire de l'Entretien d'édifices publiques, région de Québec;

The by-law approved by Order in Council number 3354 of October 16, 1968, respecting the *Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec*;

The by-law approved by Order in Council number 715 of March 19, 1969, respecting the "Trucking Parity Committee for the Montreal Region";

The by-law approved by Order in Council number 3012 of August 12, 1970, respecting the *Comité paritaire du Camionnage du district de Québec*;

The by-law approved by Order in Council number 2632 of September 10, 1969, respecting the "Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec";

The by-law approved by Order in Council number 3938 of December 10, 1969, respecting the "Joint Committee of the Casket Industry of the Province of Québec";

The by-law approved by Order in Council number 1224 of March 18, 1970, respecting "The Watchmaker's Joint Committee of Montreal";

The by-law approved by Order in Council number 3944 of December 10, 1969, respecting the "Printing Industry Parity Committee for Montreal and district";

The by-law approved by Order in Council number 3931 of December 10, 1969, respecting "The Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and district";

The by-law approved by Order in Council number 3933 of December 10, 1969, respecting the "Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St-Hyacinthe and Vicinity";

The by-law approved by Order in Council number 402 of February 4, 1970, respecting the *Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec*;

The by-law approved by Order in Council number 3930 of December 10, 1969, respecting the "Joint Committee of the Bedding and Upholstering Industry";

The by-law approved by Order in Council number 2278 of August 7, 1969, respecting the "Joint Committee of the Furniture Industry of Québec";

The by-law approved by Order in Council number 630 of February 18, 1970, respecting "The Joint Committee of the Funeral Directors, Islands of Montreal and Jésus";

The by-law approved by Order in Council number 633 of February 18, 1970, respecting "The Tanneries and Curriers Joint Committee of the Province of Québec";

The by-law approved by Order in Council number 3937 of December 10, 1969, respecting "The Tavern Keepers Joint Committee for Québec";

The by-law approved by Order in Council number 3945 of December 10, 1969, respecting the "Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal Region";

The by-law approved by Order in Council number 401 of February 4, 1970, respecting the *Comité paritaire de l'Entretien d'édifices publiques, région de Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 662.

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement de huit (8) Comités paritaires régissant l'Industrie de l'automobile dans la Province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les règlements de prélèvement des Comités paritaires ci-après mentionnés, soient prolongés aux mêmes taux et conditions jusqu'au 31 mai 1971;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3086 du 15 octobre 1969 relativement au Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 229 du 29 janvier 1969 relativement au Comité paritaire de l'industrie de l'automobile du comté de Roberval;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2924 du 1er octobre 1969 relativement au Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de la région de Joliette;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 232 du 29 janvier 1969 relativement au Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 943 du 11 mars 1970 relativement au Comité paritaire de l'automobile de la région de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2064 du 20 mai 1970 relativement au Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Rimouski;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1812 du 17 juin 1969 relativement au Comité paritaire de l'automobile de Rouyn-Noranda;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3356 du 16 octobre 1968 relativement au Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

38858-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 665

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement de seize (16) Comités paritaires régissant les Coiffeurs pour Dames et les Coiffeurs pour hommes dans la Province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 662

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the extension of the levy by-law of eight (8) Parity Committee governing the Automobile Industry in the Province of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy by-laws of the Parity Committees mentioned hereinbelow be extended until May 31, 1971, without any change in rates or conditions:

The by-law approved by Order in Council number 3086 of October 15, 1969, respecting *Le Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay*.

The by-law approved by Order in Council number 229 of January 29, 1969, respecting "The Parity Committee of the Automobile Industry of the County of Roberval".

The by-law approved by Order in Council number 2924 of October 1, 1969, respecting "The Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and District".

The by-law approved by Order in Council number 232 of January 29, 1969, respecting "The Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District".

The by-law approved by Order in Council number 943 of March 11, 1970, respecting the "Automobile Parity Committee, Québec, Région".

The by-law approved by Order in Council number 2064 of May 20, 1970, respecting the "*Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Rimouski*".

The by-law approved by Order in Council number 1812 of June 17, 1969, respecting the "Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda".

The by-law approved by Order in Council number 3356 of October 16, 1968, respecting "The Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

38858-0

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 665

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the extension of the levy by-law of sixteen (16) Parity Committees governing the Ladies' and Men's Hairdressers in the Province of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE les règlements de prélèvement des Comité paritaires ci-après mentionnés, soient prolongés aux mêmes taux et conditions jusqu'au 31 mai 1971;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 945 du 11 mars 1970 relativement au Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 944 du 11 mars 1970 relativement au Comité paritaire des coiffeurs du comté de Roberval;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3939 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs de Drummondville;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3943 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs du district de Hull;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3936 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs de Joliette;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3942 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs des Laurentides;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1230 du 18 mars 1970 relativement à la Commission conjointe des Coiffeurs pour dames de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1227 du 18 mars 1970 relativement au Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3087 du 15 octobre 1969 relativement au Comité conjoint des Coiffeurs de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2633 du 10 septembre 1969 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs du Nord-Ouest du Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1683 du 8 avril 1970 relativement au Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Hyacinthe;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 951 du 11 mars 1970 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs de St-Jean et région.

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 632 du 18 février 1970 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs de Sherbrooke;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4057 du 17 décembre 1969 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs de Trois-Rivières;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2279 du 7 août 1969 relativement au Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3940 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire des coiffeurs de Victoriaville.

38858-o Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 483

Québec, le 3 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

THAT the levy by-laws of the Parity Committees mentioned hereinbelow be extended until May 31, 1971, without any change in rates or conditions:

The by-law approved by Order in Council number 945 of March 11, 1970, respecting "The Saguenay Barbers and Hairdressers Parity Committee".

The by-law approved by Order in Council number 944 of March 11, 1970, respecting the "Hairdressers' Parity Committee of Roberval County".

The by-law approved by Order in Council number 3939 of December 10, 1969, respecting "The Parity Committee of Hairdressers of Drummondville".

The by-law approved by Order in Council number 3943 of December 10, 1969, respecting the *Comité paritaire des Coiffeurs du district de Hull*.

The by-law approved by Order in Council number 3936 of December 10, 1969, respecting the "Hairdressers' Parity Committee of Joliette".

The by-law approved by Order in Council number 3942 of December 10, 1969, respecting the "Laurentian Hairdressers' Parity Committee".

The by-law approved by Order in Council number 1230 of March 18, 1970, respecting the "Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal".

The by-law approved by Order in Council number 1227 of March 18, 1970, respecting the "Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal".

The by-law approved by Order in Council number 3087 of October 15, 1969, respecting the "Joint Committee of Hairdressers of Québec".

The by-law approved by Order in Council number 2633 of September 10, 1969, respecting the "Hairdressers' Parity Committee for North-Western Québec".

The by-law approved by Order in Council number 1683 of April 8, 1970, respecting the "Hairdressers' Parity Committee of St-Hyacinthe".

The by-law approved by Order in Council number 951 of March 11, 1970, respecting the "Hairdressers' Parity Committee of St-John and region".

The by-law approved by Order in Council number 632 of February 18, 1970, respecting the "Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee".

The by-law approved by Order in Council number 4057 of December 17, 1969, respecting the "Hairdressers' Parity Committee of Trois-Rivières".

The by-law approved by Order in Council number 2279 of August 7, 1969, respecting the *Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield*.

The by-law approved by Order in Council number 3940 of December 10, 1969, respecting the "Parity Committee of Hairdressers of Victoriaville".

38858-o JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 483

Québec, February 3, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT un transfert de personnel et section de service du ministère des Travaux publics au ministère des Finances — Bureau du Conseil et du contrôleur de la trésorerie.

ATTENDU qu'il y a au ministère des Travaux publics un service financier incluant quatre (4) postes occupés par des fonctionnaires faisant de la vérification de facture;

ATTENDU qu'il est plus conforme à la législation en vigueur et jugé plus approprié que cette partie de service financier comprenant ces quatre (4) fonctionnaires soit transférée au ministère des finances — Bureau du Conseil et du contrôleur de la trésorerie;

ATTENDU qu'il s'agit des quatre (4) fonctionnaires désignés ci-dessous, avec indication de leur poste d'effectifs, catégorie et traitement annuel:

Poste	Catégorie	Titulaire	Traitement annuel
39	AV/11	Gaboury, Guy	\$
43	ABP	Marcoux, André	\$
47	AV/11	Puchol, Raymond	\$
45	AV/111	Lapointe, Arthur	\$

ATTENDU qu'il y a lieu de transférer ainsi ces quatre (4) fonctionnaires, cette section du service incluant quatre (4) postes d'effectifs, et les deniers afférents pour cette administration;

Vu l'article 63 de la Loi de la fonction publique (Chap. 14 des lois de 1965) et l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R.Q. 1964, chap. 9),

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Travaux publics et du ministre des Finances:

QUE soient transférés du ministère des Travaux publics au ministère des Finances — Bureau du Conseil et du contrôleur de la trésorerie, à compter du 18 janvier 1971, cette section de service incluant quatre (4) postes d'effectifs, les deniers votés pour cette administration, ainsi que les quatre (4) fonctionnaires désignés ci-dessous, soit:

Poste	Catégorie	Titulaire	Traitement annuel
39	AV/11	Gaboury, Guy	\$
43	ABP	Marcoux, André	\$
47	AV/11	Puchol, Raymond	\$
45	AV/111	Lapointe, Arthur	\$

38881-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 667

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement de onze (11) Comités paritaires régissant l'Industrie du Vêtement.

CONCERNING the transfer of personnel and of a section of a service in the Department of Public Works to the Department of Finance, Office of the Treasury Board and of the Comptroller of the Treasury.

WHEREAS there exists in the Department of Public Works a financial service consisting of four (4) positions held by officers engaged in the auditing of invoices;

WHEREAS it is more in conformity with the legislation in force and deemed more appropriate that this section of the financial service consisting of such four (4) officers be transferred to the Department of Finance, Office of the Treasury Board and of the Comptroller of the Treasury;

WHEREAS the said four (4) officers are listed below, with indication of their respective positions, categories and annual salaries:

Position	Category	Officer	Annual Salary
39	AV/11	Gaboury, Guy	\$
43	ABP	Marcoux, André	\$
47	AV/11	Puchol, Raymond	\$
45	AV/111	Lapointe, Arthur	\$

WHEREAS it is deemed expedient to thus transfer the four (4) officers and the section of the service which consists of four (4) positions, and the monies attached for the administration thereof;

IN VIEW OF section 63 of the Civil Service Act (chap. 14 of the Statutes of 1965) and section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q., 1964, chapter 9),

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Public Works and the Minister of Finance:

THAT there be transferred from the Department of Public Works to the Department of Finance, Office of the Treasury Board and of the Comptroller of the Treasury, as of January 18, 1971, that section of the service consisting of four (4) staff positions, the monies voted for the administration thereof, and as the four (4) officers mentioned below, to wit:

Position	Category	Officer	Annual Salary
39	AV/11	Gaboury, Guy	\$
43	ABP	Marcoux, André	\$
47	AV/11	Puchol, Raymond	\$
45	AV/111	Lapointe, Arthur	\$

38881 *JULIEN CHOUINARD,*
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 667

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the levy by-law of eleven (11) Parity Committees governing the Clothing Industry.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'Honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les règlements de prélèvement des Comités paritaires ci-après mentionnés soient prolongés aux mêmes taux et conditions jusqu'au 31 mai 1971;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2635 du 10 septembre 1969 relativement au Comité paritaire des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1225 du 18 mars 1970 relativement au Comité conjoint de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1755 du 10 juin 1969 relativement au Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3932 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie de la Chemise;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1228 du 18 mars 1970 relativement au Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1186 du 16 avril 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie de la fourrure, section du gros de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3935 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie du Gant de Cuir;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2026 du 10 juillet 1969 relativement à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3934 du 10 décembre 1969 relativement au Comité paritaire de l'Industrie de la sacoche de la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1756 du 10 juin 1969 relativement au Comité Conjoint de l'industrie de la confection pour Dames dans la Province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1813 du 17 juin 1969 relativement au Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

38858-o

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy by-laws of the Parity Committees mentioned hereinbelow be extended until May 31, 1971, without any change in rates or conditions:

The by-law approved by Order in Council number 2635 of September 10, 1969, respecting the "The Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal".

The by-law approved by Order in Council number 1225 of March 18, 1970, respecting "The Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry".

The by-law approved by Order in Council number 1755 of June 10, 1969, respecting "The Joint Committee of the Men's, Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry".

The by-law approved by Order in Council number 3932 of December 10, 1969, respecting "The Parity Committee for the Shirt Industry".

The by-law approved by Order in Council number 1228 of March 18, 1970, respecting "The Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal Industry".

The by-law approved by Order in Council number 1186 of April 16, 1969, respecting the "Fur Industry Parity Committee Wholesale Section of Montreal".

The by-law approved by Order in Council number 3935 of December 10, 1969, respecting "The Joint Committee of the Leather Glove Industry".

The by-law approved by Order in Council number 2026 of July 10, 1969, respecting "The Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec".

The by-law approved by Order in Council number 3934 of December 10, 1969, respecting "The Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Québec".

The by-law approved by Order in Council number 1756 of June 10, 1969, respecting the "Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for the Province of Québec".

The by-law approved by Order in Council number 1813 of June 17, 1969, respecting "The Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Québec".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

38858-o

Chartes — demandes d'abandon de

Jo-El Draperies Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Jo-El Draperies Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province

Charters — Applications for Surrender of

Jo-El Draperies Ltd.

Notice is hereby given that "Jo-El Draperies Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec,

de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17e jour de février 1971.

38860-o

La secrétaire,
MIRIAM ELLBOGEN.

for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of February, 1971.

38860-o

MIRIAM ELLBOGEN,
Secretary.

The Montreal Film Society

Avis est donné que « The Montreal Film Society », incorporé en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de ladite Loi.

Daté à Montréal, le 16e jour de février 1971.

Les procureurs de la requérante,
DOHENY, DAY, MACKENZIE
& LAWRENCE.

38861-o

The Montreal Film Society

Notice is hereby given that "The Montreal Film Society", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of February, 1971.

38861-o

DOHENY, DAY, MACKENZIE
& LAWRENCE,
Attorneys for the petitioner.

**Société des Infirmières Visiteuses de
Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine Inc.**

Avis est donné que la « Société des Infirmières Visiteuses de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine Inc. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte.

Donné à Trois-Rivières, ce 2e jour de février 1971.

38862-o

Le secrétaire,
J.-AVILA DENONCOURT.

**Société des Infirmières Visiteuses de
Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine Inc.**

Notice is given that "Société des Infirmières Visiteuses de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine Inc.", shall apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Given at Trois-Rivières, this 2nd day of February, 1971.

38862-o

J.-AVILA DENONCOURT,
Secretary.

P.J. Stein Inc.

Avis est par les présentes donné, que « P.J. Stein Inc. », une corporation incorporée, en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la cité de Montréal, fera application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 15 février 1971.

38863-o

Les procureurs de la compagnie,
BLANSHAY & BLANSHAY.

P.J. Stein Inc.

Notice is hereby given that "P.J. Stein Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 15, 1971.

38863-o

BLANSHAY & BLANSHAY,
Attorneys for the company.

Bournier limitée

Avis est par les présentes donné que « Bournier limitée », corporation légale, incorporée en vertu de la Loi des compagnies, ayant sa place d'affaires à 86, Côte de la Montagne, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Québec, ce 19e jour de février 1971.

38885-o

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ DESMEULES.

Bournier limitée

Notice is hereby given that "Bournier limitée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at 86, Côte de la Montagne, in the city of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Québec, this 19th day of February 1971.

38885-o

ANDRÉ DESMEULES,
Attorney for the company.

Boxbar Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Boxbar Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 5e jour de février 1971.

38886-o

Le procureur de la requérante,
SAMUEL MOSKOVITCH, C.R.

Boxbar Investments Ltd.

Notice is herewith given that "Boxbar Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Montreal, P.Q., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of February 1971.

38886-o

SAMUEL MOSKOVITCH, Q.C.,
Attorney for Applicant.

D.R.C. Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « D.R.C. Holdings Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 18e jour de février 1971.

38887 ROBINSON, SHEPPARD, DRYMER & SHAPIRO.

Les procureurs de la requérante,

D.R.C. Holdings Inc.

Notice is hereby given that "D.R.C. Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 18th day of February 1971.

38887-o ROBINSON, SHEPPARD, DRYMER & SHAPIRO,
*Attorneys for Petitioner.***Godard & Godard inc.**

Avis est donné que la compagnie « Godard & Godard inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Ste-Agathe-des-Monts, ce 16 février 1971.

38888-o

Les procureurs de la compagnie,
GODARD & ROY.

Godard & Godard inc.

Notice is given that "Godard & Godard inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Ste-Agathe-des-Monts, February 16, 1971.

38888-o

GODARD & ROY,
Attorneys for the Company.

Mercure & Frères Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mercure & Frères Inc. », ayant siège social à L'Ange-Gardien, comté Rouville, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

St-Césaire, ce 19e jour de février 1971.

38889-o

Les procureurs de la compagnie,
DENICOURT & JUTRAS, notaires.

Mercure & Frères Inc.

Notice is given that "Mercure & Frères Inc.", a company having its head office at L'Ange-Gardien, county of Rouville, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

St-Césaire, this 19th day of February 1971.

38889-o

DENICOURT & JUTRAS, Notaries,
Attorneys for the Company.

Société de Planification Générale Inc.

Avis est donné que la « Société de Planification Générale Inc. », corporation ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 25e jour de janvier 1971.

38890-o

Le président,
DONAT LANDRY.

Société de Planification Générale Inc.

Notice is given that "Société de Planification Générale Inc.", a corporation having its head office in Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 25th day of January, 1971.

38890

(Seal)
DONAT LANDRY,
President.

**Divers
Compagnies**

**Cancot Industries Inc.
Les Industries Cancot inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « C », de la compagnie « Canadian Cotton & Wool Waste Co. Limited », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de février 1931, changeant son nom en celui de « Cancot Industries Inc. — Les Industries Cancot inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38864-o

66-31

**Cartier Tower Ltd.
La Tour Cartier Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 1(a), de la compagnie « Angelnor Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de juillet 1970, changeant son nom en celui de « Cartier Tower Ltd. — La Tour Cartier Itée ».

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*

38865-o

3055-70

**Centre Éducatif et Culturel inc.
Educational & Cultural Center Inc.**

La compagnie « Centre Éducatif et Culturel inc. — Educational & Cultural Center Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

*Le secrétaire,
EME. LACROIX.*

38866-o

11969-56

**Chaussures Girard Itée
Girard Boots Ltd.**

La compagnie « Chaussures Girard Itée — Girard Boots Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 12.

*Le secrétaire,
GASTON TREMBLAY.*

38867-o

15748-60

Jib Investments Ltd.

La compagnie « Jib Investments Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le secrétaire,
JACK WITZLING.*

38868

14858-58

**Miscellaneous
Companies**

**Cancot Industries Inc.
Les Industries Cancot inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "C", of the company "Canadian Cotton & Wool Waste Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 25th day of February 1931, changing its name into that of "Cancot Industries Inc. — Les Industries Cancot inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38864-o

66-31

**Cartier Tower Ltd.
La Tour Cartier Itée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 1(a), of the company "Angelnor Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of July 1970, changing its name into that of "Cartier Tower Ltd. — La Tour Cartier Itée".

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

38865-o

3055-70

**Centre Éducatif et Culturel inc.
Educational & Cultural Center Inc.**

Notice is given that "Centre Éducatif et Culturel inc. — Educational & Cultural Center Inc." has changed the number of its directors from 5 to 6.

*EME. LACROIX,
Secretary.*

38866

11969-56

**Chaussures Girard Itée
Girard Boots Ltd.**

Notice is given that "Chaussures Girard Itée — Girard Boots Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 12.

*GASTON TREMBLAY,
Secretary.*

38867-o

15748-60

Jib Investments Ltd.

Notice is given that "Jib Investments Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 5.

*JACK WITZLING,
Secretary.*

38868-o

14858-58

Will-Jon Corp.

La compagnie « Will-Jon Corp. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
JACK WITZLING.
3792-52

38869

Will-Jon Corp.

Notice is given that "Will-Jon Corp." has changed the number of its directors from 3 to 5.

JACK WITZLING,
Secretary.
3792-52

38869-o

Bristamal Limited

Avis est par les présentes donné conformément à l'article 90 de la Loi des compagnies que les administrateurs de « Bristamal Limited », ont adopté un règlement intitulé « Règlement Spécial A », autorisant la distribution de l'actif de « Bristamal Limited » aux actionnaires.

Le secrétaire-adjoint,
GRANT H. DAY, C.R.

38891-o

Bristamal Limited

Notice is hereby given pursuant to section 90 of the Companies Act that the directors of "Bristamal Limited" have passed a by-law intitled "Special By-Law A" providing for the distribution of the assets of "Bristamal Limited" among the shareholders.

GRANT H. DAY, Q.C.,
Assistant Secretary.

38891-o

Catholic Family and Children's Services, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 février 1971, il a approuvé les règlements de la corporation « Catholic Family and Children's Services, Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38892-o

1874-70

Catholic Family and Children's Services, Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on February 2, 1971, has approved the general by-laws of "Catholic Family and Children's Services, Inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38892

1874-70

Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation (CADRE)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 février 1971, il a approuvé le règlement numéro I.A.1 de la corporation « Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation (CADRE) », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38893-o

1745-68

Centre d'Animations, de Développement et de Recherche en Éducation (CADRE)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 11, 1971, approved by-law number I.A.1. of "Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation (CADRE)", pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38893

1745-68

Le Club Quévillon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 février 1971, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 à 38 de la corporation « Le Club Quévillon inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38894-o

3335-66

Le Club Quévillon inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on February 4, 1971, has approved general by-laws 1 to 38 of "Le Club Quévillon inc.", pursuant to the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38894

3335-66

Fédération des Collèges d'Enseignement Général et Professionnel

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 janvier 1971, il a approuvé le règlement numéro I.A.1. de la « Fédération des Collèges d'Enseignement Général et Professionnel », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38895-o

788-69

Fédération des Collèges d'Enseignement Général et Professionnel

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on January 28, 1971, has approved by-law number I.A.1. of "Fédération des Collèges d'Enseignement Général et Professionnel", pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38895

788-69

The 4395 Beaubien Street Corp.

La compagnie « The 4395 Beaubien Street Corp. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

38896

Le secrétaire,
WM. LAUFER.
13467-59

The 4395 Beaubien Street Corp.

Notice is given that "The 4395 Beaubien Street Corp.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

38896-o

WM. LAUFER,
Secretary.
13467-59

Laufer Realities Incorporated

La compagnie « Laufer Realities Incorporated », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

38897

Le secrétaire,
WM. LAUFER.
1643-45

Laufer Realities Incorporated

Notice is given that "Laufer Realities Incorporated", has changed the number of its directors from 5 to 3.

38897-o

WM. LAUFER,
Secretary.
1643-45

Société de Placements 870 inc.

La compagnie « Société de Placements 870 inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 19.

38898-o

Le secrétaire,
LUCIEN BEAUREGARD.
4869-70

Société de Placements 870 inc.

Notice is given that "Société de Placements 870 inc.", has changed the number of its directors from 3 to 19.

38898

LUCIEN BEAUREGARD,
Secretary.
4869-70

Les Tricots Dubonnet Itée

La compagnie « Les Tricots Dubonnet Itée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

38899

Le secrétaire-trésorier,
NELSON STOLL.
1621-63

Les Tricots Dubonnet Itée

Notice is given that "Les Tricots Dubonnet Itée", has changed the number of its directors from 3 to 7.

38899-o

NELSON STOLL,
Secretary-Treasurer.
1621-63

Dormida inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Michel Robichaud inc. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour d'octobre 1963, changeant son nom en celui de « Dormida inc. ».

38923-o

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
4371-63

Dormida inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Michel Robichaud inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of October 1963, changing its name into that of "Dormida inc."

38923-o

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
4371-63

Security S.F.A. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23, de la compagnie « Security First Aid Service Ltd. — Service de Premiers Soins Sécurité Itée », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « Security S.F.A. inc. ».

38924-o

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
15955-61

Security S.F.A. Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 23, of the company "Security First Aid Service Ltd. — Service de Premiers Soins Sécurité Itée", incorporated by letters patent dated the 11th day of December 1961, changing its name into that of "Security S.F.A. Inc."

38924-o

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
15955-61

Demandes à la Législature

La Corporation municipale de St-Donat

« La Corporation municipale de St-Donat », comté de Montcalm, s'adressera à la législature pour obtenir une Loi lui accordant le pouvoir d'ériger, posséder et opérer des barrages, écluses et canaux pour régler le niveau des lacs situés sur son territoire.

Le procureur de la municipalité,

38632-7-4-o

JACQUES DUGAS, C.R.

Congregation Avath Scholom Nusoch Haori

Avis est donné que Joe Gorelik, manufacturier; Israël Kositsky, marchand; Morris Sacharen, marchand; Barney Yanofsky, agent d'assurance; Abraham Goodman, peintre; Nathan Nachfolger, gérant de bureau; Harry Nachfolger, marchand; A. Chizy, opérateur; Joe Freeder, marchand; Nathan Cohen, constructeur; Aaron Cohen, constructeur; Aaron Vogel, marchand; Oscar Singer, entrepreneur plombier; tous des cité et district de Montréal, et Isidore Greenbaum, avocat, de Côte Saint-Luc, dans le district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée nationale de la province de Québec, à sa prochaine session ou prochaine session subséquente afin de demander la passation d'un projet de Loi constituant en corporation « Congregation Avath Scholom Nusoch Haori ».

Daté à Montréal, 15 janvier 1971.

Le procureur des requérants,

38681-7-4

ISIDORE GREENBAUM.

Commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville d'Anjou

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Ville d'Anjou, dans le comté de Lafontaine, s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente ou à une prochaine Session, dans le but de demander l'abrogation de la loi 6-7 Elizabeth 2, 1957-1958, chapitre 114, ainsi que la loi 7-8 Elizabeth 2, 1958-1959, chapitre 133, afin de revenir aux dispositions générales de la Loi de l'Instruction Publique fixant la date de la prochaine élection générale au deuxième lundi du mois de juin 1971, et abrogeant toute division en quartiers pour fins scolaires et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 janvier 1971.

Le secrétaire-trésorier,

38700-7-4-o

PIERRE RACINE, C.A.

Sièges sociaux

Camp Aquehonga, Ltd.

Avis est donné que « Camp Aquehonga, Ltd. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le 10 juin 1953 et ayant son siège social à Québec, a transporté son bureau de 81, rue St-Pierre à 55, rue d'Auteuil.

Québec, le 3 février 1971.

Le procureur de la compagnie,

38870-o

MICHAEL SHEEHAN.

12090-53

Applications to Legislature

The Municipal Corporation of St-Donat

"The Municipal Corporation of St-Donat", Montcalm county, will petition the National Assembly to have enacted a law granting power to erect, possess and operate dams, locks and canals to regulate water level on the lakes in its territory.

JACQUES DUGAS, Q.C.,

38632-7-4-o

Solicitor for the Municipality.

Congregation Avath Scholom Nusoch Haori

Notice is hereby given that Joe Gorelik, manufacturer; Israël Kositsky, merchant; Morris Sacharen, merchant; Barney Yanofsky, insurance agent; Abraham Goodman, painter; Nathan Nachfolger, office manager; Harry Nachfolger, merchant; A. Chizy, operator; Joe Freeder, merchant; Nathan Cohen, builder; Aaron Cohen, builder; Aaron Vogel, merchant; Oscar Singer, plumbing contractor, all of the city and district of Montreal, and Isidore Greenbaum, advocate, of Côte St. Luc, in the district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec at its next or next succeeding session to request the passing of a bill incorporating "Congregation Avath Scholom Nusoch Haori".

Dated at Montreal, January 15, 1971.

ISIDORE GREENBAUM,

38681-7-4-o

Attorney for the petitioners.

School Commissioners for the municipality of Ville d'Anjou

Notice is hereby given that the School commissioners for the municipality of Ville d'Anjou, in the county of Lafontaine, will petition the National Assembly of the Province of Québec, at its present or next Session, in order to obtain the abrogation of the Act: 6-7 Elizabeth 2, 1957-1958, chapter 114, and 7-8 Elizabeth 2, 1958-1959, chapter 133, and replacing these special laws by the General Regulations of the Education Act, and fixing the date of the next general election to the second Monday of June 1971, and abrogating any division in wards for school purposes.

Montreal, January 25, 1971.

PIERRE RACINE, C.A.,

38700-7-4-o

Secretary-Treasurer.

Head Offices

Camp Aquehonga, Ltd.

Notice is given that "Camp Aquehonga, Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act on June 10, 1953, and having its head office in Québec, has moved its office from 81 St. Peter Street, to 55, d'Auteuil Street.

Québec, February 3, 1971.

MICHAEL SHEEHAN,

38870-o

Attorney for the company.

12090-53

**La Corporation Navis Itée
Navis Corporation Ltd.**

Avis est donné que « La Corporation Navis Itée — Navis Corporation Ltd. » incorporée par lettres patentes octroyées le 20 novembre 1970 en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 306, Place d'Youville, suite C-10.

Montréal, le 21 janvier 1971.

La Corporation Navis Itée,
par: GUY LAVIGUEUR.

38871-o

5199-70

**La Corporation Navis Itée
Navis Corporation Ltd.**

Notice is given that "La Corporation Navis Itée — Navis Corporation Ltd.", incorporated by letters patent granted on November 20, 1970 under the authority of Part I of the Companies Act and having its head office in Montreal, has established its office at 306 Place d'Youville, Room C-10.

Montreal, January 21, 1971.

Navis Corporation Ltd.,
per: GUY LAVIGUEUR.

38871-o

5199-70

Les Immeubles Sabrevois inc.

Avis est donné que « Les Immeubles Sabrevois inc. », incorporée par lettres patentes octroyées le 14 janvier 1971 sous la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 3,500, Parc Lafontaine, suite 509.

Montréal, le 21 janvier 1971.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND BELLEMARE.

38872-o

189-71

Les Immeubles Sabrevois inc.

Notice is given that "Les Immeubles Sabrevois inc.", incorporated by letters patent granted on January 14, 1971 under the authority of Part I of the Companies Act, and having its head office in Montreal, has established its office at 3,500 Parc Lafontaine, Room 509.

Montreal, January 21, 1971.

FERNAND BELLEMARE,
Secretary-Treasurer.

38872-o

189-71

Jukie Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jukie Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 10 février 1969, et ayant son siège social à Montréal, a transporté son bureau de 3575, boulevard St-Laurent, local #805 à 5369, boulevard St-Laurent, 4e étage, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, le 4 janvier 1971.

Le président,
JULIUS SHRIER.

38873

647-69

Jukie Inc.

Notice is hereby given that "Jukie Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated February 10, 1969, and having its head office in Montreal, has moved its office from 3575 St. Lawrence Blvd., Suite #805 to 5369 St. Lawrence Blvd. 4th Floor, in the city and district of Montreal, province of Québec.

Montreal, January 4, 1971.

JULIUS SHRIER,
President.

38873-o

647-69

Laval Medical

Avis est par les présentes donné que « Laval Medical », incorporée suivant la troisième partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 6 mars 1936 et ayant son siège social à Québec a établi son bureau 55, rue d'Auteuil.

Québec, le 27 novembre 1970.

Le secrétaire,
ROBERT LESAGE.

38874-o

483-36

Laval Medical

Notice is given that "Laval Medical", incorporated under Part III of the Companies Act by letters patent dated March 6, 1936, and having its head office in Québec, has established its office at 55 d'Auteuil Street.

Québec, November 27, 1970.

ROBERT LESAGE,
Secretary.

38874

483-36

Nettoyeur Charles inc.

La compagnie « Nettoyeur Charles inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2300, Louis Veuillot, app. 4, Montréal au numéro 13748, Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles.

Le vice-président,
JEAN-CLAUDE ÉLIE.

38878-o

3151-68

Nettoyeur Charles inc.

Notice is given that "Nettoyeur Charles inc.", has changed its head office from number 2300 Louis Veuillot, Apt. 4, Montreal to number 13748 Notre-Dame East, Pointe-aux-Trembles.

JEAN-CLAUDE ÉLIE,
Vice-President.

38878

3151-68

Marché Jean Renaud, inc.

Avis est donné que la compagnie « Marché Jean Renaud, inc. », constituée en corporation par lettres patentes du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, en date du 21 décembre 1970, et ayant son siège social à Masson, dans le district de Hull, province de Québec, a établi son bureau au No 79, Chemin-Montréal, en la ville de Masson, dit district de Hull.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Masson, ce 3e jour de février 1971.

Le président,
JEAN RENAUD.

38875-o

5364-70

J. Arthur Marois (1970) inc.

Avis est donné que la compagnie « J. Arthur Marois (1970) inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 9 novembre 1970, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal a établi son bureau au numéro 235, boulevard Dorchester est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 11 janvier 1971.

(Sceau)
38876-o

Le président,
BERNARD MAROIS.

Mills Steel & Surplus Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Mills Steel & Surplus Co. Ltd. », dûment constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour d'août 1961, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 151, rue McGuire l'a transporté à 6155, rue Lfaontaine, Montréal 427.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, province de Québec, ce 20e jour de janvier 1971.

Le secrétaire,
MIKI YAMAMOTO.

38877

14009-61

**J. R. Rousseau & associés limitée
J. R. Rousseau & Associates Limited**

Avis est donné que la compagnie « J. R. Rousseau & associés limitée — J. R. Rousseau & Associates Limited », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies le 26 août 1970, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au 1191, rue de la Montagne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 27e jour d'août 1970.

La secrétaire,
MONIQUE BACHAND.

38879-o

3669-70

Marché Jean Renaud, inc.

Notice is hereby given that "Marché Jean Renaud, inc.", company incorporated by letters patent issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on December 21, 1970, and having its head office at Masson, in the district of Hull, Province of Québec, has established its office at No. 79, Chemin-Montréal, in the town of Masson, said district of Hull.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Masson, this 3rd day of February, 1971.

JEAN RENAUD,
President.

38875-o

5364-70

J. Arthur Marois (1970) inc.

Notice is given that "J. Arthur Marois (1970) inc.", incorporated by letters patent dated November 9, 1970, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 235 Dorchester Boulevard East.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this January 11, 1971.

(Seal)
38876

BERNARD MAROIS,
President.

Mills Steel & Surplus Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Mills Steel & Surplus Co. Ltd.", a company duly incorporated by letters patent dated August 2nd, 1961, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day at 151 McGuire Street, has moved it to 6155 Lafontaine Street, Montreal 427.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, Province of Québec, this 20th day of January, 1971.

MIKI YAMAMOTO,
Secretary.

38877-o

14009-61

**J. R. Rousseau & associés limitée
J. R. Rousseau & Associates Limited**

Notice is hereby given that the company "J. R. Rousseau & associés limitée — J. R. Rousseau & Associates Limited", incorporated by letters patent issued under the Companies Act on August 26, 1970, and having a head office in the city of Montreal, has established its office at 1191 de la Montagne Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 27th day of August, 1970.

MONIQUE BACHAND,
Secretary.

38879-o

3669-70

Autobus Ile d'Orléans, limitée

La compagnie « Autobus Ile d'Orléans, limitée », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 4101, boulevard Ste-Anne, Montmorency au numéro 380, rue Desrochers, ville de Vanier.

Le secrétaire,
CARMEN L. DUFOUR.
4831-47

38904-o

Autobus Ile d'Orléans, limitée

"Autobus Ile d'Orléans, limitée", gives notice that it changed its head office from 4101 Ste-Anne Boulevard, Montmorency, to 380 Desrochers Street, town of Vanier.

CARMEN L. DUFOUR,
Secretary.
4831-47

38904

**Reliure classique inc.
Classic Bookbinding Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Reliure classique inc. — Classic Bookbinding Inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 23 décembre 1963 et ayant son siège social à Montréal, a transféré son bureau du 595, boulevard Pie IX, au 503, rue Orléans.

Montréal, le 19 juin 1970.

(Seau) *Le secrétaire-trésorier,*
ROGER BOIS.
5562-63

38905

**Reliure classique inc.
Classic Bookbinding Inc.**

Notice is hereby given that "Reliure classique inc. — Classic Bookbinding Inc.", incorporated under the Companies Act, Part I of letters patent dated on December 23, 1963, and having its head office in Montreal, has moved its office from 594 Pie IX Boulevard, to 503 Orléans Street.

Montreal, June 19, 1970.

(Seal) *ROGER BOIS,*
Secretary-Treasurer.
5562-63

38905-o

Duncan Mfg. Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Duncan Mfg. Corp. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 26 février 1964 et ayant son siège social à Montréal, a déménagé son bureau du 185 ouest, rue Louvain, au 9475, rue Meilleur.

Montréal, le 1er mai 1970.

Le président,
HARVEY A. LONN.
934-64

38906

Duncan Mfg. Corp.

Notice is hereby given that "Duncan Mfg. Corp.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated February 26, 1964, and having its head office in Montreal, has moved its office from 185 Louvain Street West, to 9475 Meilleur Street.

Montreal, May 1, 1970.

HARVEY A. LONN,
President.
934-64

38906-o

**Industrial Landscape Contractors Inc.
Entrepreneurs Paysagistes Industriels inc.**

Avis est donné que la compagnie « Industrial Landscape Contractors Inc. — Entrepreneurs Paysagistes Industriels inc. », a transporté son siège social de 2320, chemin Lucerne, Mont-Royal à 6045, chemin Côte de Liesse, Montréal.

Le secrétaire,
BRIAN BELVEDERE.
2012-64

38907

**Industrial Landscape Contractors Inc.
Entrepreneurs Paysagistes Industriels inc.**

Notice is given that "Industrial Landscape Contractors Inc. — Entrepreneurs Paysagistes Industriels inc.", has transferred its head office from 2320 Lucerne Road, Mount Royal to 6045 Côte de Liesse Road, Montreal.

BRIAN BELVEDERE,
Secretary.
2012-64

38907-o

**Leroux & Lemieux Itée
Leroux & Lemieux Ltd.**

La compagnie « Leroux & Lemieux Itée — Leroux & Lemieux Ltd. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 1980, boulevard Fortin, Laval.

Le secrétaire,
MARC LEMIEUX.
12674-62

38908-o

**Leroux & Lemieux Itée
Leroux & Lemieux Ltd.**

Notice is given that "Leroux & Lemieux Itée — Leroux & Lemieux Ltd.", has changed its head office from Montreal to number 1980 Fortin Boulevard, Laval.

MARC LEMIEUX,
Secretary.
12674-62

38908

Les Investissements Chartier inc.

La compagnie « Les Investissements Chartier inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 53, avenue Les Bouleaux, Laval.

Le secrétaire,
FRANCINE MACKAY.

38922-o 5693-65

Les Investissements Chartier inc.

Notice is given that "Les Investissements Chartier inc.", has transferred its head office from Montreal to 53, Les Bouleaux Avenue, Laval.

FRANCINE MACKAY,
Secretary.

38922-o 5693-65

Lettres patentes**Sir George Williams Students' Association
University Centre Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a corrigé les lettres patentes, en date du 23^e jour d'avril 1970, de la corporation « Sir George Williams Students' Association University Centre Inc. », de manière que le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation soit de \$10,000,000 au lieu de \$10,000.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854-o 1812-70

Collège de Saint-Damien

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 15 janvier 1971, constituant en corporation « Collège de Saint-Damien ».

Le siège social de la corporation est situé en la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38900-o 1-71

**Société Ecclésiastique Saint-Thomas
du Diocèse de Trois-Rivières**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 15 janvier 1971, constituant en corporation « Société Ecclésiastique Saint-Thomas du Diocèse de Trois-Rivières ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38901-o 2-71

Letters Patent**Sir George Williams Students' Association
University Centre Inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, in accordance with Part III of the Companies Act, he corrected the letters patent dated April 23, 1970 of the "Sir George Williams Students' Association University Centre Inc." corporation so that the amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is limited be increased from \$10,000 to \$10,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854 1812-70

Collège de Saint-Damien

Notice is given that, in accordance with the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, the Lieutenant-Governor granted letters patent on January 15, 1971 incorporating the "Collège de Saint-Damien".

The head office of the corporation is located in the parish of Saint-Damien-de-Buckland.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38900 1-71

**Société Ecclésiastique Saint-Thomas
du Diocèse de Trois-Rivières**

Notice is given that, in accordance with the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, the Lieutenant-Governor of the Province on January 15, 1971, granted letters patent incorporating the "Société Ecclésiastique Saint-Thomas du Diocèse de Trois-Rivières".

The head office of the corporation is located in the city of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38901 2-71

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Department of Lands and Forests
Cadastre

Canton de Romieu

Township of Romieu

Cadastre officiel du canton de Romieu, municipalité de la paroisse de St-Paulin Dalibaire, division d'enregistrement de Matane.

Official cadastre of township of Romieu, municipality of the parish of St-Paulin Dalibaire, registration division of Matane.

Avis est par la présente donné que les lots 36, 37, 39, 45 et 49 du rang VI et 33 du rang VII et 50 du rang VIII sont annulés, que les lots 26 à 49 du rang V, 25 à 35, 38, 40 à 44, 46 à 48 du rang VI, 25, 31, 32, 34 à 49 du rang VII sont corrigés et que les lots C, 19 à 25, 50 et 51, du rang V, A, 18 à 24, 37A, 37B, 37C, 39A, 39B, 45A et 45B du rang VI et 23, 24, 50 et 51 du rang VII sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 36, 37, 39, 45 and 49 of range VI and 33 of range VII and 50 of range VIII are cancelled, that lots 26 to 49 of range V, 25 to 35, 38, 40 to 44, 46 to 48 of range VI, 25, 31, 32, 34 to 49 of range VII are corrected and that lots C, 19 to 25, 50 and 51 of range V, A, 18 to 24, 37A, 37B, 37C, 39A, 39B, 45A and 45B of range VI and 23, 24, 50 and 51 of range VII are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 9 février 1971.

Québec, February 9, 1971.

38882-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

38882-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette
(révisé)

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette
(revised)

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette (révisé), municipalité de la cité de Loretteville, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette (revised), municipality of the city of Loretteville, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 626-10-7 à 626-10-9 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 626-10-7 to 626-10-9 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 18 janvier 1971.

Québec, January 18, 1971.

38882-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

38882-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Féréol

Parish of St-Féréol

Cadastre officiel de la paroisse de St-Féréol, municipalité de la paroisse de St-Féréol, division d'enregistrement de Montmorency.

Official cadastre of the parish of St-Féréol, municipality of the parish of St-Fereol, registration division of Montmorency.

Avis est par la présente donné que le lot 236-6 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 236-6 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 22 septembre 1970.

Québec, September 22, 1970.

38882-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

38882-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Partie de la paroisse de St-Georges
(révisé)

Part of the parish of St-Georges
(revised)

Cadastre officiel d'une partie de la paroisse de St-Georges (révisé), municipalité de Aubert-Gallion*, division d'enregistrement de Beauce.

Official cadastre of a part of the parish of St-Georges (revised), municipality of Aubert-Gallion*, registration division of Beauce.

Avis est par la présente donné que le lot 893-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 893-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 5 février 1971.

Québec, February 5, 1971.

38882-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

38882-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Jérôme

Parish of St-Jérôme

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, municipalité du village de Lafontaine, division d'enregistrement de Terrebonne.

Official cadastre of the parish of St-Jérôme, municipality of village of Lafontaine, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 260-82 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 5 février 1971.

38885-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Sauveur

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, municipalité de la paroisse de St-Sauveur, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 60-8, 60-9, 60-11, 60-12, 60-13, 60-15, 60-16, 60-22, 60-26, 61-16, 61-17, 61-18, 61-20, 61-21, 61-27, 61-28 à 61-37, 62-42, 61-43, 61-49, 62-10, 62-11, 62-14, 62-16 à 62-21, 62-26, 62-29, 62-38, 62-50, 62-2-1, 62-2-2, 62-2-3, 63-12, 63-13, 63-23 et 63-28 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1971.
38885-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lot 260-82 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Québec, February 5, 1971.

38885-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Sauveur

Official cadastre of the parish of St-Sauveur, municipality of the parish of St-Sauveur, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 60-8, 60-9, 60-11, 60-12, 60-13, 60-15, 60-16, 60-22, 60-26, 61-16, 61-17, 61-18, 61-20, 61-21, 61-27, 61-28 to 61-37, 61-42, 61-43, 61-49, 62-10, 62-11, 62-14, 62-16 to 62-21, 62-26, 62-29, 62-38, 62-50, 62-2-1, 62-2-2, 62-2-3, 63-12, 63-13, 63-23 and 63-28 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 25, 1971.
38885-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

**Changement de nom — Loi du
Demandes**

Joseph René Louis Émile Edgard Cognard

Avis est par les présentes donné, que Joseph René Louis Émile Edgard Cognard, professeur, domicilié à 6510 avenue Wilderton, app. 204, Montréal 251, P.Q., présente une requête au ministre de la Justice de la province de Québec afin de changer son nom à Ronald Lawrence Cunard, suivant les dispositions de la Loi du changement de nom, Statuts du Québec, chapitre 77, 1965.

Montréal, le 17 février 1971.
38883-9-2-o *Le procureur du requérant,*
STANLEY HALTRECHT.

Florence Soucisse

Avis est par les présentes donné que Mademoiselle Florence Soucisse, dit Soucis, commis de bureau résidant au 5074 rue Fabre, Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Florence Soucis.

Montréal, le 12 février 1971.
38902-9-2-o FLORENCE SOUCISSE.

Jean-Pierre Noury

Avis est par la présente donné que Jean-Pierre Noury fils de René Noury et de Georgette Peneault, demeurant et domicilié au 12, 42e Avenue à Bois des Filions, district de Terrebonne, a présenté au ministre de la Justice une requête suivant la Loi du changement de nom (chapitre 77 des Statuts de la province de Québec de 1965) aux fins de changer son nom en celui de Jean-Pierre Deslauriers et d'y exercer tous ses droits sous ce nouveau nom.

38903-9-2-o *Les procureurs du requérant,*
BÉLAND, TRUDEAU & BASTIEN.

**Change of name — Act
Applications**

Joseph René Louis Émile Edgard Cognard

Notice is hereby given that Joseph René Louis Émile Edgard Cognard, teacher, residing at 6510 Wilderton Avenue, Apt. 204, Montreal 251, P.Q., is applying to the Minister of Justice of the Province of Québec to change his name to Ronald Lawrence Cunard, in accordance with the Change of Name Act, Québec Statutes chapter 77, 1965.

Montreal, February 17, 1971.
38883-9-2-o STANLEY HALTRECHT,
Attorney for the applicant.

Florence Soucisse

Notice is hereby given that Miss Florence Soucisse, dit Soucis, office clerk, residing at 5074 Fabre Street, Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree changing her name to Florence Soucis.

Montreal, February 12, 1971.
38902-9-2-o FLORENCE SOUCISSE.

Jean-Pierre Noury

Take notice that Jean-Pierre Noury son of René Noury and Georgette Peneault, living at 12, 42e Avenue, Bois des Filions, district of Terrebonne, made an application to the Minister of Justice under the Change of Name Act (chapter 77, Statutes of the Province of Québec 1965) to have his name changed to Jean-Pierre Deslauriers and claim and possess all his legal rights under this new name.

38903-9-2-o BÉLAND, TRUDEAU & BASTIEN,
Attorneys for the petitioner.

Paul Rickey Addis

Avis est donné par les présentes que Paul Rickey Addis, gentilhomme, domicilié et résidant au 145, 45ième Avenue, Lachine, app. 4, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Paul Rickey Devereaux.

Montréal, ce 9e jour de février 1971.

Les procureurs du requérant,

O'BRIEN, HOME, HALL, SAUNDERS,
O'BRIEN & SMYTH.

38786-8-2-o

Martin Prosterman

Avis est par les présentes donné que Martin Prosterman, confectionneur de vêtements, domicilié et résidant à 790, rue Abbott, en la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice de la province de Québec, afin d'obtenir la permission de changer son nom en celui de Martin Prosserman et celui de son épouse née Ellen Claire Litner, ménagère, et ceux de ses enfants mineurs non-émancipés, Gary Hyman, Ronald et Brian Paul, tous domiciliés au même endroit.

Les procureurs du requérant,

HALPERIN & MORRIS.

38842-8-2

Joseph Alfred Jean Guy Carrière

Avis est par les présentes donné que Joseph Alfred Jean Guy Carrière résidant à 4870, avenue Walkley, appartement 14, Montréal, s'est adressé au ministre de la Justice de la province de Québec, afin que son nom soit changé en celui de Jean Guy De Repentigny. Conformément à ladite requête, les noms de Dame Leena Ratto, épouse séparée de biens dudit requérant et John Mark, descendant légal de leur dit mariage, tous deux résidant à 4870, avenue Walkley, appartement 14, Montréal, seront respectivement changés en ceux de Leena De Repentigny et John Mark De Repentigny.

Les procureurs du requérant,

SIMCOE & LEOVICS.

38775-8-2

Johan Paul Molijn (Molyn)

Avis est donné que Johan Paul Molijn (Molyn) résidant au 23 avenue Gazaille, Dollard Des Ormeaux, Québec, demandera au Ministre de la Justice de changer son nom en John Paul Molyn. Application inclut épouse Asta Kathi Spier, enfants mineurs Eileen et Quentin; tous à la même adresse.

38739-8-2-o

J. P. MOLYN.

Émilia Nikolits

Avis est donné que Mademoiselle Émilia Nikolits, dessinatrice de mode, demeurant au 1665 avenue Grenet, dans la ville de St. Laurent, dans le district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom de Émilia Nikolits à celui de Emmy Nikol.

Montréal, le 9 février 1971.

Les procureurs de la requérante,

CAMPBELL & SAND.

38740-8-2-o

Paul Rickey Addis

Notice is given that Paul Rickey Addis, domiciled and residing at 145, 45th Avenue Lachine, Apt. 4, in the District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to that of Paul Rickey Devereaux.

Montreal, this 9th day of February, 1971.

O'BRIEN, HOME, HALL, SAUNDERS,

O'BRIEN & SMYTH,

Attorneys for Petitioner.

38786-8-2-o

Martin Prosterman

Notice is hereby given that Martin Prosterman, Clothing Manufacturer, domiciled and residing at 790 Abbott Street, in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Minister of Justice to change his name to Martin Prosserman and to benefit his wife, née Ellen Claire Litner, housewife, and his unemancipated minor children, Gary Hyman, Ronald and Brian Paul, all domiciled at the same place.

HALPERIN & MORRIS,

Attorneys for Petitioner.

38842-8-2-o

Joseph Alfred Jean Guy Carrière

Notice is hereby given that Joseph Alfred Jean Guy Carrière, residing at 4870 Walkley Avenue, Apartment 14, Montreal, has applied to the Minister of Justice of the Province of Québec to change his name to that of Jean Guy De Repentigny. Pursuant to such application, the names of Dame Leena Ratto, wife separate as to property of the said Applicant and John Mark, the legal issue of the said marriage, both residing at 4870 Walkley Avenue, Apartment 14, Montreal, shall be changed to that of Leena De Repentigny and John Mark De Repentigny respectively.

SIMCOE & LEOVICS,

Attorneys for Applicant.

38775-8-2-o

Johan Paul Molijn (Molyn)

Notice is given that Johan Paul Molijn (Molyn) residing at 23 Gazaille Avenue Dollard Des Ormeaux, Québec, will apply to the Minister of Justice for an order changing his name to John Paul Molyn. Application includes wife Asta Kathi Spier, minor children Eileen and Quentin; all at the same address.

38739-8-2-o

J. P. MOLYN

Émilia Nikolits

Notice is hereby given that Émilia Nikolits, fashion designer, residing at 1665 Grenet Avenue, in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Emmy Nikol.

Montreal, February 9, 1971.

CAMPBELL & SAND,

Attorneys for Petitioner.

38740-8-2-o

Companie étrangère Permis

Duval International Corporation

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Duval International Corporation » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est « C.T. Corporation System (Canada), Ltd. », 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38854

83-70

Extra-Provincial Company License

Duval International Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Duval International Corporation" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is "C.T. Corporation System (Canada), Ltd.", 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

38854-o

83-70

Ministère de l'Éducation

Sainte-Luce

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 563, en date du 10 février 1971, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Luce, dans le comté de Rimouski, à la municipalité scolaire de La Neigette, dans le comté de Rimouski.

Ce changement a pris effet à compter de la date du présent arrêté en conseil.

Québec, le 22 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

38910-o

006-01

Ireland North, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Ireland North, dans le comté de Mégantic, à la municipalité scolaire protestante de Coleraine et Thetford, dans le comté de Mégantic.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38848-8-2

990-03

Lévis, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Lévis, dans le comté de Lévis, à la municipalité scolaire protestante de Chaudière, dans le comté de Lévis.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38849-8-2

990-03

Department of Education

Sainte-Luce

The Lieutenant-Governor has been pleased to annex, by Order in Council number 563, dated February 10, 1971, the present territory of the school municipality of Sainte-Luce, in the county of Rimouski, to the school municipality of La Neigette, in the county of Rimouski.

This change came into effect from and after the date of this Order in Council.

Québec, February 22, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

38910

006-01

Ireland North, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Ireland North, in the county of Mégantic, to the Protestant school municipality of Coleraine and Thetford, in the county of Mégantic.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38848-8-2-o

990-03

Lévis, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Lévis, in the county of Lévis, to the Protestant school municipality of Chaudière in the county of Lévis.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38849-8-2-o

990-03

Beauport, diss. et Saint-Rodrigue, diss.

Demande est faite d'unir le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Saint-Rodrigue, dans le comté de Chauveau, et le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Beauport, dans le comté de Montmorency, et d'ériger ce territoire en une municipalité scolaire séparée, pour les protestants seulement, sous le nom de Beauport, dans les comtés de Chauveau et Montmorency.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38846-8-2

990-03

Farnham (Prot.)

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire de district, pour les protestants seulement, sous le nom de Farnham dans le comté de Missisquoi, le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Farnham, dans le comté de Missisquoi.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38847-8-2-o

900-02

Loretteville, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Loretteville, dans le comté de Chauveau, à la municipalité scolaire protestante de Saint-Sauveur, dans le comté de Saint-Sauveur.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38850-8-2

990-03

St-Raymond, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, à la municipalité scolaire protestante de Valcartier, dans le comté de Chauveau.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38852-8-2

990-03

Salaberry de Valleyfield (Prot.)

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire de district, pour les protestants seulement, sous le nom de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38853-8-2-o

910-03

Beauport, diss. and St-Rodrigue, diss.

Application is made to unite the territory now under the jurisdiction of the School Trustees for the municipality of Saint-Rodrigue, in the county of Chauveau, and the School Trustees for the municipality of Beauport in the county of Montmorency and erect such territories into a separate school municipality, for protestants only, under the name of Beauport, in the counties of Chauveau and Montmorency.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38846-8-2-o

990-03

Farnham (Prot.)

Application is made to erect into a district school municipality, for protestant only, under the name of Farnham, in the county of Missisquoi, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Farnham, in the county of Missisquoi.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38847-8-2

900-02

Loretteville, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the School Trustees for the municipality of Loretteville, in the county of Chauveau, to the Protestant school municipality of St. Sauveur, in the county of St. Sauveur.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38850-8-2-o

990-03

St-Raymond, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the School Trustees for the municipality of St. Raymond, in the county of Portneuf, to the Protestant school municipality of Valcartier, in the county of Chauveau.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38852-8-2-o

990-03

Salaberry de Valleyfield (Prot.)

Application is made to erect into a district school municipality, for Protestants only, under the name of Salaberry de Valleyfield, in the county of Beauharnois, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of the city of Salaberry de Valleyfield, in the county of Beauharnois.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38853-8-2

910-03

Saint-Dunstan, diss. et Stoneham, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Stoneham, dans le comté de Chauveau, et le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Dunstan, dans le comté de Chauveau, et d'ériger ce territoire en une municipalité scolaire séparée, pour les protestants seulement, sous le nom de Stoneham, dans le comté de Chauveau.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38851-8-2

990-03

St. Dunstan, diss. and Stoneham, diss.

Application is made to unite the territory now under the jurisdiction of the School Trustees for the municipality of Stoneham, in the county of Chauveau and the School Trustees for the municipality of St. Dunstan, in the county of Chauveau and erect such territories into a separate school municipality for Protestants only, under the name of Stoneham, in the county of Chauveau.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38851-8-2-o

990-03

Barachois

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Barachois, dans le comté de Gaspé-sud à la municipalité scolaire de Grande-Hermine, dans le comté de Gaspé-sud.

Québec, le 12 janvier 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

38909-9-2-o

645-04

Barachois

A petition is made to annex the present territory of the school municipality of Barachois, in the county of Gaspé-South to the school municipality of Grande-Hermine, in the county of Gaspé-South.

Québec, January 12, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

38909-9-2

645-04

Saint-Émile

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité de Saint-Émile, dans le comté de Chauveau à la municipalité scolaire de Neufchâtel, dans le comté de Chauveau.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

38909-9-2-o

130-01

Saint-Émile

A petition is made to annex the present territory of the municipality of Saint-Émile, in the county of Chauveau to the school municipality of Neufchâtel, in the county of Chauveau.

Québec, January 13, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

38909-9-2

130-01

Saint-Gabriel-de-Gaspé

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel-de-Gaspé dans le comté de Gaspé-Sud à la municipalité scolaire de Rocher-Percé, dans le comté de Gaspé-Sud.

Québec, le 12 janvier 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

38909-9-2-o

645-06

Saint-Gabriel-de-Gaspé

A petition is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Gabriel-de-Gaspé, in the county of Gaspé-South, to the school municipality of Rocher-Percé, in the county of Gaspé-South.

Québec, January 12, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

38909-9-2

645-06

Curatelle publique**Succession vacante de Jean-Paul Pellerin**

Canada, province de Québec, district de St-Maurice. Succession vacante de Jean-Paul Pellerin, en son vivant de 200 de la 14^e Rue, cité de Grand'Mère.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 16 septembre 1970 par un juge de la Cour supérieure siégeant à Shawinigan dans le district de Saint-Maurice que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (S.R.Q. 1964, chapitre 314 et amendement), il est

Public Curatorship**Vacant estate of Jean-Paul Pellerin**

Canada, Province of Québec, district of St. Maurice. Vacant estate of the late Jean-Paul Pellerin, in his lifetime of 200 of the 14th Street, city of Grand'Mère.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on September 16, 1970 by a judge of the Superior Court, sitting at Shawinigan in the district of St. Maurice that, under the authority of the Public Curatorship Act (S.R.Q. 1964, chapter 314 and amendment) I am *ex officio*

curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

Le curateur public,
9310, boul. St-Laurent,
Montréal 354, Qué.

38911-o

curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

The Public Curator,
9310 St. Lawrence Blvd,
Montreal 354, Qué.

38911-o

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurance**

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

**United Shoe Machinery Company Mutual Relief
Association of Canada**

**United Shoe Machinery Company Mutual Relief
Association of Canada**

*Avis d'annulation de permis et de certificat
d'enregistrement*

*Notice of Cancellation of License and Certificate
of Registration*

Attendu que « United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada » a cessé de faire affaires dans la province de Québec;

Whereas "United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada" has ceased to do business in the Province of Québec;

Attendu que « United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 16 février 1971, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

Whereas "United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 16th of February 1971, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada » sont annulés à compter du 16 février 1971.

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada" are cancelled as from the 16th of February 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 16 février 1971.

Given at the Office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 16th of February, 1971.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,*
ROGER-A. CAMARAIRE.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,*
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

38921-9-2-o

38921-9-2-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Succession Mance Pichette

Estate of Mance Pichette

Avis est donné que M. Jean-Paul Baril, en sa qualité de tuteur à ses nièces mineures Francine Sicard, Carole Sicard et Lise Sicard, et tel qu'autorisé par la Cour, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de Dame Mance Pichette, veuve de Maurice Sicard, décédée à Trois-Rivières, le 16 mai 1970; cette acceptation a été reçue par acte signé le 4 novembre 1970 devant Me Yvon Milot, notaire, 222 St-Laurent, Louiseville, lequel acte a été enregistré à Louiseville, le 5 novembre 1970 sous le numéro 90,079.

Notice is given that Mr. Jean-Paul Baril, in his capacity as tutor of his minor nieces Francine Sicard, Carole Sicard and Lise Sicard, and as authorized by the Court, accepted under benefit of inventory the estate of Mance Pichette, widow of Maurice Sicard, who departed this life in Trois-Rivières, on May 16, 1970; this acceptance was received by a deed signed on November 4, 1970, before Me Yvon Milot, notary, 222 St-Laurent, Louiseville, the said deed was registered in Louiseville on November 5, 1970 under number 90,079.

Donné à Louiseville, ce 22e jour de février 1971.

Given in Louiseville, this 22nd day of February 1971.

YVON MILOT,
notaire.

YVON MILOT,
Notary.

38935-o

38935-o

Cité de Giffard

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Giffard, par résolution en date du 16 février 1971 (numéro 2231-8465) régulièrement adoptée par son conseil, a approuvé la description des rues ou ruelles ci-après mentionnées, lesquelles descriptions ont été préparées par Monsieur Étienne Blouin, arpenteur-géomètre, d'après le plan cadastral et le livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Beauport:

- 1° Partie de l'avenue Lortie — lot 698-A-1
- 2° Boulevard Mgr Gauthier — lot 698-B
- 3° Avenue du Monument — lot 698-37
- 4° Avenue Lortie — lot 698-179 (partie)
- 5° Avenue Lortie — lot 698-180 (partie)
- 6° Avenue Saint-Édouard — lot 698-226
- 7° Avenue Saint-Clément — lot 698-270
- 8° Avenue Saint-Édouard — lot 698-271
- 9° Avenue Saint-Clément — lot 698-273
- 10° Rue Saint-Adrien — lot 698-311
- 11° Partie de la rue Chabanel — lot 596 (partie)
- 12° Partie de la rue Chabanel — lot 621 (partie)

La cité de Giffard entend se prévaloir à l'égard desdites rues ou ruelles ci-haut décrites, des dispositions de l'article 430 de la Loi des cités et villes dont le texte est reproduit au présent avis et être déclarée propriétaire desdites rues ou ruelles, en tout ou en partie, selon les descriptions techniques dont l'original est déposé au bureau du soussigné, greffier de la cité de Giffard, et une copie certifiée par Monsieur Étienne Blouin, arpenteur-géomètre, a été déposée au bureau d'enregistrement du district de Québec, le 2 février 1971, sous les numéros 684, 681 et 684, 682.

La cité de Giffard déclare que lesdites rues ou ruelles, en tout ou en partie, sont ouvertes au public depuis plus de dix ans et qu'elle n'a prélevé aucune taxe au cours des dix années précédant le présent avis sur lesdites rues ou ruelles, en tout ou en partie.

Avis est, en conséquence, donné que la cité de Giffard deviendra propriétaire absolue desdites rues ou ruelles, en tout ou en partie, à l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*, conformément aux dispositions de l'article 430 de la Loi des cités et villes, dont le texte suit:

430. « Les rues ou ruelles ouvertes au public, depuis au moins dix ans, deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre (chapitre 320);

3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée

City of Giffard

Public notice is hereby given that the City of Giffard, by a resolution dated February 16, 1971 (number 2231-8465) regularly adopted by its council, has approved the description of the streets or lanes hereafter mentioned, the descriptions of which were prepared by Mr. Étienne Blouin, land-surveyor, according to the cadastral plan and the book of reference of the official cadastre of the parish of Beauport:

- 1. Part of Lortie Avenue — Lot 698-A-1
- 2. Mgr. Gauthier Boulevard — Lot 698-B
- 3. Monument Avenue — Lot 698-37
- 4. Lortie Avenue — Lot 698-179 (part)
- 5. Lortie Avenue — Lot 698-180 (part)
- 6. Saint-Édouard Avenue — Lot 698-226
- 7. Saint-Clément Avenue — Lot 698-270
- 8. Saint-Édouard Avenue — Lot 698-271
- 9. Saint-Clément Avenue — Lot 698-273
- 10. Saint-Adrien Avenue — Lot 698-311
- 11. Part of Chabanel Street — Lot 596 (part)
- 12. Part of Chabanel Street — Lot 621 (part)

The City of Giffard wishes to avail itself, with regard to the said streets or lanes hereabove described, of the provisions of Section 430 of the Cities and Towns Act, the text of which is reproduced in this notice and wishes to be acknowledged proprietor of the said streets or lanes, in whole or in part, according to the technical descriptions, the original of which is deposited at the office of the undersigned, Clerk of the City of Giffard, and a copy certified by Mr. Étienne Blouin, land-surveyor, was deposited at the Registry Office of the district of Québec, on February 2, 1971, under numbers 684,681 and 684,682.

The City of Giffard states that the said streets or lanes, in whole or in part, have been opened to the public for more than ten years and that taxes were never assessed during the ten years preceding this notice on the said streets or lanes, in whole or in part.

Notice is, therefore, given that the City of Giffard shall become absolute proprietor of the said streets or lanes, in whole or in part, at the expiry of a one-year delay beginning from and after the last publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, in conformity with the provisions of Section 430 of the Cities and Towns Act, the text of which follows:

430. "The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the Cadastre Act (Chap. 320);

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land-surveyor shall be deposited

au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard des rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes, S.R. 1964, c. 193, a. 430. »

Le 17 février 1971.

Le greffier,

JACQUES SIMONEAU, C.M.A.

38925-9-2-o

La cité de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des Obligations payables en monnaie légale de la République Fédérale d'Allemagne de l'émission « 7% Deutsche Mark Loan of 1969 » de la cité de Montréal, province de Québec, Canada.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera le 1er avril 1971, conformément à l'article 3, section 2, des conditions d'emprunt, les obligations suivantes payables en monnaie légale de la République Fédérale d'Allemagne de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 1er avril 1989 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

3,500 obligations au montant de capital de DM 1,000 chacune

Numéro de la série, 10 — Numéros des obligations, 31,501 — 35,000 inclusivement

300 obligations au montant de capital de DM 5,000 chacune

Numéro de la série, 10 — Numéros des obligations, 72,701 — 73,000 inclusivement.

Les Obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, au choix du détenteur, en monnaie légale de la République Fédérale d'Allemagne, au bureau principal de Berliner Handelsgesellschaft, Frankfort (Main), et/ou à toute autre banque énumérée à l'article 6, section 1, des conditions d'emprunt, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er avril 1971.

in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

- (a) the full text of this section;
- (b) a summary description of the streets or lanes concerned;
- (c) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Québec Official Gazette*.

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years. R.S. 1964, c. 193, S. 430."

February 17, 1971.

JACQUES SIMONEAU, O.M.A.,

Clerk.

38925-9-2

The City of Montreal

Notice of redemption

To the holders of Debentures payable in the Legal Currency of the Federal Republic of Germany of the issue "7% Deutsche Mark Loan of 1969" of the city of Montreal, Province of Québec, Canada.

Public notice is hereby given that the city of Montreal intends to and will redeem on April 1, 1971, pursuant to article 3, section 2, of the Conditions of Loan, the following debentures payable in lawful money in the Federal Republic of Germany of the above-mentioned issue due on April 1, 1989, listed below at 100% of the face value thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

3,500 debentures in the principal amount of DM 1,000 each

Series number, 10 — Debentures numbers, 31,501 — 35,000 inclusive

300 debentures in the principal amount of DM 5,000 each

Series number, 10 — Debentures numbers, 72,701 — 73,000 inclusive.

The Debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid, at the option of the holder, in lawful money of the Federal Republic of Germany, at the principal office of Berliner Handelsgesellschaft, Frankfurt (Main), and/or at any other banks listed in Article 6, section 1, of the Conditions of Loan, upon presentation and surrender of the said Debentures with all interest coupons maturing after April 1, 1971.

À compter du et après le 1er avril 1971, l'intérêt sur les Obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce 18^e jour de février 1971.

Ville de Montréal,
Le directeur des finances,
ROGER BÉLANGER.

38934-o

From and after April 1, 1971, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this 18th day of February 1971.

City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

38934-o

Ventes pour taxes

Ville de Cabano

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que: les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil municipal, 38 Vieux-Chemin, ville de Cabano, P.Q., LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. La Commission municipale de Québec, par décision en date du 9 février 1971, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.Q.R. 1964, ch. 193).

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1970 et des années antérieures auront été payées avant la vente.

Sales for Taxes

Town of Cabano

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the above-mentioned municipality that the immovables hereinafter designated shall be sold by public auction in the hall of the Municipal Council, 38 Vieux-Chemin, town of Cabano, P.Q., MONDAY, the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon to meet the payment of municipal and school taxes as well as accrued interest and costs, unless these taxes, interest and costs be paid before the sale. The Québec Municipal Commission, by decision dated February 9, 1971, authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovable properties under the authority of the Cities and Towns Act, section 550 (R.S.Q., 1964, ch. 193).

However, shall not be included in the sale the immovable properties on which municipal taxes, general as well as special, for the year 1970 and the previous years, shall be paid before the sale.

Propriétaires
Property-owners

Cadastré

Subdivision

Cadastré de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! — Cadastre of the parish of Saint-Louis du Ha! Ha!
Partie révisée de la ville de Cabano — Revised part of the town of Cabano

Claude Viel, Rang-Range Caldwell.....	P. Lot 248 P. Lot 258	
Partie du lot 258, (100' x 100': 10,000 p.c.);		Part of lot 258, (100' x 100': 10,000 sq. ft.);
Partie du lot 248, (30' x 50': 1,500 p.c.);		Part of lot 248, (30' x 50': 1,500 sq. ft.);
Total: 11,500 p.c.		Total: 11,500 sq. ft.

Cadastré de la Seigneurie de Madawaska — Cadastre of the Seigneurie de Madawaska

Paul Bérubé, Rang-Range 1 Ouest-West.....	Lot 11 Lot 9 Lot 3	
Joseph Fradette, Rang-Range 1 Ouest-West.....	Lot B	(rang-range 1 ouest-west)
Léon St-Amand Riv: Cabano.....	Lot 10 Lot 7	(rang-range 2 ouest-west) (rang-range 1 ouest-west)

Cadastré du canton Cabano — Cadastre of the township of Cabano

Léon St-Amand Riv: Cabano.....	Lot 49
--------------------------------	--------

Donné à ville de Cabano, ce 11^e jour de février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-LOUIS OUELLET.

38787-8-2-o

Dated at the town of Cabano, this 11th day of February, 1971.

JEAN-LOUIS OUELLET,
Secretary-Treasurer.

38787-8-2

Ville de Rigaud

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, Qué. les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la ville de Rigaud, seront vendus à l'enchère publique à la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville 102 St-Pierre à Rigaud, JEUDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL, 1971, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Succession Paul-Émile Lefebvre, lot P.-114 (Fonderie).

Succession Paul-Émile Lefebvre, lot 125 (maison fonderie).

Taxes municipales dues plus intérêts: \$1,470.14; taxes scolaires plus intérêts: \$770.54.

Donné à Rigaud, ce 15e jour de février, 1971.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier, greffier,*
38859-9-2-o BERNARD LALONDE.

Town of Rigaud

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that the immovables described hereunder, situated in the town of Rigaud, will be sold by public auction, in the Council Hall of the Town, 102 St-Pierre in Rigaud, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of APRIL 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy with the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus cost which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and cost be paid before sale.

Estate Paul-Émile Lefebvre, lot P.-114 (Foundry).

Estate Paul-Émile Lefebvre, lot 125 (House Foundry).

Municipal taxes plus interest: \$1,470.14; school taxes plus interest: \$770.54.

Given at Rigaud, this 15th day of February, 1971.

(Seal) BERNARD LALONDE,
38859-9-2-o *Town clerk, Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Saguenay

Avis est par la présente donné que le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Saguenay, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Tadoussac, comté de Saguenay, chef lieu de la corporation du comté de Saguenay, JEUDI, le ONZIÈME jour de MARS 1971 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt plus les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant cette date.

Municipality of the County of Saguenay

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Municipality of the County of Saguenay, that the immovables hereinafter designated shall be sold by public auction at the Tadoussac Town Hall, county of Saguenay, county seat of the Corporation of the county of Saguenay, THURSDAY, the ELEVENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes with interest and the costs incurred subsequently, unless he said taxes, interest and costs be paid before the date of the sale.

Sacré-Coeur

	Taxes munic.	Taxes scolaires	Total
	Munic. taxes	School taxes	
Henri Tremblay. Lot 19, Rg Nord, B.R. est.	\$ 15.30	\$ 40.24	\$ 55.54
Lucien A. Tremblay. Lot 20, Rg. Nord, B.R. est.		20.61	20.61

Escoumins

Arthur Dubé. 11-A-11, cadastre 168, Rg 1.	\$ 182.98		\$ 182.98
Edouard Girard Fils. 15-C-3, 231, Rg 1.	152.27		152.27
Jeanine Lavoie Bouliane. 16-A-16, P.-19, (254-253, Rg 1)	432.40		432.40
G. Albert Létourneau. P.-A-2-4, 273, Rg A.	120.89		120.89
Ovila Martel. P.-20, cadastre 303, Rg 1.	20.83	\$ 118.89	139.72
Rémi Tremblay (Théo). P.-17-A, cadastre 425, Rg 1.	32.39		32.39
Renald Tremblay. A-27-(7), 435 A.	52.21	104.57	156.78
Jos Aimé Tremblay. 13-C-1-5, 460, Rg 1.	33.64	138.53	172.17
Georges Henri Thibeault. P.-35, 424, Rg 1.	15.56	156.24	171.80
Vincent Brisson. P.-16-A-18, cadastre 41, Rg 1.	160.60	178.07	338.67
Conrad Therrien. 75 x 100, P.-10, cadastre 407, Rg A.	203.52	460.34	663.86
Léopold Bergeron. P.-11-A-13, cadastre P.-21, Rg 1.	26.18	91.10	117.28
Adelard Caron. P.-15-B-3, cadastre 122, Rg 1.	70.61	221.07	291.68

Escoumin (suite-continued)

	Taxes munic.	Taxes scolaire	Total
	Munic. taxes	School taxes	
Honoré Caron. 17-9, cadastre 128, Rg 1	\$ 91.97	\$ 120.30	\$ 212.27
Omer Brisson. 31-A, cadastre 40, Rg 1	13.72	343.26	356.98
Napold Deschesnes. 11-4, cadastre 156, Rg A	30.66	180.82	211.48
Marcel Dufour Alphonse. 10-A-2, cadastre 172, Rg 1	14.44	61.56	76.00
Gérard Guay, Clovis. 14-A-1, cadastre 222, Rg 1	118.30	907.63	1,025.93
Gérard Gagnon. A-2-5, cadastre 214, Rg A	75.08	237.87	312.95
Victor Lapointe. P.-10-A, Rg A		104.57	104.57
Raymond Harvey. 14-J-57, cadastre 239, Rg 1	55.55	414.54	470.09
Raymond Marie Bouchard (Léon). P.-34, Rg 1	11.18	94.25	105.43
Georges Roussell. 11-A-12, cadastre 353, Rg 1	120.18	152.93	273.11
J. Charles Gagnon, 13-12, cadastre 203, Rg 1	66.75	132.29	199.04

Saint-Paul-du-Nord

Georges Couture s/s-c/o Jacques Ostiguy N., 3296, l'Heureux 1, Ste Foy, Québec. Lots 21-22-2/3 du 23 Iberville, Rg 2 & 3	\$ 47.12	\$ 174.44	\$ 221.56
Gabriel Bouchard. 33 A Partie-Part & 31 Partie-Part, Rg 4	89.93	264.51	354.44
Mme-Mrs. Léon Poitras. P. 33-B, 34-A, 14 & 15, Rg 4 & 2	95.39	574.56	669.95
Ls-Philippe Tremblay (Emile). P. 32-B, Rg 4	72.40	339.50	411.90
Réal Tremblay (Joseph). P. 34-A, Rg 4	53.87	47.62	101.49
Mme-Mrs. Patrick Bouchard. P. 34-B, Rg 4	111.52	378.12	489.64
Jacques Hovington. P. 51-A, Rg 4	74.30	171.67	245.97
Fernand Gagné. Lot 56-C, Rg 4	73.90	462.05	535.95
Mme-Mrs V.-W. Edgard Gagné. Lot 56-C, Rg 4	84.96	488.70	573.66
Jacques Mercier, 515 Conseil, Sherbrooke. Lot 57-C, Rg 4	79.12	261.79	340.91
Jean-Paul Pilote. Lot 1, Rg A	65.62	121.98	187.60
Fernand Tremblay (B). Lot 6, Rg A (rés. Forestville)	41.46	347.86	389.32
Henri Tremblay (Berthe). Lot 8, Rg A	306.38		306.38
Josaphat Tremblay (rés. Forestville). P. 59, Rg A	121.10	20.00	141.10
Chs-Albert Tremblay. P. 61, Rg A	73.23	193.14	266.37
Louison Jean. P. 61, Rg A	102.56	200.88	303.44
Armand Tremblay (F). Lot 93, Rg A	116.15	140.16	256.31
Henri Tremblay (F). P. 95-94-96, Rg A	433.60	1,449.38	1,882.98
Mme-Mrs. Vve-Wid. Henri-Paul Laurencelle. Lot 128, Rg A	23.14	22.69	45.83
Romuald Barette. Lot 133-134, Rg A	73.98	169.71	243.69

Sainte-Anne-de-Portneuf

Jeannot Bélanger. Lot 217, Rg B	\$ 184.50		\$ 184.50
Rodolphe Blouin. Lot 147, Rg B	139.52		139.52
Mme-Mrs. Gabriel Desbiens. Lot 34, Rg B	147.40		147.40
Pierre Desmeules. Lot 214, Rg B, (2610, Boul. de la Baie, Port-Alfred Cté Chic.)	169.95		169.95
Raymond Foster. Lot 274, Rg B	124.54		124.54
Henri Jean. Lot 143-145, Rg B	57.67		57.67
Marcel Lafontaine. Lot 224-225-226, Rg B (B. Comeau)	1,469.87		1,469.87
Florian Lavoie. Lot 9, Rg B	258.00		258.00
Lorraine Leblanc. Lot 62, Rg B (Petit Rocher N. Bruns)	99.18		99.18
Emélien Morissette. Lot 19, Rg B	10.12		10.12
Mme-Mrs. Pierre Paul Morneau. Lot 53, Rg B	264.00		264.00
Jean-Noël Poulin. Lot 39, Rg B	46.13		46.13
Mme-Mrs. Roek St-Gelais. Lot 17, Rg B	139.50		139.50
Mme-Mrs. Jos Thomas Savard (décédé-deceased). Lot 78, Rg B	231.19		231.19
Gérard Savard. Lot 168, Rg B	409.42		409.42
Léonard Simonneau. Lot 41, Rg B	83.70		83.70
Jean-Benoit Tremblay. Lot 2-1 & 2-2, Rg B	37.35		37.35
Rodrigue Tremblay. Lot 267-2, Rg B	372.38		372.38
Léopold Jolicoeur. Lot 288, Rg B	154.29		154.29
Adolphe Hallé. Lot 5, Rg B (33, Valmond, Repentigny, Mont.)	60.64		60.64
René Tremblay. Lot 29, Rg B (188, avenue Lamontagne, Québec)	210.74		210.74

Bergeronnes

	Taxes munic.	Taxes scolaire	Total
	Munic. taxes	School taxes	
Edouard Brisson. Lot 45-A, Rg 1, Canton Bergeronnes-Township, dimension-Area 60 x 150.....	\$ 30.00	\$ 60.00	\$ 90.00

Donné à Bergeronnes, ce 10e jour de février 1971. Given at Bergeronnes, this 10th day of February, 1971.
 Enregistrée. Registered.
 38884-9-2-o Le secrétaire-trésorier, PAUL BOUCHARD. 38884-9-2-o PAUL BOUCHARD, Secretary-Treasurer.

Soumissions — Demandes de

Tenders — Requests for

Cantons-unis de Wendover & Simpson
Comté de Drummond

United Townships of Wendover & Simpson
County of Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Marc-André Joyal, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau du secrétaire-trésorier, 575, rue Principale, Saint-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Notre-Dame-de-L'Assomption, rue Principale, Saint-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, P.Q., lundi, le 15 mars 1971, pour l'achat de \$300,000 d'obligations des Cantons-unis de Wendover & Simpson, comté de Drummond, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me. Marc-André Joyal, Secretary-Treasurer, up to 7:30 o'clock p.m., at the Office of the Secretary-Treasurer, 575 Main Street, Saint-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, P.Q., and afterwards up to 8:00 o'clock p.m., at the Notre-Dame-de-L'Assomption School, Main Street, Saint-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, P.Q., Monday, March 15, 1971, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the United Townships of Wendover & Simpson, county of Drummond, such bonds will be dated April 1, 1971, and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

For adjudication only, interest will be calculated as from April 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1972	\$ 1,000
1er avril 1973	1,000
1er avril 1974	1,000
1er avril 1975	1,000
1er avril 1976	1,000
1er avril 1977	1,000
1er avril 1978	1,000
1er avril 1979	2,000
1er avril 1980	2,000
1er avril 1981	2,000
1er avril 1982	2,000

Table of redemption — \$300,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1972	\$1,000
April 1, 1973	1,000
April 1, 1974	1,000
April 1, 1975	1,000
April 1, 1976	1,000
April 1, 1977	1,000
April 1, 1978	1,000
April 1, 1979	2,000
April 1, 1980	2,000
April 1, 1981	2,000
April 1, 1982	2,000

1er avril 1983.....	\$2,000	April 1, 1983.....	\$2,000
1er avril 1984.....	2,000	April 1, 1984.....	2,000
1er avril 1985.....	3,000	April 1, 1985.....	3,000
1er avril 1986.....	3,000	April 1, 1986.....	3,000
1er avril 1987.....	3,000	April 1, 1987.....	3,000
1er avril 1988.....	3,000	April 1, 1988.....	3,000
1er avril 1989.....	4,000	April 1, 1989.....	4,000
1er avril 1990.....	4,000	April 1, 1990.....	4,000
1er avril 1991.....	261,000	April 1, 1991.....	261,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$27,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$261,000 comprend un solde de \$256,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1992.....	\$5,000
1er avril 1993.....	5,000
1er avril 1994.....	5,000
1er avril 1995.....	6,000
1er avril 1996.....	7,000
1er avril 1997.....	8,000
1er avril 1998.....	8,000
1er avril 1999.....	10,000
1er avril 2000.....	10,000
1er avril 2001.....	10,000
1er avril 2002.....	11,000
1er avril 2003.....	13,000
1er avril 2004.....	15,000
1er avril 2005.....	15,000
1er avril 2006.....	17,000
1er avril 2007.....	18,000
1er avril 2008.....	20,000
1er avril 2009.....	22,000
1er avril 2010.....	24,000
1er avril 2011.....	27,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$27,000 and if higher than the latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 2011 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1991 maturity, in the amount of \$261,000 includes a balance of \$256,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1992.....	\$ 5,000
April 1, 1993.....	5,000
April 1, 1994.....	5,000
April 1, 1995.....	6,000
April 1, 1996.....	7,000
April 1, 1997.....	8,000
April 1, 1998.....	8,000
April 1, 1999.....	10,000
April 1, 2000.....	10,000
April 1, 2001.....	10,000
April 1, 2002.....	11,000
April 1, 2003.....	13,000
April 1, 2004.....	15,000
April 1, 2005.....	15,000
April 1, 2006.....	17,000
April 1, 2007.....	18,000
April 1, 2008.....	20,000
April 1, 2009.....	22,000
April 1, 2010.....	24,000
April 1, 2011.....	27,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$261,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 250 — \$300,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 15 mars 1971, à 8 heures du soir, École Notre-Dame-de-L'Assomption, rue Principale, Saint-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Cyrille-de-Wendover, (Comté de Drummond), ce 16 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ME MARC-ANDRÉ JOYAL.

Bureau du secrétaire-trésorier, 575, rue Principale,
St-Cyrille-de-Wendover, Comté de Drummond, P.Q.
Téléphone: 397-4226, code 819. 38880-0

Ville de Repentigny
Comté de l'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Larrivée, greffier, Hôtel de ville, 435, boulevard Iberville, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 16 mars 1971, pour l'achat de \$785,500 d'obligations de la ville de Repentigny, comté de l'Assomption, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$785,500 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1972.....	\$ 12,500
1er avril 1973.....	13,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$261,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-law: 250 — \$300,000 — aqueduct, sewers, etc.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 15, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Notre-Dame-de-L'Assomption School, Main Street, Saint-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Cyrille-de-Wendover (County of Drummond), February 16, 1971.

ME. MARC-ANDRÉ JOYAL,
Secretary-Treasurer.

Office of the Secretary-Treasurer, 575, Main Street,
St-Cyrille-de-Wendover, County of Drummond, P.Q.
Telephone: 397-4226, code 819. 38880

Town of Repentigny
County of l'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Georges Larrivée, Town Clerk, Town Hall, 435 Iberville Boulevard, Repentigny, county of l'Assomption, Québec, until 8:00 o'clock in the evening, Tuesday, March 16, 1971, for the purchase of a bond issue of \$785,500, bonds of the town of Repentigny, county of l'Assomption, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as of April 1, 1971.

Table of redemption — \$785,500 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1972.....	\$ 12,500
April 1, 1973.....	13,000

1er avril 1974.....	\$ 14,000
1er avril 1975.....	15,000
1er avril 1976.....	16,000
1er avril 1977.....	18,000
1er avril 1978.....	19,000
1er avril 1979.....	20,000
1er avril 1980.....	22,000
1er avril 1981.....	23,000
1er avril 1982.....	25,000
1er avril 1983.....	27,000
1er avril 1984.....	30,000
1er avril 1985.....	32,000
1er avril 1986.....	34,000
1er avril 1987.....	33,000
1er avril 1988.....	36,000
1er avril 1989.....	39,000
1er avril 1990.....	43,000
1er avril 1991.....	314,000

April 1, 1974.....	\$ 14,000
April 1, 1975.....	15,000
April 1, 1976.....	16,000
April 1, 1977.....	18,000
April 1, 1978.....	19,000
April 1, 1979.....	20,000
April 1, 1980.....	22,000
April 1, 1981.....	23,000
April 1, 1982.....	25,000
April 1, 1983.....	27,000
April 1, 1984.....	30,000
April 1, 1985.....	32,000
April 1, 1986.....	34,000
April 1, 1987.....	33,000
April 1, 1988.....	36,000
April 1, 1989.....	39,000
April 1, 1990.....	43,000
April 1, 1991.....	314,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$37,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$314,000 comprend un solde de \$269,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er avril 1992.....	\$ 19,000
1er avril 1993.....	20,000
1er avril 1994.....	22,000
1er avril 1995.....	24,000
1er avril 1996.....	25,000
1er avril 1997.....	27,000
1er avril 1998.....	29,000
1er avril 1999.....	32,000
1er avril 2000.....	34,000
1er avril 2001.....	37,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus s'il, y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$37,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the April 1, 2001 maturity of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1991 maturity, in the amount of \$314,000 covers a balance of \$269,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	Capital
April 1, 1992.....	\$ 19,000
April 1, 1993.....	20,000
April 1, 1994.....	22,000
April 1, 1995.....	24,000
April 1, 1996.....	25,000
April 1, 1997.....	27,000
April 1, 1998.....	29,000
April 1, 1999.....	32,000
April 1, 2000.....	34,000
April 1, 2001.....	37,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$314,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 283 — \$47,000 — bâtisses et terrains; 325 — \$102,100 — voirie, aqueduc, égouts; 328 — \$5,300 — voirie; 333 — \$6,200 — voirie; 335 — \$40,000 — voirie; 338 — \$22,000 — voirie, aqueduc, égouts; 341 — \$15,000 — voirie, aqueduc, égouts; 342 — \$30,000 — achat de compteurs d'eau; 344 — \$48,500 — voirie, aqueduc, égouts; 345 — \$27,000 — aqueduc, égouts; 346 — \$225,500 — voirie, aqueduc, égouts; 347 — \$13,500 — bâtisses et terrains; 351 — \$28,000 — voirie, aqueduc, égouts; 352 — \$19,000 — voirie, aqueduc, égouts; 355 — \$74,000 — voirie, aqueduc, égouts; 359 — \$13,000 — voirie, aqueduc, égouts; 361 — \$40,000 — voirie, aqueduc, égouts; 362 — \$26,000 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 366 — \$3,400 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 16 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 435, boulevard Iberville, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny (Comté de l'Assomption), ce 16 février 1971.

Le greffier,

GEORGES LARRIVÉE.

Hôtel de ville, 435, boulevard Iberville,
Repentigny, (l'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-4010, code 514.

38913-0

Ville de Pointe-Gatineau
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis Lamarche, greffier, Hôtel de Ville, 17, Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, comté de Hull, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 18 mars 1971, pour l'achat de \$667,500 d'obligations de la ville de Pointe-Gatineau, comté de Hull, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$314,000, and this surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 283 — \$47,000 — buildings and lands; 325 — \$102,100 — roads, aqueduct, sewers; 328 — \$5,300 — roads; 333 — \$6,200 — roads; 335 — \$40,000 — roads; 338 — \$22,000 — roads, aqueduct, sewers; 341 — \$15,000 — roads, aqueduct, sewers; 342 — \$30,000 — purchase of water meters; 344 — \$48,500 — roads, aqueduct, sewers; 345 — \$27,000 — aqueduct, sewers; 346 — \$225,500 — roads, aqueduct, sewers; 347 — \$13,500 — buildings and land; 351 — \$28,000 — roads, aqueduct, sewers; 352 — \$19,000 — roads, aqueduct, sewers; 355 — \$74,000 — roads, aqueduct, sewers; 359 — \$13,000 — roads, aqueduct, sewers; 361 — \$40,000 — roads, aqueduct, sewers; 362 — \$26,000 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 366 — \$3,400 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, March 16, 1971, at 8:00 o'clock in the evening, at the Town Hall, 435 Iberville Boulevard, Repentigny, county of l'Assomption, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny (County of l'Assomption), February 16, 1971.

GEORGES LARRIVÉE,

Town Clerk.

Town Hall, 435 Iberville Boulevard,
Repentigny, (l'Assomption), Québec.
Telephone: 581-4010, code 514.

38913

Town of Pointe-Gatineau
County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received until 8:00 p.m., Thursday, March 18, 1971 by the undersigned, Louis Lamarche, clerk, Town Hall, 17 Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, county of Hull, P.Q., for the purchase of an issue of \$667,500 of bonds for the town of Pointe-Gatineau, county of Hull; such bonds will be dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more

à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$667,500 — 20 ans
Année Capital

1er avril 1972.....	\$14,500
1er avril 1973.....	17,000
1er avril 1974.....	18,000
1er avril 1975.....	19,000
1er avril 1976.....	21,000
1er avril 1977.....	22,000
1er avril 1978.....	25,000
1er avril 1979.....	27,000
1er avril 1980.....	28,000
1er avril 1981.....	32,000
1er avril 1982.....	29,000
1er avril 1983.....	31,000
1er avril 1984.....	34,000
1er avril 1985.....	38,000
1er avril 1986.....	41,000
1er avril 1987.....	45,000
1er avril 1988.....	50,000
1er avril 1989.....	54,000
1er avril 1990.....	58,000
1er avril 1991.....	64,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$64,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Gatineau.

than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue but, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as of April 1, 1971.

Table of redemption — \$667,500 — 20 years
Year Capital

April 1, 1972.....	\$14,500
April 1, 1973.....	17,000
April 1, 1974.....	18,000
April 1, 1975.....	19,000
April 1, 1976.....	21,000
April 1, 1977.....	22,000
April 1, 1978.....	25,000
April 1, 1979.....	27,000
April 1, 1980.....	28,000
April 1, 1981.....	32,000
April 1, 1982.....	29,000
April 1, 1983.....	31,000
April 1, 1984.....	34,000
April 1, 1985.....	38,000
April 1, 1986.....	41,000
April 1, 1987.....	45,000
April 1, 1988.....	50,000
April 1, 1989.....	54,000
April 1, 1990.....	58,000
April 1, 1991.....	64,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered;

1. One- to 10-year serial bonds with the balance as 10-year fixed-term bonds.
2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.
3. One- to 10-year serial bonds with the balance carried as 20-year fixed-term bonds.
4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over as 10-year fixed-term bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$64,000 and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity date of April 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudications shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et Ottawa, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$64,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 263 — \$26,000 — renouvellement d'emprunt; 264 — \$16,000 — renouvellement d'emprunt; 413 — \$89,000 — aqueduc, égouts, voirie; 437 — \$84,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 438 — \$210,000 — voirie; 443 — \$42,500 — aqueduc, égouts, voirie; 450 — \$200,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 18 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 17, Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, comté de Hull, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Gatineau (Comté de Hull), ce 16 février 1971.

Le greffier,
LOUIS LAMARCHE.

Hôtel de Ville, 17, Jacques-Cartier,
Pointe-Gatineau, (Hull), P.Q.
Téléphone: 777-2796, code 819.

38912-o

Ville de Mercier

Comté de Châteauguay

Avis de correction

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de \$128,000 d'obligations de la ville de Mercier, comté de Châteauguay, qui a paru dans la *Gazette officielle* du 20 février 1971, à la page 1922, que dans le tableau d'amortissement apparaissant dans ledit avis, l'échéance du 15 mars 1981 au montant de \$4,500 aurait dû se lire 15 mars 1989 et que l'échéance du 15 mars 1982 au montant de \$5,500 aurait dû se lire 15 mars 1981.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

Mercier, ce 23 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND BERGEVIN.

Hôtel de ville, 14, rue Vervais,
Mercier, (Châteauguay), P.Q.

38926-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$64,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 263 — \$26,000 — loan renewal; 264 — \$16,000 — loan renewal; 413 — \$89,000 — aqueduct, sewers, roads; 437 — \$84,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 438 — \$210,000 — roads; 443 — \$42,500 — aqueduct, sewers, roads; 450 — \$200,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, March 18, 1971, at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 17 Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, county of Hull, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Pointe-Gatineau (County of Hull), February 16, 1971.

LOUIS LAMARCHE,
Town Clerk.

Town Hall, 17 Jacques-Cartier,
Pointe-Gatineau (County of Hull), P.Q.
Telephone: 777-2796, code 819.

38912

Town of Mercier

County of Châteauguay

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for the purchase of \$128,000 of bonds of the town of Mercier, county of Châteauguay, published in the *Québec Official Gazette* of February 20, 1971, on page 1922, in the table of redemption shown in the notice, the March 15, 1981 maturities in the amount of \$4,500 shall be read March 15, 1980 and these March 15, 1982 maturities in the amount of \$5,500 shall be read March 15, 1981.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Mercier, February 23, 1971.

RAYMOND BERGEVIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 14 Vervais Street,
Mercier, (Châteauguay), P.Q.

38926-o

Paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L.-A. Bombardier, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 4264, rue St-Félix, St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 16 mars 1971, pour l'achat de \$286,000 d'obligations de la paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$286,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1972	\$14,000
1er avril 1973	15,500
1er avril 1974	16,000
1er avril 1975	17,500
1er avril 1976	18,500
1er avril 1977	9,000
1er avril 1978	9,500
1er avril 1979	10,000
1er avril 1980	10,000
1er avril 1981	11,000
1er avril 1982	11,500
1er avril 1983	12,000
1er avril 1984	13,000
1er avril 1985	13,500
1er avril 1986	14,500
1er avril 1987	4,500
1er avril 1988	5,000
1er avril 1989	5,500
1er avril 1990	6,000
1er avril 1991	69,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$7,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Parish of Saint-Félix-du-Cap-Rouge
County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received up to 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, March 16, 1971 by the undersigned L.-A. Bombardier, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 4264 St-Félix Street, St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Québec, P.Q., for the purchase of \$286,000 of bonds for the parish of St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Québec, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The interest rate may be the same for the whole issue; but, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — \$286,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1972	\$14,000
April 1, 1973	15,500
April 1, 1974	16,000
April 1, 1975	17,500
April 1, 1976	18,500
April 1, 1977	9,000
April 1, 1978	9,500
April 1, 1979	10,000
April 1, 1980	10,000
April 1, 1981	11,000
April 1, 1982	11,500
April 1, 1983	12,000
April 1, 1984	13,000
April 1, 1985	13,500
April 1, 1986	14,500
April 1, 1987	4,500
April 1, 1988	5,000
April 1, 1989	5,500
April 1, 1990	6,000
April 1, 1991	69,500

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year for the one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$7,000, and, if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the

compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$69,500 comprend un solde de \$63,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1992	\$ 1,000
1er avril 1993	1,000
1er avril 1994	1,500
1er avril 1995	1,500
1er avril 1996	1,500
1er avril 1997	2,000
1er avril 1998	2,000
1er avril 1999	2,000
1er avril 2000	2,500
1er avril 2001	2,500
1er avril 2002	3,000
1er avril 2003	3,000
1er avril 2004	3,500
1er avril 2005	4,000
1er avril 2006	4,000
1er avril 2007	4,500
1er avril 2008	5,000
1er avril 2009	5,500
1er avril 2010	6,000
1er avril 2011	7,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$69,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements Nos: 59 — \$105,500 — renouvellement d'emprunt; 150 — \$11,000 — voirie; 171 — \$76,000 — aqueduc et égouts; 173 — \$44,000 — voirie; 179 — \$33,500 — achat de moto-niveleuse; 181 — \$10,000 — achat de machineries; 184 — \$6,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 mars 1971,

table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 2011 of the renewable part hereafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity date of April 1, 1991 in the amount of \$69,500 includes a balance of \$63,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1992	\$ 1,000
April 1, 1993	1,000
April 1, 1994	1,500
April 1, 1995	1,500
April 1, 1996	1,500
April 1, 1997	2,000
April 1, 1998	2,000
April 1, 1999	2,000
April 1, 2000	2,500
April 1, 2001	2,500
April 1, 2002	3,000
April 1, 2003	3,000
April 1, 2004	3,500
April 1, 2005	4,000
April 1, 2006	4,000
April 1, 2007	4,500
April 1, 2008	5,000
April 1, 2009	5,500
April 1, 2010	6,000
April 1, 2011	7,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$69,500 and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par on April 1st of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: Nos: 59 — \$105,500 — renewal of loan; 150 — \$11,000 — roads; 171 — \$76,000 — aqueduct and sewers; 173 — \$44,000 — roads; 179 — \$33,500 — purchase of a "moto-niveleuse"; 181 — \$10,000 — purchase of machinery; 184 — \$6,000 — refinancing expenses.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council which will be held on Tuesday,

à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 4264, rue St-Félix, St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félix-du-Cap-Rouge (Comté de Québec), ce 18 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
L.-A. BOMBARDIER.

Hôtel de ville, 4264, rue St-Félix,
St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, P.Q.
Téléphone: 651-1225, code 418. 3891 5-0

March 16, 1971 at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 4264 St-Félix Street, St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Québec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Félix-du-Cap-Rouge (County of Québec), February 18, 1971.

L.-A. BOMBARDIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 4264 St-Félix Street,
St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Québec, P.Q.
Telephone: 651-1225, code 418. 38915

Ville de Sainte-Thérèse-Ouest

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Rosaire G. Brisson, secrétaire-trésorier, Édifice municipal, 901, boulevard Sainte-Thérèse-Ouest, Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 16 mars 1971, pour l'achat de \$734,000 d'obligations de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½% ni supérieur à 8½% payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$734,000 — 20 ans
Année Capital

1er avril 1972	\$12,000
1er avril 1973	12,000
1er avril 1974	14,000
1er avril 1975	15,000
1er avril 1976	16,000
1er avril 1977	18,000
1er avril 1978	20,000
1er avril 1979	22,000
1er avril 1980	24,000
1er avril 1981	26,000
1er avril 1982	29,000
1er avril 1983	32,000
1er avril 1984	35,000
1er avril 1985	38,000
1er avril 1986	42,000
1er avril 1987	16,000
1er avril 1988	18,000
1er avril 1989	20,000
1er avril 1990	22,000
1er avril 1991	303,000

Town of Sainte-Thérèse-Ouest

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Rosaire G. Brisson, Secretary-Treasurer, Municipal Building, 901 Sainte-Thérèse-Ouest Boulevard, Sainte-Thérèse-Ouest, county of Terrebonne, Québec, until 8:00 o'clock in the evening, Tuesday, March 16, 1971, for the purchase of a bond issue of \$734,000, bonds of the town of Sainte-Thérèse-Ouest, county of Terrebonne, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated from April 1, 1971.

Table of redemption — \$734,000 — 20 years
Year Capital

April 1, 1972	\$12,000
April 1, 1973	12,000
April 1, 1974	14,000
April 1, 1975	15,000
April 1, 1976	16,000
April 1, 1977	18,000
April 1, 1978	20,000
April 1, 1979	22,000
April 1, 1980	24,000
April 1, 1981	26,000
April 1, 1982	29,000
April 1, 1983	32,000
April 1, 1984	35,000
April 1, 1985	38,000
April 1, 1986	42,000
April 1, 1987	16,000
April 1, 1988	18,000
April 1, 1989	20,000
April 1, 1990	22,000
April 1, 1991	303,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$40,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2001 de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$303,000 comprend un solde de \$279,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1992	\$18,000
1er avril 1993	20,000
1er avril 1994	22,000
1er avril 1995	24,000
1er avril 1996	26,000
1er avril 1997	28,000
1er avril 1998	31,000
1er avril 1999	34,000
1er avril 2000	36,000
1er avril 2001	40,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$303,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$40,000, and if greater than the latter amount, the surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the April 1, 2001 maturity of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1991 maturity, in the amount of \$303,000, covers a balance of \$279,000, renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1992	\$18,000
April 1, 1993	20,000
April 1, 1994	22,000
April 1, 1995	24,000
April 1, 1996	26,000
April 1, 1997	28,000
April 1, 1998	31,000
April 1, 1999	34,000
April 1, 2000	36,000
April 1, 2001	40,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sainte-Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$303,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 267 — \$45,000 — acquisition de lots par expropriation; 276 — \$385,000 — aqueduc, égouts; 280 — \$15,000 — aqueduc, égouts; 281 — \$7,000 — voirie; 282 — \$5,000 — électricité; 302 — \$53,000 — services récréatifs et communautaires; RV-3 — \$224,000 — création d'un fonds de roulement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 16 mars 1971, à 8 heures du soir, Édifice municipal, 901, boulevard Sainte-Thérèse-Ouest, Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-Ouest (Comté de Terrebonne), ce 16 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ROSAIRE C. BRISSON.

Édifice municipal, 901, boul. Ste-Thérèse-Ouest,
Sainte-Thérèse-Ouest, Comté de Terrebonne, P.Q.
Téléphone: 435-6571, code 514. 38916-0

The said bonds will be issued under the following by-laws: 267 — \$45,000 — purchase of lots by means of expropriation; 276 — \$385,000 — aqueduct, sewers; 280 — \$15,000 — aqueduct, sewers; 281 — \$7,000 — roads; 282 — \$5,000 — electricity; 302 — \$53,000 — recreational and community services; RV-3 — \$224,000 — formation of a working capital.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, March 16, 1971, at 8:00 o'clock in the evening, at the Municipal Building, 901 Sainte-Thérèse-Ouest Boulevard, Sainte-Thérèse-Ouest, county of Terrebonne, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Sainte-Thérèse-Ouest, (County of Terrebonne), February 16, 1971.

ROSAIRE G. BRISSON,
Secretary-Treasurer.

Municipal Building, 901 Sainte-Thérèse-Ouest Blvd.,
Sainte-Thérèse-Ouest, county of Terrebonne, Québec.
Telephone: 435-6571, Code 514. 38916

Paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Poirier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, bureau de la corporation, 3341, rue Notre-Dame, Saint-Charles-de-Lachenaie, comté de L'Assomption, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Notre-Dame, rue Notre-Dame, Saint-Charles-de-Lachenaie, comté de L'Assomption, P.Q., mercredi, le 17 mars 1971, pour l'achat de \$270,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie, comté de L'Assomption, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$270,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1972.....	\$ 4,500
1er avril 1973.....	4,500
1er avril 1974.....	4,500
1er avril 1975.....	5,000
1er avril 1976.....	5,000
1er avril 1977.....	5,500
1er avril 1978.....	6,500
1er avril 1979.....	7,000
1er avril 1980.....	7,000
1er avril 1981.....	8,000
1er avril 1982.....	8,000

Parish of Saint-Charles-de-Lachenaie County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean Poirier, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the office of the corporation 3341 Notre-Dame Street, Saint-Charles-de-Lachenaie; county of L'Assomption, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at Notre-Dame School, Notre-Dame Street, Saint-Charles-de-Lachenaie, county of L'Assomption, P.Q., on Wednesday, March 17, 1971, for the purchase of a bond issue of \$270,000, bonds of the parish of Saint-Charles-de-Lachenaie, county of L'Assomption, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as of April 1, 1971.

Table of redemption — \$270,000 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1972.....	\$ 4,500
April 1, 1973.....	4,500
April 1, 1974.....	4,500
April 1, 1975.....	5,000
April 1, 1976.....	5,000
April 1, 1977.....	5,500
April 1, 1978.....	6,500
April 1, 1979.....	7,000
April 1, 1980.....	7,000
April 1, 1981.....	8,000
April 1, 1982.....	8,000

1er avril 1983.....	\$8,500
1er avril 1984.....	10,000
1er avril 1985.....	10,000
1er avril 1986.....	11,000
1er avril 1987.....	12,000
1er avril 1988.....	13,000
1er avril 1989.....	14,000
1er avril 1990.....	14,000
1er avril 1991.....	112,000

April 1, 1983.....	\$8,500
April 1, 1984.....	10,000
April 1, 1985.....	10,000
April 1, 1986.....	11,000
April 1, 1987.....	12,000
April 1, 1988.....	13,000
April 1, 1989.....	14,000
April 1, 1990.....	14,000
April 1, 1991.....	112,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2006 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$112,000 comprend un solde de \$96,000 renouvelable pour une période additionnelle de 15 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1992.....	\$ 3,500
1er avril 1993.....	4,000
1er avril 1994.....	4,000
1er avril 1995.....	4,000
1er avril 1996.....	4,500
1er avril 1997.....	5,000
1er avril 1998.....	5,500
1er avril 1999.....	6,000
1er avril 2000.....	7,000
1er avril 2001.....	7,500
1er avril 2002.....	8,000
1er avril 2003.....	8,000
1er avril 2004.....	9,000
1er avril 2005.....	10,000
1er avril 2006.....	10,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$10,500, and if greater than the later amount, this surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the April 1, 2006 maturity of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1991 maturity, in the amount of \$112,000 covers a balance of \$96,500 renewable for an additional 15-year period and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1992.....	\$ 3,500
April 1, 1993.....	4,000
April 1, 1994.....	4,000
April 1, 1995.....	4,000
April 1, 1996.....	4,500
April 1, 1997.....	5,000
April 1, 1998.....	5,500
April 1, 1999.....	6,000
April 1, 2000.....	7,000
April 1, 2001.....	7,500
April 1, 2002.....	8,000
April 1, 2003.....	8,000
April 1, 2004.....	9,000
April 1, 2005.....	10,000
April 1, 2006.....	10,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$112,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission; conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 107 — \$106,000 — renouvellement d'emprunt; 148 — \$79,500 — aqueduc, égouts; 150 — \$14,400 — aqueduc, égouts; 150-A — \$12,800 — aqueduc, égouts; 150-B — \$18,800 — aqueduc, égouts; 150-C — \$32,500 — voirie; 158 — \$6,000 — frais de refinancement du règlement numéro 107.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 17 mars 1971, à 8 heures du soir, École Notre-Dame, rue Notre-Dame, Saint-Charles-de-Lachenaie, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Charles-de-Lachenaie (Comté de L'Assomption), ce 18 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN POIRIER.

Bureau de la corporation, 3341, rue Notre-Dame,
St-Charles-de-Lachenaie (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 861-2651 Travail (Mtl),
666-3677 Résidence (St-Ch.-de-Lac.),
code 514. 38930-0

Municipalité de Touraine
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Gervais, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 12, avenue Picardie, Touraine, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 15 mars 1971, pour l'achat de \$218,000 d'obligations de la municipalité de Touraine, comté de Gatineau, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$112,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 107 — \$106,000 — loan renewal; 148 — \$79,500 — aqueduct, sewers; 150 — \$14,400 — aqueduct, sewers; 150-A — \$12,800 — aqueduct, sewers; 150-B — \$18,800 — aqueduct, sewers; 150-C — \$32,500 — roads; 158 — \$6,000 — costs for refinancing by-law number 107.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Wednesday, March 17, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at Notre-Dame School, Notre-Dame Street, Saint-Charles-de-Lachenaie, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Charles-de-Lachenaie (County of L'Assomption), February 18, 1971.

JEAN POIRIER,
Secretary-Treasurer.

Office of the corporation, 3341 Notre-Dame Street,
St-Charles-de-Lachenaie (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 861-2651 Office (Mtl),
666-3677 Home (St. Ch.-de-Lac.),
code 514. 38930

Municipality of Touraine
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean Gervais, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 12 Picardie Avenue, Touraine, county of Gatineau, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., on Monday, March 15, 1971, for the purchase of an issue of \$218,000 of bonds for the municipality of Touraine, county of Gatineau, such bonds will be dated April 1, 1971 and will be redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; but, if more than one rate should be used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$218,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1972	\$ 4,000
1er avril 1973	4,000
1er avril 1974	4,000
1er avril 1975	4,000
1er avril 1976	4,000
1er avril 1977	5,000
1er avril 1978	5,500
1er avril 1979	5,500
1er avril 1980	7,000
1er avril 1981	7,000
1er avril 1982	7,500
1er avril 1983	8,500
1er avril 1984	9,000
1er avril 1985	10,000
1er avril 1986	11,000
1er avril 1987	12,500
1er avril 1988	13,000
1er avril 1989	15,000
1er avril 1990	15,500
1er avril 1991	66,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$7,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$66,000 comprend un solde de \$48,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	Capital
1er avril 1992	\$3,000
1er avril 1993	3,500
1er avril 1994	3,500
1er avril 1995	4,000
1er avril 1996	4,500
1er avril 1997	5,000
1er avril 1998	5,500
1er avril 1999	6,000
1er avril 2000	6,500
1er avril 2001	7,000

Table of redemption — \$218,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1972	\$ 4,000
April 1, 1973	4,000
April 1, 1974	4,000
April 1, 1975	4,000
April 1, 1976	4,000
April 1, 1977	5,000
April 1, 1978	5,500
April 1, 1979	5,500
April 1, 1980	7,000
April 1, 1981	7,000
April 1, 1982	7,500
April 1, 1983	8,500
April 1, 1984	9,000
April 1, 1985	10,000
April 1, 1986	11,000
April 1, 1987	12,500
April 1, 1988	13,000
April 1, 1989	15,000
April 1, 1990	15,500
April 1, 1991	66,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.
2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.
3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$7,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last maturities excluding the maturity of April 1, 2001 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudications shall be made according to law.

The maturity of April 1, 1991 in the amount of \$66,000 includes a balance of \$48,500 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	Capital
April 1, 1992	\$3,000
April 1, 1993	3,500
April 1, 1994	3,500
April 1, 1995	4,000
April 1, 1996	4,500
April 1, 1997	5,000
April 1, 1998	5,500
April 1, 1999	6,000
April 1, 2000	6,500
April 1, 2001	7,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Pointe-Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$66,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements Nos 417 — \$35,000 — voirie, aqueduc, égouts; 418 — \$46,500 — voirie, aqueduc, égouts; 420 — \$3,500 — voirie; 421 — \$14,000 — voirie; 422 — \$4,000 voirie; 423 — \$10,000 — voirie, aqueduc, égouts; 425 — \$15,000 — voirie; 426 — \$15,000 voirie; 433 — \$75,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 12, avenue Picardie, Touraine, comté de Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Touraine (Comté de Gatineau), ce 18 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN GERVAIS.

Hôtel de ville, 12, avenue Picardie,
Touraine (Comté de Gatineau), P.Q.
Téléphone: 776-5591, code 819.

38914-0

La commission scolaire régionale de Chambly

Siège social: 185, rue St-Jean, Suite 201,
Longueuil, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Chartier, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission, 185, rue St-Jean, Suite 201, Longueuil, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 15 mars 1971, pour l'achat de \$2,550,000 d'obligations de la commission scolaire régionale de Chambly, datées du 1er avril 1971 et remboursables en série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Gatineau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$66,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to by-laws Nos 417 — \$35,000 — roads, aqueduct, sewers; 418 — \$46,500 — roads, aqueduct, sewers; 420 — \$3,500 — roads; 421 — \$14,000 — roads; 422 — \$4,000 — roads; 423 — \$10,000 — roads, aqueduct, sewers; 425 — \$15,000 — roads; 426 — \$15,000 — roads; 433 — \$75,000 — aqueduct and sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 15, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 12 Picardie Avenue, Touraine, county of Gatineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Touraine (County of Gatineau), February 18, 1971.

JEAN GERVAIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 12 Picardie Avenue,
Touraine (County of Gatineau), P.Q.
Telephone: 776-5591, code 819.

38914

Chambly Regional School Board

Head Office: 185 St-Jean Street, suite 201
Longueuil, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Chartier, Secretary-Treasurer, at the Office of the Board, 185 St-Jean Street, Suite 201, Longueuil, P.Q., up to 8:00 o'clock p.m., Monday, March 15, 1971, for the purchase of an issue of \$2,550,000 of bonds for the Chambly Regional School Board such bonds will be dated April 1, 1971, and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from April 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$2,550,000 — 20 ans
Année Capital

1er avril 1972	\$ 47,000
1er avril 1973	52,000
1er avril 1974	56,000
1er avril 1975	61,000
1er avril 1976	68,000
1er avril 1977	74,000
1er avril 1978	82,000
1er avril 1979	89,000
1er avril 1980	97,000
1er avril 1981	107,000
1er avril 1982	117,000
1er avril 1983	128,000
1er avril 1984	140,000
1er avril 1985	153,000
1er avril 1986	168,000
1er avril 1987	184,000
1er avril 1988	201,000
1er avril 1989	221,000
1er avril 1990	241,000
1er avril 1991	264,000

Table of redemption — \$2,550,000 — 20 years
Year Capital

April 1, 1972	\$ 47,000
April 1, 1973	52,000
April 1, 1974	56,000
April 1, 1975	61,000
April 1, 1976	68,000
April 1, 1977	74,000
April 1, 1978	82,000
April 1, 1979	89,000
April 1, 1980	97,000
April 1, 1981	107,000
April 1, 1982	117,000
April 1, 1983	128,000
April 1, 1984	140,000
April 1, 1985	153,000
April 1, 1986	168,000
April 1, 1987	184,000
April 1, 1988	201,000
April 1, 1989	221,000
April 1, 1990	241,000
April 1, 1991	264,000

La commission scolaire régionale de Chambly, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968) demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$264,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil.

The Chambly Regional School Board availing itself of section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64 assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school board, the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bond issue and of any renewal thereof if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to 10-year for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$264,000 and if higher than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities, excluding the maturity of April 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$264,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions d'emprunt datées des: 24 mars 1970 — \$2,000,000 — construction d'une école secondaire polyvalente à ville Lafèche; 13 octobre 1970 — \$550,000 — coût excédentaire du complexe polyvalent.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 15 mars 1971, à 8 heures du soir, Bureau de la commission, 185, rue St-Jean, Suite 201, Longueuil, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Longueuil, ce 22 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CHARTIER,

Bureau de la commission,
185, rue St-Jean, Suite 201, Longueuil, P.Q.,
Téléphone: 679-8720, code 514. 38939-0

Ville de Bélair
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Grenier, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 220, boulevard Saint-Gérard, Bélair, comté de Portneuf, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 15 mars 1971, pour l'achat de \$253,000 d'obligations de la ville de Bélair, comté de Portneuf, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$264,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the loan resolutions dated: March 24, 1970 — \$2,000,000 — construction of a polyvalent secondary school in the town of Lafèche; October 13, 1970 — \$550,000 surplus cost of the polyvalent school.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, March 15, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Office of the Board, 185 St-Jean Street, Suite 201, Longueuil, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil, February 22, 1971.

ANDRÉ CHARTIER,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board,
185 St-Jean Street, Suite 201, Longueuil, P.Q.
Telephone: 679-8720, Code 514. 38939

Town of Bélair
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Claude Grenier, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 220 Saint-Gérard Boulevard, Bélair, county of Portneuf, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, March 15, 1971, for the purchase of an issue of \$253,000 of bonds for the town of Bélair, county of Portneuf, such bonds will be dated April 1, 1971 and will be redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; but, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$253,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1972	\$ 4,500
1er avril 1973	5,000
1er avril 1974	5,500
1er avril 1975	5,500
1er avril 1976	6,500
1er avril 1977	7,000
1er avril 1978	8,000
1er avril 1979	8,000
1er avril 1980	8,000
1er avril 1981	9,000
1er avril 1982	9,500
1er avril 1983	11,000
1er avril 1984	12,000
1er avril 1985	13,000
1er avril 1986	14,500
1er avril 1987	9,000
1er avril 1988	10,000
1er avril 1989	11,500
1er avril 1990	12,000
1er avril 1991	83,500

Table of redemption — \$253,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1972	\$ 4,500
April 1, 1973	5,000
April 1, 1974	5,500
April 1, 1975	5,500
April 1, 1976	6,500
April 1, 1977	7,000
April 1, 1978	8,000
April 1, 1979	8,000
April 1, 1980	8,000
April 1, 1981	9,000
April 1, 1982	9,500
April 1, 1983	11,000
April 1, 1984	12,000
April 1, 1985	13,000
April 1, 1986	14,500
April 1, 1987	9,000
April 1, 1988	10,000
April 1, 1989	11,500
April 1, 1990	12,000
April 1, 1991	83,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$7,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$83,500 comprend un solde de \$70,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er avril 1992	\$1,500
1er avril 1993	1,500
1er avril 1994	1,500
1er avril 1995	1,500
1er avril 1996	2,000
1er avril 1997	2,000
1er avril 1998	2,000
1er avril 1999	2,500
1er avril 2000	2,500
1er avril 2001	3,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$7,500, and if greater than the latter amount, the surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 2011 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of April 1, 1991 in the amount of \$83,500 includes a balance of \$70,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
April 1, 1992	\$1,500
April 1, 1993	1,500
April 1, 1994	1,500
April 1, 1995	1,500
April 1, 1996	2,000
April 1, 1997	2,000
April 1, 1998	2,000
April 1, 1999	2,500
April 1, 2000	2,500
April 1, 2001	3,000

1er avril 2002	\$3,500	April 1, 2002	\$3,500
1er avril 2003	3,500	April 1, 2003	3,500
1er avril 2004	4,000	April 1, 2004	4,000
1er avril 2005	4,500	April 1, 2005	4,500
1er avril 2006	4,500	April 1, 2006	4,500
1er avril 2007	5,000	April 1, 2007	5,000
1er avril 2008	5,500	April 1, 2008	5,500
1er avril 2009	6,000	April 1, 2009	6,000
1er avril 2010	6,500	April 1, 2010	6,500
1er avril 2011	7,500	April 1, 2011	7,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$83,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: B-76 — \$1,800 — aqueduc, égouts; B-90 — \$4,000 — camion incendie; B-108 — \$18,000 — voirie; B-115 — \$7,500 — voirie; B-116 — \$15,600 — aqueduc, égouts; B-119 — \$4,500 — aqueduc, égouts; B-120 — \$30,000 — aqueduc, égouts; B-121 — \$24,500 — aqueduc, égouts; B-129 — \$2,200 — aqueduc, égouts; B-130 — \$2,700 — aqueduc, égouts, voirie; B-131 — \$1,100 — aqueduc, égouts, voirie; B-132 — \$1,100 — aqueduc, égouts, voirie; B-133 — \$2,300 — voirie; B-134 — \$8,000 — aqueduc, égouts, voirie; B-135 — \$1,000 — voirie; B-136 — \$2,200 — voirie; B-138 — \$50,000 — augmentation du fonds de roulement; B-140 — \$14,000 — travaux d'aménagement de bureau; B-141 — \$4,500 — travaux de la salle municipale; B-142 — \$6,500 — travaux terrain de stationnement; B-143 — \$3,000 — électricité; B-144 — \$3,500 — aqueduc, égouts; B-145 — \$45,000 — travaux au garage municipal.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 15 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 220, boulevard Saint-Gérard, Bélair, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bélair (Comté de Portneuf), ce 24 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE GRENIER,

Hôtel de ville, 220, boul. St-Gérard,
Bélair, Comté de Portneuf, P.Q.,
Téléphone: 842-7184, code 418.

38933-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$83,500, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: B-76 — \$1,800 — aqueduct, sewers; B-90 — \$4,000 — fire truck; B-108 — \$18,000 — roads; B-115 — \$7,500 — roads; B-116 — \$15,600 — aqueduct, sewers; B-119 — \$4,500 — aqueduct, sewers; B-120 — \$30,000 — aqueduct, sewers; B-121 — \$24,500 — aqueduct, sewers; B-129 — \$2,200 — aqueduct, sewers; B-130 — \$2,700 — aqueduct, sewers, roads; B-131 — \$1,100 — aqueduct, sewers, roads; B-132 — \$1,100 — aqueduct, sewers, roads; B-133 — \$2,300 — roads; B-134 — \$8,000 — aqueduct, sewers, roads; B-135 — \$1,000 — roads; B-136 — \$2,200 — roads; B-138 — \$50,000 — increase of working capital; B-140 — \$14,000 — office planning works; B-141 — \$4,500 — municipal hall works; B-142 — \$6,500 — parking ground works; B-143 — \$3,000 — electricity; B-144 — \$3,500 — aqueduct, sewers; B-145 — \$45,000 — municipal garage works.

The tenders shall be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 15, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 220 Saint-Gérard Boulevard, Bélair, county of Portneuf, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bélair (County of Portneuf), February 24, 1971.

CLAUDE GRENIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 220 St-Gérard Boulevard,
Bélair, County of Portneuf, P.Q.,
Telephone: 842-7184, code 418.

38933

**Ministère du Travail et de la
Main-d'oeuvre**

**Department of Labour and
Manpower**

Avis d'approbation de règlements

Automobile — Drummond

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le Chapitre 49, S.Q. 1969), que les statuts du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile du comté de Drummond, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2806 du 11 octobre 1967 ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 774, du 24 février 1971.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.
Québec, le 27 février 1971. 38858-o

Notice of Approval of Regulations

Automobile Industry — Drummond

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitutions of the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County, approved by Order in Council No. 2806 of October 11, 1967 has been abrogated by Order in Council No. 774 of February 24, 1971.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 27, 1971. 38858-o

**Avis d'abrogation de constitution
et règlements**

Automobile — Mauricie

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3348 du 16 octobre 1968 ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 775 du 24 février 1971.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.
Québec, le 27 février 1971. 38858-o

**Notice of Abrogation of Constitution
and Regulations**

Automobile — St. Maurice Valley

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitution and regulations of the Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley, already approved by Order in Council No. 3348 of October 16, 1968, have been amended by Order in Council number 775 of February 25, 1971.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 27, 1971. 38858-o

Avis de modification

Robe — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° La partie de l'article I, (*Champ d'application industriel*), (A), du commencement jusqu'aux mots « ouverts ou fabriqués dans la manufacture », sera remplacé par le suivant:

Notice of Amendment

Dress Industry — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Dress Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 3519 of September 24, 1940 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. That part of Section I, (*Industrial jurisdiction*), (A), from the beginning until the words "worked or fabricated in the factory", will be replaced by the following:

« 1. *Champ d'application industriel*: (A) Le présent décret régit l'industrie de la fabrication ou production complète ou partielle, pour toutes personnes du sexe féminin, de tout genre ou catégorie de robes, blouses et jupes dépareillées, et tout vêtement y compris entr'autres:

Ensembles, robes, robes du soir, vêtements ou costumes de plage, de bain, de jeux et de sport, pantalons longs, (slacks), pantalons de ski et couvre-tout de ski pour personnes du sexe féminin, quelle que soit la marque de commerce sous laquelle ils sont connus, blouses, plastrons, couvre-tout, sarraux, robes d'intérieur (brunch coats, dusters, housecoats), tabliers, kimonos, robes de chambre et uniformes, le tout de quelque modèle et description et fait de matières de toutes sortes ou natures que ce soit, naturelles ou artificielles et, sans changer la généralité de ce qui précède, de matières tissées, tricotées, plastiques, synthétiques, en cuir et en feutre, le tout comprenant combinaisons et mélanges de n'importe lesquelles des matières précitées, le tout non assujetti aux décrets numéros 523 du 11 mai 1955 et 711 du 30 avril 1963, dans leur teneur modifiée.

Le décret s'applique également à toute partie de tels vêtements qu'elle soit fabriquée séparément ou non.

Les effets suivants sont expressément exclus:

a) Vêtements faits de caoutchouc ou de tissu de caoutchouc;

b) Blousons de ski, coupe-vent, jambières et habits de neige pour enfants, faits de quelque tissu que ce soit;

c) Robes de bain, kimonos et robes de chambre faites de ratine (tissu éponge), édredon ou laine, flanelle ou autre matériel d'une pesanteur de 8 onces ou plus à la verge carrée;

d) Vêtements pour bébés, enfants et fillettes de toutes descriptions jusqu'à et y compris l'âge de six ans;

e) Tabliers portés devant soi pour préserver ses vêtements ou servir d'ornements;

i. quand les mêmes employés font toujours le même travail, au même endroit;

ii. quand la production est entièrement distincte et séparée de celle des autres vêtements ou parties de vêtements ou lingeries ouvrés ou fabriqués dans la manufacture. »

2° L'article I, (*Champ d'application industriel*), sera modifié en ajoutant le sous-paragraph (D) suivant:

« (D) Sans restreindre la généralité de ce qui précède, le présent décret s'applique à tous les vêtements tricotés, tel que défini aux présentes, lorsque tels vêtements sont fabriqués de composants ou parties requérant l'une quelconque des opérations exécutées par les ouvriers des métiers définis à l'article III du présent décret. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

"1. *Industrial jurisdiction*: (A) This decree shall apply to the industry of manufacturing or producing completely or partially for all persons of the female sex, all types and styles of dresses, blouses and odd and separate skirts, and all garments analogous thereto and including but not limited to:

Ensembles, gowns, beach clothes, bathing and swimming suits, play clothes, sport clothes, slacks, ski slacks, ski coveralls and trousers made for the female sex, by whatever trade name they may be known, blouses, vestees, smocks, brunch coats, hoovers, housecoats, dusters, aprons, kimonos, dressing gowns and uniforms,

the whole of all styles and descriptions and made of material of any kind or nature whatsoever, whether natural or artificial; and without altering the generality of the foregoing of woven, knitted, plastic, synthetic, leather and felt materials, the whole including combinations or blends of any of the foregoing, the whole not falling within Orders in Council numbers 523 of May 11, 1955 and 711 of April 30, 1963, and amendments thereto.

This decree likewise shall apply to the several parts of any of the aforesaid garments when manufactured in combination or separately as independent items.

The following products are specifically excluded:

(a) Wearing apparel made of rubber or rubber material;

(b) Ski jackets, windbreakers, children's legging and snow suits, the whole made of any material whatsoever;

(c) Bathrobes, kimonos and dressing gowns made of terry cloth, eiderdown or wool, flannel, or any other material of a weight of 8 ounces or more per square yard;

(d) Infants', kiddies' and girls' wearing apparel of any description up to and including the age of six;

(e) Aprons worn on the fore part of the body to preserve clothing or as ornaments;

i. when the same employees are always engaged in the same work, in the same place;

ii. when the production is entirely distinct and separated from that of other garments or parts of garments or underclothing worked or fabricated in the factory."

2. Section I, (*Industrial jurisdiction*), will be amended by adding thereto the following sub-section (D);

"(D) Without limiting the generality of the foregoing, this decree shall apply to all knitted garments as herein defined when such garments are made of components or parts which require any of the operations as performed by employees in the crafts defined in Section III of the present decree."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 27 février 1971. 38858-o

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 27, 1971. 38858-o

Avis de modification

Alimentation — Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que « L'Association des Magasins-Chaîne du Québec », lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante au décret numéro 921 du 4 mai 1965, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Montréal.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 27 février 1971. 38858-o

Notice of Amendment

Retail Food Stores — Montreal Region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that *L'Association des Magasins-Chaîne du Québec*, have petitioned him for the purpose of being accepted as contracting party to Decree number 921 of May 4, 1965, respecting Retail Food Stores in the region of Montreal.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 27, 1971. 38858-o

Avis d'approbation de règlements

Automobile — Mauricie

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux paragraphes « g » et « h » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q., 1964 modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que le règlement numéro 2, dont le texte suit, relatif à la tenue du registre et au rapport mensuel du Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 777 du 24 février 1971.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE
DE LA MAURICIE

Règlement numéro 2

Tenue du registre — Rapport mensuel

Tenue du registre:

Le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1704

Notice of Approval of Regulations

Automobile — St. Maurice Valley

Pursuant to the provisions of subsections "g" and "h" of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the following regulation number 2, respecting the keeping of the register and the monthly report of the Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley has been approved by Order in Council number 777 of February 24, 1971.

AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE
OF THE ST. MAURICE VALLEY

Regulation number 2

Keeping of a register — Monthly report

Keeping of a register:

The Parity Committee makes it obligatory for any professional employer governed by Decree number 1704

du 6 juin 1968, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 22 juin 1968 et/ou par le décret numéro 2535 du 20 septembre 1967, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 7 octobre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, la qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a débuté, fut, selon le cas, interrompu, repris et terminé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application desdits décrets. Ce registre doit être gardé disponible à la place d'affaires de l'employeur.

Rapport mensuel:

Le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1704 du 6 juin 1968, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 22 juin 1968 et/ou par le décret numéro 2535 du 20 septembre 1967, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 7 octobre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, à lui transmettre, à son siège social, un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable qu'il désigne, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, la qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque mois, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent.

L'employeur professionnel doit demander au comité paritaire les formules nécessaires à la préparation et à la soumission dudit rapport.

Tout employeur professionnel ayant sa place d'affaires dans le champ d'application territorial desdits décrets doit soumettre ce rapport, même dans le cas où aucun travail n'a été exécuté; le comité paritaire n'étant pas tenu d'établir une preuve quelconque de travail.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 27 février 1971. 38858-0

Avis d'approbation de règlements

Automobile — Mauricie

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que le règlement numéro 6, dont le texte suit, relatif aux certificats de qualification et de classification du Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 778 du 24 février 1971.

of June 6, 1968, published in the *Québec Official Gazette* of June 22, 1968 and/or by Decree number 2535 of September 20, 1967, published in the *Québec Official Gazette* of October 7, 1967, and all subsequent amendments, to keep a register in which are shown: the name, first names, address and Social Insurance number of each employee in his service, such employee's competency or classification the exact time work was begun and, as the case may be, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wage paid, with mention of the method and time of payment and all other information deemed useful in the application of the said decrees. Such register shall be available at the employer's place of business.

Monthly report:

The Parity Committee makes it obligatory for any professional employer governed by Decree number 1704 of June 6, 1968, published in the *Québec Official Gazette* of June 22, 1968 and/or by Decree number 2535 of September 20, 1967, published in the *Québec Official Gazette* of October 7, 1967, and all subsequent amendments, to forward a written monthly report to the Committee's corporate seat. Such report is to be signed by himself, or by some responsible person designated by him, and shall give: the name, first names, address and Social Insurance number of each employee in his service, the employee's competency or classification, the regular and overtime hours worked each month, the nature of such work and the wage paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th of each month and shall cover the previous month.

Professional employers shall ask the Parity Committee for the forms required to prepare and submit the said report.

Any professional employer having his place of business within the territorial jurisdiction of the said decrees shall submit such report, even if no work has been carried out, as the Parity Committee is not obliged to give any proof of work.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 27, 1971. 38858

Notice of Approval of Regulations

Automobile — St. Maurice Valley

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the following Regulation No. 6, respecting the competency and classification certificates of the Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley, has been approved by Order in Council No. 778 of February 24, 1971.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE
DE LA MAURICIE

Règlement numéro 6

Certificats de qualification et de classification

Article 1. *Certificat de qualification:*

a) Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire, dans tout le champ d'application territorial des décrets numéros 1704 du 6 juin 1968 et 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, et ce, pour tous les salariés qui, assujettis auxdits décrets, exercent les métiers suivants:

Décret numéro 1704: Carrossier-peintre, mécanicien.

Décret numéro 2535: Carrossier-peintre, mécanicien, machiniste, électricien, aligneur de roues.

Toutefois, ce règlement ne s'applique pas aux salariés régis par l'article 36 de la Loi des décrets de convention collective.

b) Le comité paritaire peut exiger à titre d'honoraires, une somme n'excédant pas \$2 pour l'examen d'un compagnon (ouvrier qualifié) et \$1 pour l'examen d'un apprenti.

c) Le Comité paritaire reconnaît comme valides, les certificats de qualification et/ou classification délivrés par l'ex-comité paritaire de l'industrie de l'automobile du comté de Drummond antérieurement chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 2535 du 20 septembre 1967.

d) Le salarié détenteur d'un certificat de qualification et/ou de classification délivré par un comité paritaire autre que celui de l'automobile de la Mauricie et/ou de l'industrie de l'automobile du comté de Drummond, doit faire valider son certificat par le comité paritaire, avant de pouvoir exercer dans le champ d'application territorial des décrets numéros 1704 du 6 juin 1968 et 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, le métier ou l'occupation pour lequel il est qualifié ou classifié.

e) Le pourcentage requis par le comité paritaire pour l'obtention d'un certificat de qualification est le suivant:

Classe « C »: 60%

Classe « B »: 70%

Classe « A »: 85%

Article 2. *Bureau d'examineurs:*

Le comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de quatre (4) membres dont deux (2) représentent les parties patronales et deux (2) les parties syndicales, pour déterminer la qualification des salariés et leur délivrer les certificats concernés. Ces membres se désignent entre eux un président.

Article 3. *Terme d'office:*

Le terme des membres du bureau d'examineurs commence à la date de l'approbation du présent règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil et se

AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE
OF THE ST. MAURICE VALLEY

Regulation number 6

Competency and classification certificates

Section 1. *Competency certificate:*

(a) Pursuant to the provisions of section 25 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Parity Committee makes the competency certificate compulsory within the entire territorial jurisdiction of Decrees No. 1704 of June 6, 1968 and No. 2535 of September 20, 1967, including all further amendments, for all employees governed by the said decrees who ply the following trades:

Decree No. 1704: Bodyman-painter, mechanic.

Decree No. 2535: Bodyman-painter, mechanic, machine operator, electrician, alignment technician.

This regulation, however, does not apply to employees governed by section 36 of the Collective Agreement Decrees Act.

(b) The Parity Committee may ask fees not to exceed \$2 for the examination of a journeyman (skilled workman) and \$1 for the examination of an apprentice.

(c) The Parity Committee shall recognize the validity of competency and/or classification certificates issued by the former Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County which was previously entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 2535 of September 20, 1967.

(d) The employee who holds a competency and/or classification certificate issued by any Parity Committee other than the Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley and/or the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County shall have his certificate validated by the Parity Committee before being entitled to ply the trade or perform work for which such employee is qualified or classified within the territorial jurisdiction of Decrees No. 1704 of June 6, 1968 and No. 2535 of September 20, 1967 and all further amendments.

(e) Examination marks required by the Parity Committee for the obtainment of competency certificates shall be as follows:

Class "C": 60%

Class "B": 70%

Class "A": 85%

Section 2. *Board of examiners:*

The Parity Committee shall form a board of examiners composed of four (4) members (two (2) representing employers and two (2) others representing labour associations), which board shall determine employees' competency and deliver appropriate certificates. The members of this board shall appoint a chairman among themselves.

Section 3. *Term of office:*

The term of office of members of the board of examiners shall extend from the date of approval of the present regulation by the Lieutenant-Governor in

continue jusqu'à la date de l'assemblée annuelle suivante, telle que déterminée à l'article 6.03 des statuts du comité paritaire.

Article 4. Assemblées:

a) Les membres du bureau d'examineurs se réunissent, au besoin, sur convocation du secrétaire-gérant du comité paritaire, lequel agit à titre de secrétaire de ces assemblées.

b) À toute assemblée de ce bureau d'examineurs, le quorum est de trois (3) membres.

c) Les membres du bureau d'examineurs doivent rendre compte à l'assemblée mensuelle régulière du comité paritaire, des décisions prises dans l'exercice de leur mandat, avant que ces dernières soient mises à exécution.

Article 5. Jetons de présence, frais de déplacement et tous autres frais connexes:

a) Tout membre du bureau d'examineurs reçoit, en considération de son travail, pour chaque assemblée dudit bureau d'examineurs à laquelle il assiste, une indemnité de \$20 aux titres de jetons de présence, frais de déplacement et tous autres frais connexes.

b) Nonobstant le paragraphe précédent, tout membre du bureau d'examineurs ne peut recevoir, en considération de son travail, une indemnité mensuelle supérieure à \$120, aux titres de jetons de présence, frais de déplacement et tous autres frais connexes, inclusion faite de toute indemnité qui peut lui être versée à titre de membre du comité paritaire ou à titre de membre d'un ou de plusieurs sous-comités du comité paritaire.

c) Nonobstant toutes dispositions à ce contraire dans le présent règlement et exception faite des dix (10) premiers milles parcourus, tout membre du bureau d'examineurs reçoit, sur présentation d'un état de compte détaillé à cet effet, en plus de l'indemnité prévue au paragraphe a) du présent article un montant de \$0.14 pour chaque mille parcouru entre son lieu de résidence et l'endroit où se tient l'assemblée du bureau d'examineurs.

d) Les examinateurs eux-mêmes au sein desquels aucun membre du comité paritaire ou du bureau d'examineurs ne doit figurer, sont également régis par les dispositions du présent article cinq (5).

Article 6. Certificat de classification:

a) Conformément au paragraphe « k » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), le comité paritaire rend le certificat de classification obligatoire, dans tout le champ d'application territorial des décrets numéros 1704 du 6 juin 1968 et 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, et ce, pour tous les salariés qui, assujettis auxdits décrets, exercent un métier ou une occupation ne requérant pas d'apprentissage.

b) Le certificat de classification est délivré gratuitement par le comité paritaire.

*Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 27 février 1971.

38858-o

Council until the date of the next annual meeting such as provided for in section 6.03 of the constitution of the Parity Committee.

Section 4. Meetings:

(a) The members of the board of examiners shall meet, when required, upon receiving notice thereof from secretary-administrator of the Parity Committee who shall act as secretary of such meetings.

(b) Three (3) members shall constitute a quorum at any meeting of this board of examiners.

(c) The members of the board of examiners shall account for the decisions arrived at in the carrying out of their mandates at the regular monthly meetings of the Parity Committee before such decisions be enforced.

Section 5. Attendance fees, travel expenses and all other expenses in connection thereto:

(a) Members of the board of examiners shall receive, on account of their work, an amount of twenty (\$20) dollars as attendance fees, travel expenses and other expenses in connection thereto, for every meeting of the said board of examiners which they attend.

(b) Notwithstanding the provisions of the above paragraph, no member of the board of examiners may receive, on account of his work, a monthly allowance exceeding \$120 for attendance fees, travel expenses and other connected expenses including any amount that he may receive as member of a Parity Committee or as member of one or several sub-committees of the Parity Committee.

(c) Notwithstanding any provision to the contrary in the present regulation and with the exception of the first ten (10) miles travelled, the members of the board of examiners shall receive, upon presentation of a detailed expenses account, in addition to the amount provided for in paragraph (a) of the present section, an amount of \$0.14 for each mile travelled between their places of residence and the place where the meeting of the board of examiners is held.

(d) Examiners themselves, among whom no member of the Parity Committee or of the board of examiners shall be counted, shall be governed by the provisions of the present section 5.

Section 6. Classification certificate

(a) Pursuant to the provisions of paragraph (k) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969), chapter 49), the Parity Committee makes the classification certificate compulsory within the entire territorial jurisdiction of Decrees No. 1704 of June 6, 1968 and No. 2535 of September 20, 1967, including all further amendments for all employees governed by the said decrees who ply a trade or perform work not requiring apprenticeship.

(b) The classification certificate shall be delivered free of charge by the Parity Committee.

*ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.*

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 27, 1971.

38858-o

Arrêté en conseil

Order in Council

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Numéro 776

Number 776

Québec, le 24 février 1971.

Québec, February 24, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Automobile Parity Committee of the St-Maurice Valley.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie, chargé d'assurer la surveillance et l'observance des décrets numéros 1704 du 6 juin 1968 et 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

WHEREAS the Automobile Parity Committee of the St-Maurice Valley, entrusted with the supervision and enforcement of Decrees number 1704 of June 6, 1968 and number 2535 of September 20, 1967, including all further amendments, has petitioned the Lieutenant-Governor in Council to approve the following Regulation number 1 respecting levy;

ATTENDU QUE le Comité paritaire concerné s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe « i » de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969);

WHEREAS the said Parity Committee has complied with the provisions of paragraph "i" of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49);

ATTENDU qu'il y a lieu de permettre au Comité paritaire concerné, de prélever les sommes nécessaires à l'application des décrets qu'il administre;

WHEREAS it is necessary to allow the said Parity Committee to levy the sums required for the carrying out of the decrees with which the said Parity Committee is entrusted;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie soit approuvé.

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Automobile Parity Committee of the St-Maurice Valley be approved.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE DE LA MAURICIE

THE AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE OF THE
ST-AURICE VALLEY

Règlement numéro I

Regulation number I

Prélèvement

Levy

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe « i », de la Loi des décrets de convention collective (chapitre 143, S.Q. 1964 modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), le Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie, chargé d'assurer la surveillance et l'observance des décrets numéros 1704 du 6 juin 1968 et 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

Pursuant to the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Automobile Parity Committee of the St-Maurice Valley, entrusted with the supervision and enforcement of Decrees number 1704 of June 6, 1968 and number 2535 of September 20, 1967, including all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

Prélèvement

Levy

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er mars et le 31 décembre 1971; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

The levy is exigible for the period extending from the 1st of March 1971 to the 31st of December 1971; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1704 du 6 juin 1968 et/ou 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés régis par l'un ou l'autre ou lesdits décrets, une somme équivalente à $\frac{1}{4}\%$ de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, régis par le décret numéro 1704 du 6 juin 1968 et/ou 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en applications du paragraphe « a » précédent, en y ajoutant une somme équivalente à $\frac{1}{4}\%$ de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés régis par l'un ou l'autre ou lesdits décrets (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1704 du 6 juin 1968 et/ou 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, versent trimestriellement au Comité paritaire, sur réception d'un avis à cet effet, une somme équivalente à 0.25 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et dépenses pour la période visée.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE
DE LA MAURICIE

Prévisions budgétaires pour la période du 1er mars au 31 mars 1971.

Revenus:

Cotisations patronales.....	\$17,000
Cotisations ouvrières.....	17,000
Cotisations artisanales.....	9,250
Pourcentage sur réclamations.....	515
Amendes.....	85
Frais d'examens.....	200
Intérêts sur placements comptabilité générale.....	2,000

Total des revenus prévus..... \$46,050

Dépenses:

Comptes de dépenses administration générale.....	\$20,632
Comptes de dépenses administration inspection-vérification.....	28,134
Comptes de dépenses administration propriété.....	2,504
Comptes de dépenses membres du Comité.....	2,595
Comptes divers.....	720

Total des dépenses prévues..... \$54,585

Déficit prévu, avant immobilisations..... \$ 8,535

Déficit prévu, après immobilisations..... \$ 8,535

(a) All professional employers governed by Decree number 1704 of June 6, 1968 and/or by Decree number 2535 of September 20, 1967, including all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by either or both of the said decrees, an amount equal to $\frac{1}{4}\%$ of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

(b) All professional employers governed by Decree number 1704 of June 6, 1968 and/or by Decree number 2535 of September 20, 1967, including all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection "a" while adding thereto an amount equal to $\frac{1}{4}\%$ of their weekly payroll in respect of the employees governed by either or both of the said decrees (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(c) All artisans governed by Decree number 1704 of June 6, 1968 and/or by Decree number 2535 of September 20, 1967, including all further amendments, shall, quarterly, upon receipt of a notice requesting remittance, pay to the Parity Committee an amount equal to \$0.25 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period mentioned above is attached to the present Regulation.

AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE OF THE
ST-MAURICE VALLEY

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from March 1 to December 31, 1971.

Revenue:

Employers' dues.....	\$ 17,000
Employees' dues.....	17,000
Artisans' dues.....	9,250
Percentage on claims.....	515
Fines.....	85
Examination fees.....	200
Interest on investments — general accounting.....	2,000

Estimated total revenue..... \$46,050

Expenditure:

General administration expenses.....	\$20,632
Administration expenses inspection-auditing..	28,134
Administration expenses fixed assets.....	2,504
Committee members' expenses.....	2,595
Miscellaneous expenses.....	720

Estimated total expenditure..... \$54,585

Estimated deficit, before capitalization..... \$ 8,535

Estimated deficit, after capitalization..... \$ 8,535

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale.....	\$13,220
Assurance-chômage (part du comité).....	42
Régime Rentes du Québec (part du comité) ..	102
Assurance maladie du Québec (part du comité)	104
Assurances collectives (part du comité).....	258
Commission des Accidents du Travail.....	27
Papeterie et accessoires de bureau.....	2,000
Frais judiciaires.....	2,500
Location d'équipement.....	86
Téléphones et télégrammes.....	500
Frais postaux.....	700
Abonnement et publicité.....	23
Publication de décret et publicité.....	585
Assurance fidéjussion.....	50
Assurance générales.....	115
Vérificateur.....	320
Total dépenses administration générale prévues.....	\$20,632

*Comptes dépenses administration inspection-
vérification:*

Salaires des inspecteurs.....	\$18,110
Assurance-chômage (part du comité).....	62
Régime Rentes du Québec (part du comité) ..	205
Assurance maladie du Québec (part du comité)	145
Assurances collectives (part du comité).....	575
Commission des Accidents du Travail.....	37
Papeterie et accessoires de bureau.....	400
Remboursement de dépenses autorisées.....	775
Allocations automobiles.....	6,535
Gasoline.....	1,290
Total dépenses administration inspecteurs prévues.....	\$28,134

Comptes dépenses administration propriété:

Salaires du concierge.....	\$ 180
Loyer.....	2,250
Entretien (matériel seulement).....	20
Taxes municipales.....	54
Total dépenses administration propriété pré- vues.....	\$ 2,504

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblée régulières jetons de présences.....	\$ 400
Assemblées régulières frais déplacements.....	1,360
Assemblées spéciales jetons de présences.....	80
Assemblées spéciales frais déplacements.....	275
Jetons de présence, sous-comité de qualifica- tion du travail.....	100
Frais déplacements, sous-comité de qualifica- tion du travail.....	380
Total dépenses membres du comité prévues... \$	2,595

General administration expenses:

Salaries, general administration.....	\$13,220
Unemployment insurance (Committee's share)	42
Québec Pension Plan (Committee's share) ...	102
Québec Health Insurance Plan (Committee's share).....	104
Group insurance (Committee's share).....	258
Workmen's Compensation Commission.....	27
Stationery and office equipment.....	2,000
Legal fees.....	2,500
Equipment rental.....	86
Telephone and telegrams.....	500
Postage.....	700
Subscription and advertising.....	23
Publication of decree and advertising.....	585
Fidelity bond.....	50
General insurance.....	115
Auditing.....	320
Estimated total, general administration ex- penses.....	\$20,632

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries.....	\$18,110
Unemployment insurance (Committee's share)	62
Québec Pension Plan (Committee's share) ...	205
Québec Health Insurance Plan (Committee's share).....	145
Group insurance (Committee's share).....	575
Workmen's Compensation Commission.....	37
Stationery and office equipment.....	400
Reimbursement of authorized expenses.....	775
Automobile allowance.....	6,535
Gasoline.....	1,290
Estimated total, inspection administration ex- penses.....	\$28,134

Expenses for administration of premises:

Janitor's salary.....	\$ 180
Rent.....	2,250
Maintenance (equipment only).....	20
Municipal taxes.....	54
Estimated total expenses for administration of premises.....	\$ 2,504

Expenses — Committee members:

Regular meetings, attendance fees.....	\$ 400
Regular meetings, travelling expenses.....	1,360
Special meetings, attendance fees.....	80
Special meetings, travelling expenses.....	275
Attendance fees, Sub-committee on Labour qualification.....	100
Travelling expenses, Sub-committee on Labour qualification.....	380
Estimated total expenses — Committee mem- bers.....	\$ 2,595

Comptes divers:

Frais-examens de qualification du travail. . . . \$ 720

38858-o

Miscellaneous expenses:

Labour qualification examination fees. \$ 720

38858-o

Ventes par Shérifs**Sheriffs' Sales**

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS**BEAUHARNOIS**

De Terris
District de Beauharnois

De Terris
District of Beauharnois

Cour Provinciale, { L. GENDRON LIMITÉE, corps
No 8851. { L. politique et incorporé ayant
son bureau d'affaires dans la cité de
Salaberry de Valleyfield, dit district, demanderesse, vs
GÉRARD VIAU, de la paroisse Ste-Barbe, dit district,
défendeur.

Provincial Court, { L. GENDRON LIMITÉE,
No. 8851. { L. body politic and corporate,
having its place of business in the
City of Salaberry de Valleyfield, said district, plaintiff,
vs GÉRARD VIAU of the parish of Ste-Barbe, said
district, defendant.

1^o Un emplacement sis et situé sur le chemin de l'église, dans la paroisse Ste-Barbe, comté de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses St-Anicet et Ste-Barbe, comme étant une partie du lot numéro sept cent cinquante-cinq A, (Ptie 755-A), mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front, au nord-ouest, par le chemin public, d'un côté au nord-est, par une partie du lot No 753 dudit cadastre, au sud-est et au sud-ouest, par le résidu dudit lot No 755-A; avec bâtisses dessus construites.

1. An emplacement lying and situated on Church Road, in the parish of Ste-Barbe, county of Huntingdon, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parishes of St-Anicet and Ste-Barbe, forming part of lot number seven hundred and fifty-five A, (P. 755-A), measuring fifty feet wide by one hundred feet deep, English measure, more or less; bounded in front, on the northwest, by the public road, on one side on the northeast by a part of lot No. 753 of the said cadastre, on the southeast and southwest by the remainder of said lot No. 755-A, with buildings constructed thereon.

2^o Une partie de terrain sise et située dans ladite paroisse Ste-Barbe, mesurant cinquante pieds de largeur par cent un pieds de profondeur, ladite lisière de terrain étant prise à même la moitié nord-ouest du lot connu et désigné auxdits plan et livre de renvoi officiels des paroisses St-Anicet et Ste-Barbe, sous le numéro sept cent cinquante-cinq A, (Ptie 755-A); bornée au nord, par la lisière de terrain déjà vendue par Paul Pinsonnault à Gérard Viau, par acte de vente enregistré sous les Nos 59738; au sud et à l'ouest, par le résidu dudit lot No 755-A; et à l'est, par la propriété de Pierre Legault ou représentants, avec bâtisses dessus construites.

2. A piece of land lying and situated in the said parish of Ste-Barbe, measuring fifty feet wide by one hundred and one feet deep, the said strip of land taken out of the northwest half of the lot known and designated on the said official plans and books of reference of the parishes of St-Anicet and Ste-Barbe, under number seven hundred and fifty-five A, (P. 755-A); bounded on the north, by the strip of land already sold by Paul Pinsonnault to Gérard Viau, by a deed of sale registered under Nos. 59738; on the south and west, by the remainder of said lot No. 755-A; and on the east by the property of Pierre Legault or representatives, with buildings constructed thereon.

Pour être vendus en bloc.

To be sold "en bloc".

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Huntingdon, à Huntingdon, le PREMIER JOUR d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Registry Office of the Huntingdon Division, at Huntingdon, on the FIRST day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Salaberry de Valleyfield, HENRI LOUIS BUSSIÈRE.
ce 19 février 1971. 38917-o

Sheriff's Office, HENRI-LOUIS BUSSIÈRE,
Salaberry de Valleyfield, *Assistant Sheriff.*
February 19, 1971. 38917

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { EMILIE OUELLETTE, deman-
No 1670. { deur, vs ROLLAND CABA-
NA, défendeur, LUCIEN MONT-
FILS, mis en cause.

« Un certain terrain de forme irrégulière sis et situé sur le côté nord de la rue Cowie (auparavant Chemin Canaan) en la cité de Granby, mesurant environ cent douze pieds (112') de largeur le long de ladite rue Cowie, soit dans sa ligne sud, cent dix pieds (110') de largeur en arrière, soit dans sa ligne nord, deux cent vingt-huit pieds (228') de profondeur dans sa ligne est et deux cent cinq pieds (205') de profondeur dans sa ligne ouest, connu et désigné comme étant le coin sud-ouest du lot numéro six cent vingt-neuf (coin s.-o. 629) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby, avec bâtisses dessus érigées.

Ledit terrain commençant à mesurer à un point sur le côté nord de la rue Cowie, étant le coin sud-ouest dudit lot No 629; de là, vers le nord, longeant le côté ouest dudit lot, une distance de deux cent cinq pieds (205'); de là, tournant à angle droit vers l'est, une distance de cent dix pieds (110'); de là, tournant à angle droit vers le sud, une distance approximative de deux cent vingt-huit pieds (228') soit jusqu'au côté nord de la rue Cowie; de là, tournant à angle aigu vers l'ouest, longeant le côté nord de ladite rue Cowie, une distance approximative de cent douze pieds (112'), soit jusqu'au point de départ.

Ledit terrain est borné comme suit: au nord et à l'est, par d'autres parties dudit lot No 629, appartenant à ou représentants; au sud, par la rue Cowie, et à l'ouest par la ligne de division entre les lots Nos 629 et 630 du même cadastre. Le tout en mesures anglaises et plus ou moins. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI le TRENTE-UNIÈME jour de MARS 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Cowansville, le 17 février 1971. 38918-0

Le shérif,

BEDFORD

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, { EMILIE OUELLETTE, plain-
No. 1670. { tiff, vs ROLLAND CABANA,
defendant, LUCIEN MONTFILS,
mis en cause.

«A certain plot of land of irregular dimensions located on the north side of Cowie Street (formerly Canaan road) in the city of Granby, measuring approximately one hundred and twelve feet (112') in width along the said Cowie Street, that is on its southern boundary, one hundred and ten feet (110') in width towards the back, that is on its northern boundary, two hundred and twenty-eight feet (228') in depth on its eastern boundary, and two hundred and five feet (205') in depth on its western boundary, known and designated as being the south-western corner of lot number six hundred and twenty-nine (s.-w. corner 629) on the official plan and reference book of the cadastre of the township of Granby, with buildings thereon erected.

The said plot of land is measured from a point on the northern side of Cowie Street, being the south-western corner of the said lot No. 629; from there towards the north, along the western side of the said lot, a distance of two hundred and five feet (205'); from there, turning at right angles towards the east, a distance of one hundred and ten feet (110'); from there, turning at right angles towards the south, an approximate distance of two hundred and twenty-eight feet (228'), that is up to the northern side of Cowie Street; from there, turning at a sharp angle towards the west, skirting the northern side of the said Cowie Street, an approximate distance of one hundred and twelve feet (112'), that is up to the point of departure.

The said plot of land is bounded as follows: towards the north and the east, by other parts of the said lot No. 629 belonging to or representatives; to the south by Cowie Street, and towards the west by the dividing line between lots Nos 629 and 630 of the same cadastre. The whole in English measurements more or less."

To be sold at the Registry Office of Shefford, at Waterloo, district of Bedford, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ANTONIN BOURASSA,
Cowansville, February 17, 1971. Sheriff. 38918

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS,
Bref No 2061. { corporation légalement consti-
tuée, ayant son siège social dans les

DRUMMOND

Canada — Province of Québec
District of Drummond

Superior Court: { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS,
Writ No. 2061. { a corporation legally incorpora-
ted, having its head office in the city

ville et district de Montréal, demanderesse *vs* ERNEST LAFERRIÈRE, employé d'usine, résidant au numéro 860, de la 108^e Avenue, à Drummondville-Sud district de Drummond, défendeur et Dame MARIE ROSE BINETTE-LAFERRIÈRE, mise en cause.

« Un lot ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wickham, comté de Drummond, sous le numéro cent soixante-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre (104-167 Wickham), avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Drummond, district de Drummond, Palais de Justice, Drummondville, JEUDI, le PREMIER jour d'AVRIL 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, STEPHEN DOLAN.
Drummondville, ce 19 février 1971. 38919-0

and district of Montreal, plaintiff, *vs* ERNEST LAFERRIÈRE, plant employee, residing at 860, 108th Avenue, Drummondville-South, district of Drummond, defendant, and Mrs. MARIE ROSE BINETTE-LAFERRIÈRE, mise en cause.

« A lot or emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Wickham, county of Drummond, under number one hundred and sixty-seven of the official subdivision of lot number one hundred and four (104-167 Wickham), with buildings built thereon. »

To be sold at the office of the Drummond Registration Division, district of Drummond, Court House, Drummondville, on THURSDAY, the FIRST day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,

Sheriff's Office, STEPHEN DOLAN, Sheriff.
Drummondville, February 19, 1971. 38919

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
District of Beauce

Cour Supérieure, { CHARLES CHASSÉ & FILS
No 26-720. { LTÉE, corporation légalement constituée et ayant sa place d'affaires à Ste-Marie de Beauce, demanderesse, *vs* LUCIEN LANGEVIN, Ste-Euphémie, comté de Montmagny, défendeur.

« Une ferme contenant en superficie 90 à 100 acres plus ou moins, ayant toute la longueur du lot sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin du Roi au sud à aller au nord jusqu'au chemin de fer Transcontinental et est connu comme partie du lot No 6 du 1^{er} rang sud-est du canton Armagh, partie annexée au canton Montminy. À distraire les parties vendues au ministère de la Voirie ».

Pour être vendu au bureau du shérif de Montmagny, district de Montmagny, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY.
Montmagny, 19 février 1971. 38920-0

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
District of Beauce

Superior Court, { CHARLES CHASSÉ & FILS
No. 26-720. { LTÉE, a corporation legally incorporated and having its place of business at Ste-Marie de Beauce, plaintiff; *vs* LUCIEN LANGEVIN, Ste-Euphémie, county of Montmagny, defendant.

« A farm with an area of 90 to 100 acres, more or less, consisting of the entire length of the lot by the depth existing from the King's Road, south to north, to the Transcontinental Railway and known as part of lot No. 6 of the 1st southeast range of the township of Armagh, this part annexed to the township of Montminy. To withdraw the parts sold to the Department of Roads. »

To be sold at the office of the Sheriff of Montmagny, district of Montmagny, on the FIFTH day of APRIL, 1971, at THREE o'clock.

JEAN-PAUL TREMBLAY,

Sheriff's Office, JEAN-PAUL TREMBLAY, Sheriff.
Montmagny, February 19, 1971. 38920

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 795-846. { LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE, une corporation légalement constituée ayant son siège social à Halifax, Nouvelle-Écosse et une succursale au Centre d'Achats Laval, Laval, district de Montréal, demanderesse, *vs* ANDRÉ LAVOIE, résidant et domicilié à Ste-Dorothée, Laval, (53 Bord de l'Eau), district de Montréal, défendeur.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 795-846. { BANK OF NOVA SCOTIA, a corporation legally incorporated having its head office in Halifax, Nova Scotia, and a branch office at the Laval Shopping Centre, Laval, district of Montreal, plaintiff *vs* ANDRÉ LAVOIE, residing at Ste-Dorothée, Laval (53 Bord de l'Eau), district of Montreal, defendant.

« Un emplacement situé à Laval (Ste-Dorothée), et composé :

1° d'une partie du lot originaire numéro six (ptie 6) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, mesurant soixante-quinze pieds (75') de largeur par une profondeur de deux cent quatre-vingt-huit pieds (288') dans la ligne nord-est, et deux cent quatre-vingts pieds (280') dans la ligne sud-ouest, et bornée comme suit: au sud-est par le chemin public, au sud-ouest par une partie du lot originaire numéro 7, au nord-ouest par une autre partie dudit lot originaire No 6 et au nord-est par une partie du lot originaire No 2.

2° d'une partie du lot originaire numéro sept (ptie 7) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Dorothée, mesurant soixante-quinze (75') de largeur par une profondeur de deux cent quatre-vingts pieds (280') dans la ligne nord-est, et deux cent quarante-cinq pieds (245') dans la ligne sud-ouest, et bornée comme suit: au sud-est par ledit chemin public, au sud-ouest par une partie du lot originaire No 8, au nord-ouest par le résidu dudit lot No 7, et au nord-est par une partie du lot originaire No 6.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble mais sans garantie de mesure précise.

Avec toutes les constructions y érigées et notamment une maison portant le numéro 53, rang du Bord de l'Eau. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, ville de Laval, le PREMIER jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Cour Supérieure, **PAUL ST-MARTIN.**
 Montréal, 17 février 1971. 38927-0

“A site situated at Laval (Ste-Dorothée), and made up as follows:

1. Of part of the original lot No. six (part 6) on the official plan and reference book of the parish of Ste-Dorothée, measuring seventy-five feet (75') in width by two hundred and eighty-eight feet in depth along the northeastern line, and two hundred and eighty feet (280') along the southwestern line, and bounded as follows: towards the southeast by the said public road, towards the southwest by part of the original lot No. 7, towards the northwest by another part of the said original lot No. 6 and towards the northeast by part of the original lot No. 2.

2. Of part of the original lot No. seven (part 7) on the said official plan and reference book of the parish of Ste-Dorothée, measuring seventy-five feet (75') in width by two hundred and eighty feet (280') in depth along the northeastern line, and two hundred and forty-five feet (245') along the southwestern line, and bounded as follows: towards the southeast by the said public road, towards the southwest by part of the original lot No. 8, towards the northwest by the remainder of the said lot No. 7, and towards the north-east by part of the original lot No. 6.

As the whole stands at present with all the active, passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable property but without any guarantee of precise measurements.

With all the constructions erected thereon and in particular a house bearing civic number 53, Rang du Bord de l'Eau.”

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, at Laval, City of Laval, the FIRST day of APRIL, 1971, at ELEVEN a.m.

Office of the Sheriff, **PAUL ST-MARTIN,**
 Superior Court, *Assistant Sheriff.*
 Montreal, February 17, 1971. 38927

Fieri Facias de Terris
 Cour Supérieure — District de Montréal

No 764-219. { **ALBERT VIAU**, des cité et district de Montréal, demandeur, *vs* **FRANCO alias GIUSEPPE CAMMISANO et CAMISANO**, des cité et district de Montréal, défendeur.

Désignation

« Un emplacement composé du numéro 187 de la subdivision du lot originaire 421, en la paroisse du Sault-aux-Récollets avec les bâtisses dessus érigées, aux numéros civiques 5885, 5887 et 5889 rue Hautbois à St-Léonard. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Cour Supérieure, **PAUL ST-MARTIN.**
 Montréal, 17 février 1971. 38929-0

Fieri Facias de Terris
 Superior Court — District of Montreal

No. 764-219. { **ALBERT VIAU**, of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **FRANCO alias GIUSEPPE CAMMISANO et CAMISANO**, of the city and district of Montreal, defendant.

Description

“A site bearing number 187 of the subdivision of the original lot number 421 in the parish of Sault-aux-Récollets with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 5885, 5887 and 5889 Hautbois Street at St-Léonard.”

To be sold at the Office of the Prothonotary, Room #129, Old Court House, in the city of Montreal, the FIRST day of APRIL, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **PAUL ST-MARTIN.**
 Superior Court, *Assistant Sheriff.*
 Montreal, February 17, 1971. 38929

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 796-604. { CLAUDE LAPERRIÈRE ET AL.,
demeurant à St-Basile-le-Grand,
PIERRE HOGUE, psychologue des
cité et district de Montréal, FERNAND BLAIS,
courtier d'assurance, des cité et district de Montréal,
C. GRATTON LTÉE, corps politique dûment et
légalement constitué par lettres patentes selon la
première partie de la Loi des compagnies du Québec,
demandeurs, vs Dame GABRIELLE BENOIT, du
numéro 3213 rue Jarry est, dans les cité et district de
Montréal, défenderesse.

Désignation

« De la partie nord-est du lot numéro mille deux cent cinquante-six de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quarante-trois (343-1256) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, bornée en front vers le sud-est par le chemin St-Michel, en arrière vers le nord-ouest par un mille, connue sous le numéro 343-1254, d'un côté vers le sud-ouest par le résidu dudit lot numéro 1256, et de l'autre, côté vers le nord-est, par le lot numéro 343-1257, ci-après et en second lieu décrit mesurant en largeur treize pieds, (13'), en profondeur quatre-vingt-dix pieds (90').

De tout le lot numéro mille deux cent cinquante-sept de la subdivision dudit lot originaire numéro trois cent quarante-trois (343-1257) mesurant en largeur vingt-trois (23'), et en profondeur quatre-vingt-dix pieds (90').

Mesures anglaises et plus ou moins.

Avec bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 3213 et 3215 rue Jarry est, à Montréal. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,

Montréal, 17 février 1971.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

38928-0

Fieri Facias de Bonis de Terris
Cour Municipale — District de Montréal

No 870. { LA VILLE DE WESTMOUNT,
corporation municipale, ayant son
siège social à l'Hôtel de Ville, dans la
ville de Westmount, dans le district de Montréal,
demanderesse; contre WILLIAM LIEBER, gentilhomme,
domicilié et résidant au 98, rue Columbia, dans
la ville de Westmount, dans le district de Montréal,
défendeur.

« Un emplacement donnant sur l'avenue Columbia, dans la ville de Westmount, se composant comme suit:

1. De la partie sud-est, d'une largeur de huit pieds de la subdivision trois cent six de la subdivision de plan dûment faite et enregistrée du lot numéro neuf cent quarante et un (No 941-P. S.E. 306) aux plan et

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 796-604. { CLAUDE LAPERRIÈRE ET AL.,
residing at St-Basile-le-Grand,
PIERRE HOGUE, psychologist of the
city and district of Montreal, FERNAND BLAIS,
insurance broker of the city and district of Montreal,
C. GRATTON LTÉE, body politic duly and legally
incorporated by letters patent under Part I of the
Quebec Companies Act, plainiffs, vs Dame GABRIELLE
LE BENOIT, of number 3213 Jarry Street East, in
the city and district of Montreal, defendant.

Description

"From the northeastern part of lot number one thousand two hundred and fifty-six of the subdivision of the original lot number three hundred and forty-three (343-1256) on the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of Sault-au-Récollet, bounded in front towards the southeast by St-Michel Road, in the rear towards the northwest by a "mille", known under number 343-1254, on the one side towards the southwest by the remainder of the said lot number 1256 and on the other side towards the northeast by lot number 343-1257, described hereafter in second place, measuring thirteen feet (13') in width, in depth ninety feet (90').

Of the entire lot number one thousand two hundred and fifty-seven of the subdivision of the said original lot number three hundred and forty-three (343-1257) measuring in width twenty-three feet (23'), and in depth ninety feet (90').

English measurements more or less.

With the buildings erected thereon bearing civic numbers 3213 and 3215 Jarry Street East, in Montreal."

To be sold at the Office of the Prothonotary, Room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,

Montreal, February 17, 1971.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.

38928

Fieri Facias de Bonis de Terris
Municipal Court — District of Montreal

No. 870. { THE CITY OF WESTMOUNT, a
municipal corporation, having
its head office at the City Hall, in the
city of Westmount, in the district of Montreal, plain-
tiff, vs WILLIAM LIEBER, gentleman domiciled and
residing at 98 Columbia Street, in the city of West-
mount, in the district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Columbia Avenue in the city of Westmount, composed as follows:

(1) Of the southeast part containing eight feet in width of subdivision three hundred and six on the subdivision plan duly made and filed of lot number nine hundred and forty-one (No. 941-S.E. Pt. 306) on

livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, bornée en front par l'avenue Columbia, à l'arrière par une ruelle connue comme étant la subdivision trois cent dix-neuf, d'un côté au nord-ouest par le résidu de ladite subdivision trois cent six, propriété de Henry A. White ou représentants, et au sud-est par le lot décrit ci-après;

2. De la subdivision trois cent sept dudit lot officiel (No 941-307), une largeur de vingt-cinq pieds.

3. De la partie nord-ouest d'une largeur de trois pieds de la subdivision trois cent huit dudit lot officiel (No 941-P. N.O. 308) bornée en front au nord-est par l'avenue Columbia, à l'arrière par ladite ruelle, au nord-ouest par ladite subdivision trois cent sept et au sud-est par le résidu de ladite subdivision trois cent huit, propriété de Mme William Guy ou représentants.

La profondeur dans chaque cas est de quatre-vingt-douze pieds et toutes les mesures citées plus haut sont mesures anglaises, et plus ou moins.

Avec la bâtisse y érigée, portant les numéros 98 et 98A de ladite avenue Columbia, et dont le mur sud-est en pignon est mitoyen.

Avec droit de passage collectif dans ladite ruelle à l'arrière, et aussi dans la ruelle communiquant avec celle-ci, connue comme étant la subdivision trois cent dudit lot officiel, mais sans le droit d'hypothéquer ledit lot.

La partie de ladite subdivision trois cent six vendue par les présentes est sujette aux conditions comprises dans l'acte de vente passé entre C.T.S. A. Peverley et Henry A. White, passé devant le notaire R. H. Clerk, le vingt-deuxième jour de décembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et enregistré sous le numéro 70724.

Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances et tous les accessoires et ornements fixes qui s'y rattachent, sans exception ou réserve d'aucune sorte.»

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le DEUXIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Montréal, le 17 février 1971. 38932

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-017. { LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE COMPAGNIE D'ASSURANCE, demanderesse, vs GAËTAN CHARPENTIER, ingénieur civil, de ville d'Anjou, dans la province de Québec, et y résidant au 7812, avenue Avrillé, défendeur.

Un emplacement donnant sur l'avenue Avrillé, à ville d'Anjou, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision trois cent vingt-huit du lot original numéro quatre cent trente-quatre (434-328) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe.

the official plan and book of reference of the parish of Montreal, bounded in front by Columbia Avenue, in rear by a lane known as subdivision three hundred and nineteen, on one side to the northwest by the remainder of the said subdivision three hundred and six the property of Henry A. White, or representatives, and to the southeast by the lot next described;

(2) Of subdivision three hundred and seven of the said official lot (No. 941-307) containing twenty-five feet in width.

(3) Of the northwest part containing three feet in width of subdivision three hundred and eight of the said official lot (No. 941-N.W. Pt. 308), bounded in front to the northeast by Columbia Avenue, in rear by said lane, to the northwest by said subdivision three hundred and seven and to the southeast by the remainder of the said subdivision three hundred and eight, the property of Mrs. William Guy or representatives.

The depth in each case is ninety-two feet and all the above measurements are English measure, and more or less.

With the building thereon erected bearing civic Nos 98 and 98-A of said Columbia Avenue, the south-east gable wall whereof is mitoyen.

With the right of passage in common with others in the said lane in rear, and also in the lane communicating therewith, known as subdivision three hundred of the said official lot, but with no right to encumber the same.

The portion of said subdivision three hundred and six hereby sold is subject to the stipulation contained in the deed of sale from C. T. S. A. Peverley to Henry A. White, passed before R. H. Clerk, n.p., on the twenty-second day of December, eighteen hundred and ninety-seven, registered under No. 70724.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances and all accessories and fixtures thereto belonging without exception or reserve of any kind."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the SECOND day of APRIL, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Montreal, February 17, 1971. 38932-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 799-017. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff, vs GAËTAN CHARPENTIER, civil engineer of the town of Anjou, in the Province of Québec, and therein residing at 7812 Avrillé Avenue, defendant.

An emplacement fronting on Avrillé Avenue in the town of Anjou, Province of Québec, known and designated as being subdivision three hundred and twenty-eight of original lot number four hundred and thirty-four (434-328) upon the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe.

Avec la bâtisse y érigée portant les numéros 7810 et 7812, de l'avenue Avrillé.

Avec et sujet à toutes les servitudes qui peuvent affecter ladite propriété.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 17 février 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
38931

With the building thereon erected bearing civic numbers 7810 and 7812 Avrillé Avenue.

With and subject to all servitudes which may affect the said property.

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, the THIRTY-FIRST day of MARCH 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 17, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
38931-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 772-021. { DAME DORIS PATRICIA DUNCAN, commis, résidant à 479, avenue Argyle, en la cité de Westmount, district de Montréal, veuve de feu Edgar A. Cloutier, et Dame AGNES MARY DUNCAN, commis, fille majeure, de la même adresse, demanderesse, vs THEODOR J. SAMETS, de la cité de Massena, État de New York, É.U.A., résidant à 41, rue Elm, et IMMEUBLES VANDA INC., un corps politique et incorporé, dûment constitué selon la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défendeurs, et ODOVISO INC., un corps politique et incorporé, dûment constitué selon la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, intervenant.

« Ce certain emplacement formant partie de la subdivision soixante-quatorze du plan de subdivision du lot numéro seize cent cinquante-quatre (1654-74) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, contenant vingt-cinq pieds de largeur et soixante-dix-sept pieds et cinq pouces de profondeur et borné comme suit:

Sur la façade par la rue Saint-Mark, à l'arrière par une ruelle en commun étant une autre partie de ladite subdivision numéro soixante-quatorze, d'un côté au sud-est par une autre partie de ladite subdivision numéro soixante-quatorze, propriété de William J. Clarke ou représentants, et de l'autre côté au nord-ouest par la subdivision cinquante-neuf par la subdivision soixante-quatorze desdits lots seize cent cinquante-quatre. Avec la maison résidentielle portant le numéro civique 1442, rue Saint-Mark dont les deux murs de côté sont mitoyens, et les hangars dessus érigés, et avec le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle arrière. Les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 17 février 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
38937

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 772-021. { DAME DORIS PATRICIA DUNCAN, clerk, residing at 479 Argyle Avenue, in the city of Westmount, district of Montreal, widow of the late Edgar A. Cloutier, and Dame AGNES MARY DUNCAN, clerk, fille majeure, of the same address, plaintiffs, vs THEODOR J. SAMETS, of the city of Massena State of New York, U.S.A. residing at 41 Elm Street, and IMMEUBLES VANDA INC., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendants, and ODOVISO INC., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, intervenant.

“That certain emplacement forming part of subdivision seventy-four on the subdivision plan of lot number sixteen hundred and fifty-four (1654-74) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward, containing twenty-five feet in width and seventy-seven feet five inches in depth and bounded as follows:

In front by St. Mark Street, in rear by a lane in common, being another part of said subdivision number seventy-four, on one side to the southeast by another part of said subdivision number seventy-four, the property of William J. Clarke, or representatives, and on the other side to the northwest by subdivision fifty-nine by subdivision seventy-four of said lots sixteen hundred and fifty-four. With the dwelling house bearing civic number 1442 St. Mark Street whereof the two side walls are mitoyens, and sheds thereon erected, and with the right of passage in common with others in the lane in rear. The above measurements are English measure and are more or less”.

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the FIRST day of APRIL 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 17, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
38937-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 796-276. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA
CITÉ ET DU DISTRICT DE
MONTRÉAL, corporation légalement
constituée ayant sa principale place d'affaires à Mont-
réal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, vs
FIFTY-FIFTY GARDENS LTD., corporation léga-
lement constituée ayant sa principale place d'affaires
à Montréal, district judiciaire de Montréal, défende-
resse, et LE RÉGISTRATEUR de Laval, de la cité de
Laval, district de Montréal, mis en cause.

« Ce certain emplacement ayant façade sur la rue
Notre-Dame, en la cité de Laval, (Chomedey) en la
province de Québec, composé du lot de subdivision
numéro mille cent quatre-vingt-deux du lot originaire
numéro soixante-six (66-1182) aux plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de St-Martin.

Avec la maison à deux logements dessus érigée et
portant les numéros civiques 4585 et 4587 de ladite rue
Notre-Dame et dont le mur nord-est est mitoyen.

Ainsi que le tout de ladite propriété immobilière
subsiste présentement, ensemble avec tous ses droits,
membres et appartenances, sans exception ou réserve
d'aucune sorte.

Avec et sujet à cette certaine servitude mutuelle et
réciproque du droit de jour et de vue présentement
créée par l'emprunteur par voie de destination du
propriétaire sur, par-dessus et à l'encontre de la pro-
priété immobilière présentement hypothéquée et en
faveur de la propriété immobilière adjacente étant la
subdivision numéro mille cent quatre-vingt-trois du
lot originaire numéro soixante-six (66-1183) audit ca-
dastre et sur, par-dessus et à l'encontre de l'emplace-
ment en dernier lieu décrit, en faveur de la propriété
immobilière présentement hypothéquée; afin de per-
mettre la porte du garage et le balcon situé sur le
devant de la propriété immobilière présentement hypo-
théquée et en avant de la bâtisse érigée sur l'emplace-
ment voisin, aussi bien qu'afin de permettre à la
fenêtre située à l'arrière de chacune des deux dites
bâtisses de demeurer en leurs présents état et condition,
en dépit du fait qu'elle peut être plus près de la ligne
de division séparant les deux propriétés immobilières
qu'il peut en être permis par la Loi. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du
comté de Laval, 155 Boul. Je Me Souviens, à Laval, le
TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1971, à
ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,

Montréal, le 16 février 1971.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

38936

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 775-868. { JANTON INVESTMENTS LTD.,
HAMMER DEVELOPMENT
CORP. et GERMAT REALTIES
INC., toutes corps politiques et incorporés, dûment
constituées selon la Loi et ayant leur siège social et
leur principale place d'affaires en les ville et district

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 796-276. { THE MONTREAL CITY AND
DISTRICT SAVINGS BANK,
corporation legally incorporated having
its principal place of business at Montreal, judicial
district of Montreal, plaintiff, vs FIFTY-FIFTY
GARDENS LTD., corporation legally incorporated
having its main place of business at Montreal, judicial
district of Montreal, defendant and THE REGISTRAR
of Laval, of the city of Laval, district of Montreal, mis
en cause.

“That certain emplacement fronting on Notre-
Dame Street, in the city of Laval (Chomedey) in the
Province of Québec, composed of subdivision lot
number one thousand one hundred and eighty-two of
original lot number sixty-six (66-1182) on the official
plan and book of reference of the parish of St. Martin.

With the duplex building thereon erected bearing
civic numbers 4585 and 4587 in the said Notre-Dame
Street, whereof the northeast wall is mitoyen.

As the whole of the said immoveable property now
subsists, together with all its rights, members and
appurtenances, without exception or reserve of any
kind.

With and subject to that certain mutual and reci-
procal servitude of right of light and of view hereby
created by the Borrower by way of destination of
proprietor upon, over and against the immoveable
property hereby hypothecated and in favour of the
adjacent immoveable property being subdivision num-
ber one thousand one hundred and eighty-three of
original lot number sixty-six (66-1183) of the said
cadastre and upon, over and against the latterly de-
scribed emplacement in favour of the immoveable
property hereby hypothecated. In order to permit the
garage door and the balcony located in front of the
immoveable property hereby hypothecated and in
front of the building erected upon the adjacent emplace-
ment as well as in order to permit the window located
at the rear of each of the said two buildings to remain
in their present state and condition notwithstanding
the fact that the same may be closer to the division line
separating the said two immoveable properties than
may be permitted by law.”

To be sold at the Registry Office for the county of
Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, the
THIRTY-FIRST day of MARCH, 1971, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,

Montreal, February 16, 1971.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.

38936-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No 775-868. { JANTON INVESTMENTS LTD.,
HAMMER DEVELOPMENT
CORP. and GERMAT REALTIES
INC., all bodies politic and corporate, duly incorpora-
ted, according to law and having their head office and
principal place of business in the city and district of

de Montréal, demanderesse, *vs* SAYONARA REALTIES INC., un corps politique et incorporé, dûment constituée selon la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse.

« Un intérêt non divisé de douze et demi pourcent (12½%) dans et sur les propriétés immobilières suivantes, à savoir:

1. Une ferme située en la paroisse de Saint-Hubert, sur le côté nord-est du chemin Chambly, composée comme suit:

a) Du lot numéro quarante-deux (42) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly, mesurant six cent quatre-vingt-sept pieds et quatre-vingts centièmes (687.80') de largeur sur la façade au sud-ouest le long dudit chemin Chambly et huit cent quarante-cinq pieds et trois centièmes (845.03') de largeur à l'arrière au nord-est le long de la partie ci-après décrite du lot numéro vingt-deux (22) dudit cadastre sur une profondeur de quatre mille trois cent cinquante-sept pieds (4,357') sur sa ligne séparative nord-ouest et quatre mille soixante-quinze pieds (4,075') sur sa ligne séparative sud-est, et bornée comme suit: Vers le sud-ouest par le chemin Chambly, vers le nord-est par la portion ci-après décrite du lot officiel numéro vingt-deux (22) dudit cadastre, vers le nord-ouest par le lot officiel numéro quarante et un (41) dudit cadastre et vers le sud-est par le lot officiel numéro quarante-trois (43). Avec tous ses membres et appartenances.

À soustraire, cependant, dudit lot numéro quarante-deux (42), et non compris dans la présente vente, à savoir:

(i) Le lot de subdivision numéro un dudit lot numéro quarante-deux (42-1) contenant une superficie de six arpents et cinq dixièmes (6.5 a.), possession de M. Georges Drouin ou représentants.

(ii) Un emplacement d'une superficie de 36,806.4225 pieds carrés, i.e. 191.85 pieds de largeur sur 191.85 pieds de profondeur, avec une résidence et dépendances dessus érigées, étant une partie dudit lot numéro quarante-deux (42) qui était réservée par Émile Bouthillier sous les termes d'un acte de vente par lui à Abraham Eisenberg, passé devant E. Bouthillier, notaire, le trentième jour de juin dix-neuf cent cinquante-quatre et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, sous le numéro 140539, et lequel est borné vers le sud-ouest par le chemin Chambly et de tous les autres côtés par les parties présentement vendues dudit lot numéro quarante-deux (42), la ligne séparative nord-ouest d'icelui étant à une distance de cent quarante-sept pieds et vingt-cinq centièmes (147.25') le long du chemin Chambly à partir de la ligne de subdivision sud-est dudit lot de subdivision numéro 42-1.

Ledit lot numéro quarante-deux (42), après déduction faite de la dimension ci-dessus mentionnée dudit lot de subdivision numéro 42-1 et de ladite superficie de 36,806.4225 pieds carrés ci-dessus réservée par Émile Bouthillier, contient une superficie de soixante-quatorze arpents (74 a.).

Montreal, plaintiffs, *vs* SAYONARA REALTIES INC., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

"A twelve and one half percent (12½%) undivided interest in and to the following immoveables property, namely:

1. A farm situate in the parish of St. Hubert, on the northeast side of Chambly Road, composed as follows:

(a) Of lot number forty-two (42) of the official cadastre of the parish of St. Hubert, in the county of Chambly, measuring six hundred and eighty-seven feet and eighty one-hundredths of a foot (687.80') in width in front, to the southwest along the said Chambly Road, and eight hundred and forty-five feet and three one-hundredths of a foot (845.03') in width in rear to the northeast, along the part hereinafter described of lot number twenty-two (22) of said cadastre, by a depth of four thousand three hundred and fifty-seven feet (4,357') in the northwest division line, and of four thousand and seventy-five feet (4,075') in its southeast division line, and bounded as follows:— towards the southwest by Chambly Road; towards the northeast by the portion hereinafter described of official lot number twenty-two (22) of the said cadastre; towards the northwest by official lot number forty-one (41) of the said cadastre and towards the southeast by official lot number forty-three (43); with all its members and appurtenances.

To be deducted, however, from the said lot number forty-two (42), and not included in the present sale, namely:

(i) Subdivision lot number one of said lot number forty-two (42-1) containing a superficial area of six arpents and five-tenths of an arpent (6.5 arps.), owned by Mr. George Drouin or representatives.

(ii) An emplacement of a superficial area of 36,806.4225 square feet, i.e. 191.85 feet in width by 191.85 feet in depth, with a dwelling house and out-buildings thereon erected, being a part of said lot number forty-two (42) that was reserved by Émile Bouthillier under the terms of a deed of sale by him to Abraham Eisenberg, passed before E. Bouthillier, notary, on the thirtieth day of June, nineteen hundred and fifty-four and registered at the registry office for the county of Chambly under the number 140539, and which is bounded towards the southwest by the Chambly Road and on all other sides by parts hereby sold of said lot number forty-two (42), the northwest division line whereof being a distance along the Chambly Road of one hundred and forty-seven feet and twenty-five one-hundredths of a foot (147.25') from the southeast subdivision line of said subdivision lot number 42-1.

Said lot number forty-two (42) after deduction therefrom being made of the size hereinbefore mentioned of subdivision lot number 42-1, and of the said superficial area of 36,806.4225 square feet hereinbefore reserved by Émile Bouthillier contains a superficial area of seventy-four arpents (74 arps.);

b) D'une pièce de terrain en forme de trapèze, connue et désignée comme étant la portion nord-ouest du lot numéro vingt-deux (22), auxdits plan et livre de renvoi officiels mesurant six cent soixante-douze pieds et trente-trois centièmes (672.33') de largeur à son extrémité nord-ouest, le long du boulevard Sir Wilfrid Laurier, et cinq cent quarante-sept pieds et quinze centièmes (547.15') de largeur à son extrémité sud-est le long du lot numéro quarante-quatre (44) sur mille vingt-deux pieds (1,022') de profondeur sur sa ligne séparative nord-est le long du lot numéro vingt et un et quinze cent quarante-six pieds et vingt-trois centièmes (1,546.23') de profondeur sur sa ligne séparative sud-ouest le long des lots quarante-deux et quarante-trois, formant une superficie totale de dix-huit arpents et six dixièmes (18.6 a.).

Toutes les mesures ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

2. Un certain lot de terrain de forme irrégulière, connu comme étant une partie du lot numéro vingt et un (ptie 21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly, et borné comme suit: Au nord par la limite sud du chemin public, au nord-est par la ligne séparative entre les lots numéros 20 et 21 dudit plan officiel, au sud-est par la ligne séparative entre les paroisses de Saint-Hubert et Saint-Bruno, et au sud-ouest par la ligne séparative entre les lots numéros 21 et 22 dudit plan officiel, mesurant sur sa ligne nord neuf cent vingt et un pieds et six dixièmes (921.6'), sur sa ligne nord-est deux cent soixante-neuf pieds et un dixième (269.1'), sur sa ligne sud-est sept cent soixante-huit pieds et huit dixièmes (768.8') et sur sa ligne sud-ouest mille vingt-deux pieds (1,022') et ayant une superficie de 12.99 arpents.

Le tout de mesure anglaise et plus ou moins, le tout ainsi que démontré sur un plan préparé par J.D. Noël, arpenteur-géomètre de Québec, en date du vingt-six juin dix-neuf cent cinquante-quatre.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Longueuil, 201, place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le DEUXIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, 17 février 1971. 38938

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

(b) Of a piece of land of trapezoidal shape, known and designated as being the northwest portion of lot number twenty-two (22), of said official plan and book of reference, measuring six hundred and seventy-two feet and thirty-three one-hundredths of a foot (672.33') in width at its northwestern end, along Sir Wilfrid Laurier Boulevard, and five hundred and forty-seven feet and fifteen one-hundredths of a foot (547.15') in width at its southeast end along lot number forty-four (44) by one thousand and twenty-two feet (1,022') in depth in its northeast division line along lot number twenty-one, and fifteen hundred and forty-six feet and twenty-three one-hundredths of a foot (1,546.23') in depth in its southwest division line, along lots number forty-two and forty-three, forming a total superficial area of eighteen arpents and six-tenths of an arpent (18.6 arps.).

All the above measurements are English measure and more or less.

2. A certain lot of land of irregular figure known as part of lot number twenty-one (Pt. 21) on the official plan and book of reference, of the parish of St. Hubert, in the county of Chambly, and bounded as follows: — to the north by the southern limit of the public road, to the northeast by the division line between lots numbers 20 and 21 of the said official plan, to the southeast by the line of division between the parishes of St. Hubert and St. Bruno, and to the southwest by the line of division between lot numbers 21 and 22 on the said official plan, measuring in its north line nine hundred and twenty-one feet and six-tenths of a foot (921.6'); in its northeast line two hundred and sixty-nine feet and one-tenth of a foot (269.1'); in its southeast line seven hundred and sixty-eight feet and eight-tenths of a foot (768.8.); and in its southwest line one thousand and twenty-two feet (1,022'); and having a superficial area of 12.99 arps.

The whole English measure and more or less, the whole as shown on a plan prepared by J. D. Noël, Québec Land Surveyor, dated June twenty-sixth, nineteen hundred and fifty-four.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances. »

To be sold at the Registry Office of Longueuil, 201 Place Charles Lemoyne, Edifice Montval, Longueuil, P.Q. the SECOND day of APRIL 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, February 17, 1971. 38938-0

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

INDEX No 9

ARRÊTÉS EN CONSEIL

232 — Aide sociale, concernant une modification au règlement no 1	2027
232 — Sosial Aid, concerning an amendment to regulation No. 1	2027
233 — Aide sociale, concernant une modification au règlement no 2	2030
233 — Social Aid, concerning an amendment to regulation No. 2	2030
323 — Impôt provincial sur le revenu, concernant le calcul de l'impôt relatif à certains bénéficiaires reçus par des employés	2028

ORDERS IN COUNCIL

ARRÊTÉS EN CONSEIL

ORDERS IN COUNCIL

(suite)

(continued)

323 — Provincial Income Tax Act, concerning the computation of tax the related to certain benefits received by employees	2028
483 — Transfert de personnel et section de service du ministère des travaux publics au ministère des finances — Bureau du Conseil et du Contrôleur de la trésorerie	2034
483 — Transfer of personnel and of a section of a service in the Department of Public Works to the Department of Finance, Office of the Treasury Board and of the Comptroller of the Treasury	2034
661 — Alimentation, Province (Prolongation du règlement de prélèvement de neuf (9) comités paritaires)	2027
661 — Food, Province (Extension of the levy by-law of nine (9) Parity Committees)	2027
662 — Automobile, Province (Prolongation du règlement de prélèvement de huit (8) comités paritaires)	2033
662 — Automobile, Province (Extension of the levy by-law of eight (8) Parity Committees)	2033
663 — Construction, (Prolongation du règlement de prélèvement de quatre (4) Comités paritaires)	2031
663 — Construction, (Extension of the levy by-law of four (4) Parity Committees)	2031
663 — Métallurgie, Québec, (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
663 — Metal Trades, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
663 — Verre, Québec (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
663 — Glass, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
663 — Verre plat, Montréal (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
663 — Flat Glass, Montreal (Extension of the levy by-law)	2031
663 — Matériaux de construction (Fer et bronze d'ornementation), (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
663 — Matériaux de construction (Fer et bronze d'ornementation), (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Bois ouvré, Québec (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Wrought wood, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Camionnage, Montréal (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Cartage, Montreal (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Camionnage, Québec (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Cartage, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Boîte de carton, Province (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Paper Box, Province (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Cercueil, Province (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Casket, Province (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Horlogerie, Montréal (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Watchmakers, Montreal (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Imprimerie, Montréal (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Printing, Montreal (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Arts graphiques, Québec (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Graphic Arts, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Institutions religieuses et fabriques paroissiales, St-Hyacinthe (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Religious Institutions and Church Councils, St-Hyacinthe (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Lait, Québec (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Milk, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Literie et rembourrage (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Bedding and Upholstering (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Meuble, Québec (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Furniture, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Directeurs de funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Funeral Directors, Islands of Montreal and Jesus (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Tanneries et corroieries, Province (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Tanneries and Curriers, Province (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Taverniers, Québec (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Tavern Keepers, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Distributeurs de pain, Montréal (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Bread Delivery, Montreal (Extension of the levy by-law)	2031
664 — Entretien d'édifices publics, Québec (Prolongation du règlement de prélèvement)	2031
664 — Maintenance of Public Buildings, Québec (Extension of the levy by-law)	2031
665 — Barbiers et coiffeurs, Saguenay (Prolongation du règlement de prélèvement)	2033
665 — Barbers and Hairdressers, Saguenay (Extension of the levy by-law)	2033
665 — Coiffeurs, Roberval (Prolongation du règlement de prélèvement)	2033
665 — Hairdressers, Roberval (Extension of the levy by-law)	2033

ARRÊTÉS EN CONSEIL

ORDERS IN COUNCIL

(suite)

(continued)

665 — Coiffeurs, Drummondville (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Drummondville (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Hull (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Hull (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Joliette (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Joliette (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Laurentides (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Laurentian (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs pour dames, Montréal (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers (Ladies'), Montréal (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs pour hommes, Montréal (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers (Men's), Montréal (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Québec (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Québec (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Nord-Ouest Québec (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, North-Western Québec (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, St-Hyacinthe (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, St-Hyacinthe (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, St-Jean (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, St-John (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Sherbrooke (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Sherbrooke (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Trois-Rivières (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Trois-Rivières (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Valleyfield (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Valleyfield (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
665 — Coiffeurs, Victoriaville (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2033
665 — Hairdressers, Victoriaville (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2033
667 — Accessoires de mode, Ile de Montréal (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Embroidery Industry, Island of Montreal (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Chapellerie pour dames et enfants, Province (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Millinery (Women's and Children's), Province (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Chapeaux en toile et casquettes pour hommes, garçons et enfants, Province (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Cloth hat and cap (Men's, boy's and Children's (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Chemise, (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Shirt, (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Fourrure au détail, Montréal (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Fur, Retail, Montreal (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Fourrure, gros, Montréal (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Fur, Wholesale, Montreal (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Gant de cuir (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Leather Glove (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Robe, Province (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Dress, Province (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Sacoche, Province (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Handbag, Province (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Confection pour dames, Province (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Cloak and suit (Ladies'), Province (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
667 — Vêtements pour hommes et garçons, Province (<i>Prolongation du règlement de prélèvement</i>)	2035
667 — Clothing (Men's and boy's), Province (<i>Extension of the levy by-law</i>)	2035
776 — Automobile, Mauricie, concernant l'approbation du règlement no 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire	2085
776 — Automobile St. Maurice Valley, concerning the approval of regulation No. 1 respecting the levy of the Parity Committee	2085

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICES

Estate of Mance Pichette (<i>Benefit of inventory</i>)	2053
Giffard, cité-city (<i>Rues-Ruelles—Streets-Lanes</i>)	2054
Montréal, cité-city (<i>Rachat d'obligations—Redemption of bonds</i>)	2055
Succession Mance Pichette (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	2053

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Addis, Paul Rickey	2049
Carrière, Joseph Alfred Jean-Guy	2049
Cognard, Joseph René Louis Émile Edgard	2048
Molijn (Molyn), Johan Paul	2049
Nikolits, Émilie	2049
Noury, Jean Pierre	2048
Proterman, Martin	2049
Soucisse dit Soucis, Florence	2048

COMPAGNIES
ÉTRANGÈRESEXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES

Lettres pntentes

Letters Patent

Permis

Licence

Duval International Corporation	2050
---------------------------------------	------

COMPAGNIES —
LOI DESCOMPANIES
ACTDemandes d'abandon
de charteApplications for
Surrenders of Charter

Bournier limitée	2037
Boxbar Investments Ltd.	2038
D.R.C. Holdings Inc.	2038
Godard & Godard inc.	2038
Jo-El Draperies Ltd.	2036
Mercure & frères Inc.	2038
Montreal Film Society (The)	2037
Société de planification générale inc. (La) ..	2038
Société des infirmières visiteuses de Trois- Rivières et Cap-de-la-Madeleine inc. (La) .	2037
Stein (P.J.) Inc.	2037

Divers

Miscellaneous

Bristamalg Limited (<i>Dist. Actif-Assets</i>)	2040
Cancot Industries Inc. (<i>Name ch.</i>)	2039
Cartier Tower Ltd. (<i>Name ch.</i>)	2039
Catholic Family and Children's Services, Inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	2040
Centre d'animation, de développement et de recherche en éducation (CADRE) (<i>Règl.- By-laws</i>)	2040
Centre éducatif et culturel inc. (<i>Dir.</i>)	2039
Chaussures Girard ltée (<i>Dir.</i>)	2039
Club Quévillon inc. (Le) (<i>Règl.-By-laws</i>) ..	2040
Dormida inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)	2041
Educational & Cultural Center Inc. (<i>Dir.</i>) ..	2039
Fédération des collèges d'enseignement général et professionnel (<i>Règl.-By-laws</i>)	2040
4395 Beaubien Street Corp. (The) (<i>Dir.</i>) ..	2041
Girard Boots Ltd. (<i>Dir.</i>)	2039
Industries Cancot inc. (Les) (<i>Nom ch.</i>)	2039
Jib Investments Ltd. (<i>Dir.</i>)	2039
Laufer Realities Incorporated (<i>Dir.</i>)	2041
Security S.F.A. Inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)	2041
Société de placements 870 inc. (<i>Dir.</i>)	2041
Tricots Dubonnet ltée (Les) (<i>Dir.</i>)	2041
Tour Cartier ltée (La) (<i>Nom ch.</i>)	2039
Will-Jon Corp. (<i>Dir.</i>)	2040

Agence Keet inc.	1953
Albert (René) inc.	1953
Alkay Real Estate Ltd.	1953
Aluminium Fleur de Lys ltée	1954
Artisanat Idéal inc.	1954
Association des enseignants diplômés de Bel- gique au Québec inc.	1954
Association des Clubs de Motos-Neige de L'Estrie	1955
Association des propriétaires de St-Bruno de Montarville inc.	1955
Association des vendeurs professionnels d'au- tomobiles de Thetford inc.	1956
Association de tir à la Volée de l'Est Québé- cois; (ATVEQ) (L')	1956
Association Petrellese du Québec inc.	1957
Association provinciale des chevaux minia- tures	1957
Association régionale de tennis de l'Estrie inc.	1958
Association sportive de St-Adelme	1958
Astrobelix sports inc.	1958
Auberge de Jeunesse de Rivière-du-Loup ..	1959
Bernier, Garon & associés inc.	1959
Bloom (Harry) Inc.	1959
Bon Ton Cleaners Inc.	1960
Broadway Automobile Ltd.	1960
Brunelle (Marcel) & fils ltée	1961
Business and Industrial Development Board (Trois-Rivières) Inc.	1998
C. & D. Data Systems Ltd.	1961
Cammi Investments Ltd.	1961
Canexim Corp.	1962
Centre d'accueil pour alcooliques, La Poca- tière inc.	1962
Centre de formation de Pédiçures et de Podiâ- tres inc. (Le)	1963
Centre de roulottes Duberger inc.	1963
Centre d'information des cadres administra- tifs C.I.C.A. inc.	1964
Chabot (Jos. D.) et fils inc.	1964
Châteauguay Figure Skating Club Inc.	1964
Cie de volailles Maxi ltée (La)	1986
Cie électrique Ménard inc. (La)	1965
Ciné-Parc Bélair inc.	1965
Ciné-Parc Vaudreuil ltée	1965
Club de Moto-Neige Dorion Garden inc.	1966
Club de recherches économiques du Québec limitée	1966
Club Lions de Joliette inc.	1967

Lettres patentes

Letters patent

Club social des employés de la Régie de l'Assurance-Maladie du Québec	1967
Computerized Rental Service (CRS) Inc.	1968
Couvrette (Jacques) inc.	1968
Collège de Saint-Damien	2046
Crossfield Realities Ltd.	1968
Cutlass Industries Ltd.	1969
D.C.B. Industries Ltd.	1969
D.B.M. Printing Inc.	1979
D.K. Distributors Inc.	1970
Depina Industries Ltd.	1970
Distributeurs de produits industriels de Sept-Iles ltée (Les)	1970
Dollard Supertest Service Station Ltd.	1971
Domaine du bois de Montréal (1970) ltée	1971
Domaine du bois de Montréal (1970) Ltd.	1971
Dundee Investments Inc.	1971
Dus - Can inc.	1972
Dynco Management Corp.	1972
E.S.P. Electronics Ltd.	1973
Éditions Jeunesse inc.	1973
Électronique J.P.S. inc.	1981
1177 Realities Inc.	1973
Elite Warehousing Inc.	1974
Emco Meat Packers Inc.	1974
Enra Corporation	1974
Etcheverry Enterprises Inc.	1975
Express Tours Limited	1975
Fairhall Realities Ltd.	1976
Febarm inc.	1976
Fées Basques de Trois-Pistoes inc. (Les)	1976
Gala Construction Inc.	1977
Gestion François Signori inc.	1977
Groupe Baroque de Montréal (Le)	1978
Haute coiffure Attilio inc.	1978
I.J. Contracting Corporation	1978
Immeubles Crossfield ltée (Les)	1968
Immeubles Fairhall ltée (Les)	1976
Immeubles Westlock ltée (Les)	2002
Impression D.B.M. inc.	1979
Industries D.C.M. ltée	1969
Industries Playcat inc.	1970
Ingham Insurance Inc.	1980
Installations R.G.J. inc. (Les)	1980
Intercontinental Textiles Ltd.	1980
Investissements Dundee inc. (Les)	1971
J. & G. Fashions Inc.	1981
J.P.S. Electronics Inc.	1981
Jardiniers Expo ltée (Les)	1982
K. & B. Discount Stores Inc.	1982
Keet Agency Inc.	1953
K.R. Mechanical Contracting Ltd.	1982
Kimberly House Inc.	1983
Kolormats Inc.	1983
Korba Pizzeria Inc.	1984
L.M.B. Industries Incorporated	1984
Leedan Corporation	1984
Locadent inc.	1985
Loyola of Montreal Alumni Association Inc.	1985
M E M Travel Ltd.	1985
Magasins d'escompte K. & B. inc.	1982

Maxinvest Inc.	1986
Maxi Poultry Co. Ltd.	1986
Ménard Electric Co. Inc.	1965
Meubles Etchemin inc.	1987
Mislyn Hosiery Ltd.	1987
Montreal Meat Market Inc.	1987
Montroil Resources Ltd.	1988
N.D.P. Donuts Inc.	1988
Nettoyeurs Bon Ton Inc.	1960
Opéra du Québec (L')	1989
Orpheus Film Ltd.	1989
Panelfold (Canada) inc.	1989
Park Place Deli - Restaurant Inc.	1990
Peck Service Station inc.	1990
Perfection Ornamental and Iron Works Inc.	1990
Playcat Industries Inc.	1979
Provincial Association of Miniature Horses	1957
Pilon (Roger) construction inc.	1991
Place Vieille Capitale inc.	1991
Pratte & Côté Inc.	1992
Propane Gas Utilities (1970) Limited.	1992
Prus (Victor) Inc.	1993
Québec Chapter of "American Society of Architectural Hardware Consultants" (The)	1993
Reimers Automobile Inc.	1994
Rendez-Vous du Salarié Québécois (Le)	1994
Restaurant Jardin (Viau) inc.	1994
Restaurants Renaissance inc.	1993
Rosebridge Importing Co. Ltd.	1995
Rubin (N.) (1971) Ltd.	1995
St. Bruno de Montarville Property Owners' Association Inc.	1955
St. Lawrence Fuel (1970) Inc.	1996
St-Paul Bandag, inc.	1997
Sarhan & Co. Inc.	1997
Sarrazin (Joseph) Clothing Inc.	1997
Sept-Iles Industrial Products Distributors Ltd.	1970
Service d'expansion économique et industrielle (Trois-Rivières) inc.	1998
Service de location par ordinateur (CRS) inc.	1968
Servimax inc.	1998
Sew and Save Shop Ltd.	1999
Sir George Williams Students' Association University Centre Inc. (Correction)	2046
Société Ecclésiastique Saint-Thomas du Diocèse de Trois-Rivières	2046
Trudel (Raymond) inc.	1999
Unique Plumbing & Heating Inc.	1999
United Complex Inc.	2000
Venne (Gene) (1970) ltée	2000
Vic Tanny Québec Ltd.	2000
Vic Tanny Québec ltée	2000
Well-Nit Products Inc.	2001
West End Youth Action Committee Inc.	2001
Westlock Realities Ltd.	2002

Lettres patentes supplémentaires

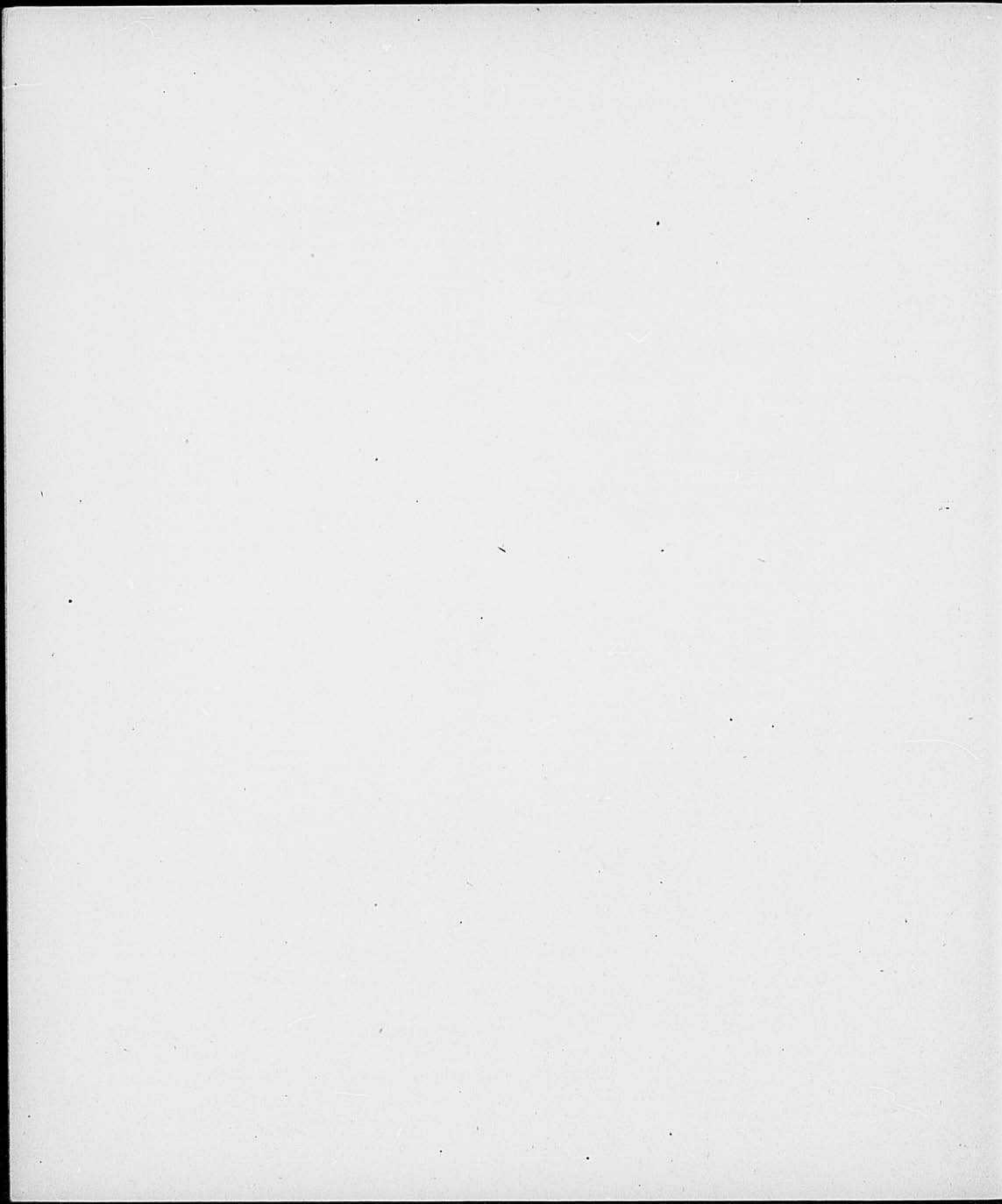
Letters Patent supplementary

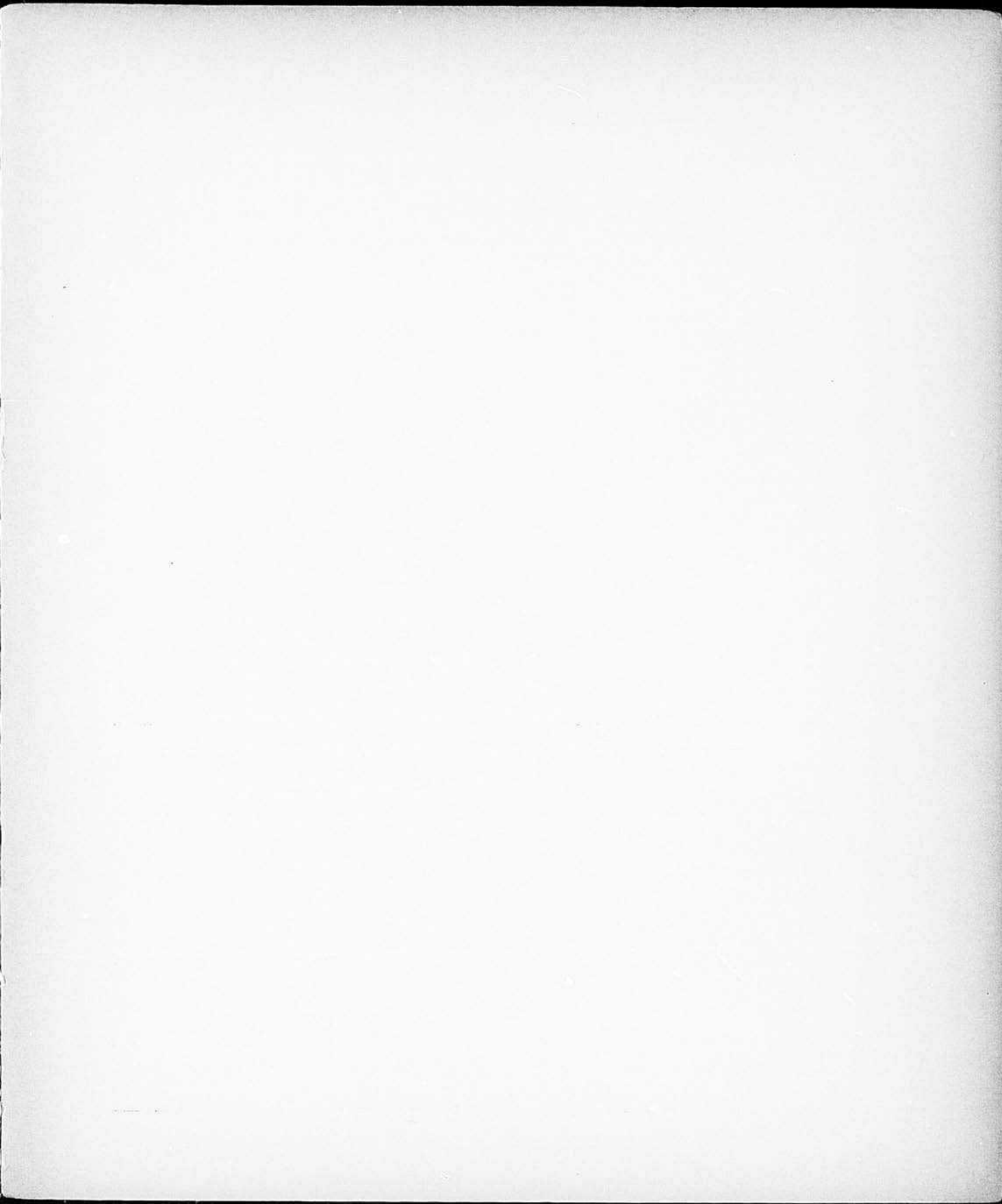
Amyot (G.) Entreprises Inc.	2004
Aerodoo Industries Inc.	2002
B & C Tile Ltd.	2003
Bric Holdings Ltd.	2003

Lettres patentes supplémentaires (suite)	Supplementary Letters Patent (continued)	Ireland North, diss. (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2050
Consolidated Imperial Minerals Limited.....	2003	Lévis, diss. (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2050
Construfab inc.....	2004	Loretteville, diss. (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2050
Entreprises G. Amyot inc.....	2004	Salaberry de Valleyfield (<i>Prot.</i>) (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2051
Handal Jewellery & Precious Gems Ltd.....	2004	Stoneham, diss. (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2052
Jest Investment Co. Ltd.....	2005	St. Dunstan, diss. (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2052
Marine (Malone) Agency Limited.....	2005	St-Émile (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2052
Mobilier de Bureau de l'Hôpital de Québec inc.	2005	St-Gabriel-de-Gaspé (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2052
Termino Corporation.....	2005	Ste-Luce (<i>Acc.-Grant.</i>).....	2050
Trois-Rivières Auto Electric Ltd.....	2006	St-Raymond, diss. (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2051
Trois-Rivières Auto Électrique ltée.....	2006	St-Rodrigue, diss. (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2051
Sièges sociaux	Head Offices	Institutions financières compagnies et coopératives	Financial Institutions Companies and Cooperatives
Autobus Ile d'Orléans, limitée.....	2045	Assurances	Insurances
Camp Aquehonga, Ltd.....	2042	Équitable, compagnie d'assurances générales (L') (<i>Annul.</i>).....	2006
Classic Bookbinding Inc.....	2045	Equitable General Insurance Company (The) (<i>Annul.</i>).....	2006
Corporation Navis ltée (La).....	2043	United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada (<i>Annul.</i>).....	2053
Duncan Mfg. Corp.....	2045	Terres et Forêts	Lands and Forests
Entrepreneurs paysagistes industriels inc. ...	2045	Cadastre:	Cadastre:
Immeubles Sabrevois inc. (Les).....	2043	Romieu, canton - township.....	2047
Industrial Landscape Contractors Inc.....	2045	St-Ambroise de la Jeune Lorette, par. (<i>révisé</i> → <i>revised</i>).....	2047
Investissements Chartier inc. (Les).....	2046	St-Féréol, par.....	2047
Jukie Inc.....	2043	St-Georges, par. (<i>Partie - Part révisé - revised</i>)	2047
Investissements Chartier inc. (Les).....	2046	St-Jérôme, par.....	2047
Jukie Inc.....	2043	St-Sauveur, par.....	2048
Laval Medical.....	2043	Travail et de la Main-d'oeuvre	Labour and Manpower
Leroux & Lemieux Ltd.....	2045	Industrie ou métiers de:	Industry or Trades of:
Leroux & Lemieux ltée.....	2045	Alimentation, détail, Montréal (<i>Mod.</i>).....	2081
Marché Jean Renaud, inc.....	2044	Automobile, Drummond (<i>Appr.</i>).....	2079
Marois (J. Arthur) (1970) inc.....	2044	Automobile, Mauricie (<i>Mod. Const. & Régl.</i>)..	2079
Mills Steel & Surplus Co. Ltd.....	2044	Automobile, Mauricie (<i>Appr.</i>).....	2079
Navis Corporation Ltd.....	2043	Automobile, Mauricie (<i>Appr.</i>).....	2080
Nettoyeur Charles inc.....	2043	Automobile St. Maurice Valley (<i>Amend.</i> <i>Const. & Regulations</i>).....	2079
Reliure classique inc.....	2045	Automobile, St-Maurice Valley (<i>Appr.</i>).....	2079
Rousseau (J.R.) & Associates Limited.....	2044	Automobile, St. Maurice Valley (<i>Appr.</i>).....	2080
Rousseau (J.R.) & associés limitée.....	2044	Dress, Province (<i>Amend.</i>).....	2079
Curatelle publique	Public Curatorship	Food, Retail, Montreal (<i>Amend.</i>).....	2081
Pellerin, Jean-Paul.....	2052	Robe, Province (<i>Mod.</i>).....	2079
DEMANDES À LA LÉGISLATURE	APPLICATIONS TO LEGISLATURE	SOUSSIONS —	TENDERS —
Commission d'écoles pour la municipalité sco- laire de ville d'Anjou.....	2042	Bélaire, ville - town.....	2076
Congregation Avath Scholom Nusoch Haori.	2042	Chambly, c.s.r. - r.s.b.....	2074
Corporation municipale de St-Donat (La)....	2042	Mercier, ville - town (<i>Correction</i>).....	2065
Municipal Corporation of St-Donat (The)....	2042	Pointe-Gatineau, ville - town.....	2063
School Commissioners for the municipality of ville d'Anjou.....	2042	Repentigny, ville - town.....	2061
MINISTÈRES	DEPARTMENTS	Touraine, munic.....	2072
Éducation	Education	St-Charles-de-Lachenaie, par.....	2070
Municipalité scolaire de:	School Municipality of:	St-Félix-du-Cap-Rouge, par.....	2066
Barachois (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2052	Ste-Thérèse-Ouest, ville - town.....	2068
Beauport, diss. (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2051	Wendover & Simpson, canton-unis - United townships.....	2059
Farnham (<i>Prot.</i>) (<i>Dem.-Appl.</i>).....	2051		

VENTES	SALES	Montréal	Montreal
Effets non réclamés	Unclaimed Baggage		
Canadian National Railway Company.....	2026	Bank of Nova Scotia <i>vs</i> Lavoie.....	2090
Canadian Pacific Railway Company.....	2026	Banque de Nouvelle-Écosse <i>vs</i> Lavoie.....	2090
Compagnie du chemin de fer canadien Pacifique.....	2026	Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) <i>vs</i> Fifty-Fifty Gardens Ltd..	2095
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.....	2026	Duncan <i>et al vs</i> Samets <i>et al</i>	2094
		Janton Investments Ltd. <i>vs</i> Sayomara Realities Inc.....	2087
		Laperrière <i>et al vs</i> Benoit.....	2092
SHÉRIFS	SHERIFFS	Montreal City and District Savings Bank (The) <i>vs</i> Fifty-Fifty Gardens Ltd.....	2095
Beauharnois	Beauharnois	Prudential Insurance Company of America (The) <i>vs</i> Charpentier.....	2093
Gendron (L.) limitée <i>vs</i> Viau.....	2088	Prudentielle d'Amérique compagnie d'assurance (La) <i>vs</i> Charpentier.....	2093
		Viau <i>vs</i> Cammisano.....	2091
Bedford	Bedford	Westmount, ville - city <i>vs</i> Lieber.....	2092
Ouellette <i>vs</i> Cabana <i>et al</i>	2089		
		Taxes	Taxes
Drummond	Drummond	Cabano, ville-town.....	2056
Société des artisans (La) <i>vs</i> Laferrière.....	2089	Pointe-aux-Trembles, cité-city.....	2007
		Rigaud, ville - town.....	2057
Montmagny	Montmagny	Saguenay, comté - county.....	2057
Chassé (Charles) & fils ltée <i>vs</i> Langevin.....	2090		

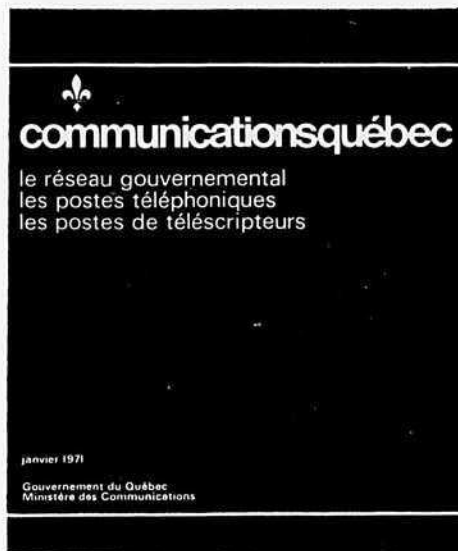






gouvernement du québec

annuaire téléphonique



\$1.00

**MAINTENANT
EN VENTE**

**NOW
ON SALE**

Toute commande est payable d'avance. Les versements se font par mandat-poste ou chèque à l'ordre du ministre des Finances du Québec, adressés à :

Prepayment is required with each order. Money orders or cheques should be made payable to the Minister of Finance, Québec, and sent to :

L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du gouvernement,
Québec.

The Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec.
